

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

ESSAI D'UN APERÇU HISTORIQUE

des

RELATIONS POLITIQUES

(industrielles, commerciales, religieuses)

DE LA FRANCE ET DE LA CHINE

depuis le XVII^e Siècle jusqu'à nos jours

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mercredi 9 juin 1920 à 2 heures

PAR

Yu-Tong KIA

Président : M. WEISS, professeur

Suffragants { M. BASDEVANT, professeur
 { M. GIDEL, agrégé

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, rue Racine, 15

1920

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

ESSAI D'UN APERÇU HISTORIQUE

des

RELATIONS POLITIQUES

(industrielles, commerciales, religieuses)

DE LA FRANCE ET DE LA CHINE

depuis le XVII^e Siècle jusqu'à nos jours

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mercredi 9 juin 1920 à 2 heures

PAR

Yu-Tong KIA



Président : M. WEISS, professeur

Suffragants { *M. BASDEVANT, professeur*
M. GIDEL, agrégé

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

45, rue Racine, 15

1920

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

ESSAI D'UN APERÇU HISTORIQUE
des
RELATIONS POLITIQUES
(industrielles, commerciales, religieuses)
DE LA FRANCE ET DE LA CHINE
depuis le XVII^e Siècle jusqu'à nos jours

INTRODUCTION

Quand on remonte dans le passé, aux notions historiques puisées dans l'antiquité et le haut moyen âge, on constate que la Chine n'est pas fermée, mais ouverte ; elle est hospitalière au commerce, bienveillante et sociale, visiteuse et visitée.

Il suffit de signaler, en 1275, le voyage de Marco Polo, qui resta dix-sept ans en Chine et qui revint par Formose, Ceylan et la côte de Malabar. En 1371, la dynastie de Ming reçoit un envoyé de Byzance venu pour faire le commerce avec l'Empire chinois ; à ce moment la Chine est ouverte et ses relations s'étendent jusqu'à Byzance.

Comment donc la Chine s'est-elle fermée depuis

le xvi^e siècle ? Ce fut avec les Portugais qu'arriva la première alarme ; jusqu'alors la Chine ne s'était pas effrayée de la visite des commerçants, car ils venaient toujours en hommes pacifiques, sans armées. Les Portugais, au contraire, s'avançaient précédés de rumeurs de victoire ; en 1514 ils se risquèrent jusqu'à la côte de Chine, et ils purent réaliser de grands profits. Bientôt les Hollandais viennent s'installer à Formose, et les Espagnols arrivent de Manille prendre position au nord de l'île. Devant l'attitude conquérante des Européens, les Chinois sont très alarmés, ils commencent à redouter les Européens comme des envahisseurs et les commerçants comme des espions ; dès lors ils inclinaient à se fermer, à cette époque. Les Européens voulaient au contraire profiter des richesses de Chine ; ils recherchaient des débouchés pour leurs produits manufacturiers, ils sentaient le besoin de pénétrer en Chine pour percer la fermeture ; ce sont des voyageurs qui frappent la première porte ; puis les missionnaires ; enfin des commerçants pour vendre leurs marchandises ; pendant quelques siècles les efforts de pénétration continuent sans interruption, tantôt par la conquête pacifique, tantôt par la guerre.

Nous traiterons, dans cette étude, de la pénétration tentée par la France pour entrer en Chine. Comment la France pouvait-elle pénétrer en Chine ? Avec quelle politique et quelles relations ? D'abord

ce furent des congrégations catholiques, qui envoyèrent les missionnaires en Chine ; et puis ce furent les compagnies d'exploitation commerciale et industrielle qui commencèrent un mouvement économique en Chine. Nous diviserons cet aperçu historique des relations de la France avec la Chine en trois périodes : La première période depuis le ^{xvii}^e siècle jusqu'à 1860 ; dans cette période c'est la conquête pacifique ; il s'agit, pour la France, d'obtenir des avantages commerciaux et religieux ; mais il n'y a pas de guerre entre les deux pays. — La deuxième période va de 1860 à 1902, dans cette période le moyen de pénétration, c'est la guerre : deux fois éclatent des guerres collectives de la France unie à d'autres puissances européennes contre la Chine, ce sont l'expédition franco-anglaise de 1860 et l'affaire des boxeurs, contre lesquels est envoyée une expédition internationale en 1900 ; une autre fois la France lutte seule contre la Chine, c'est l'affaire du Tonkin, de 1880 à 1885. — La troisième période va de 1902 jusqu'à nos jours ; dans cette période les relations de la France avec la Chine reprennent un caractère pacifique, il n'y a ni guerre ni traité important entre eux ; on assiste seulement à un développement des relations commerciales, industrielles et religieuses. Nous allons essayer de montrer dans cette étude les résultats obtenus.

PREMIÈRE PARTIE

RELATIONS DE LA FRANCE ET DE LA CHINE DEPUIS LE XVII^e SIÈCLE JUSQU'A 1860

CHAPITRE PREMIER

Tentatives faites par les Français pour faire le commerce avec l'Inde et création de la Compagnie des Indes; les Etablissements que les Français ont formés sur divers points de l'Asie.

Les peuples anciens *attachèrent* une haute importance au commerce de l'Asie. Ce furent des peuples de Constantinople, de Venise, de Gênes, de Florence et du Portugal qui s'*attachèrent* surtout à développer ce commerce. En France, François I^{er} s'aperçut le premier des avantages que le commerce de l'Asie pouvait procurer aux peuples, et il ordonna, par ses édits de 1537 et de 1543, d'équiper des vaisseaux pour des voyages au long-cours et pour faire le commerce avec l'Inde. Mais la rivalité qui survint entre Charles Quint et François I^{er}, et qui fut la cause d'une lon-

gue guerre entre les deux princes, empêcha l'exécution de ce projet. Plus tard Henri IV fut toujours empêché par les guerres, soit intestines soit avec les étrangers, de faire participer la France au commerce de l'Inde. Par la suite, les événements modifièrent la situation, plusieurs négociants de Paris se réunirent et obtinrent des lettres patentes les autorisant à faire le commerce de l'Inde ; néanmoins, cette association ne fit pas non plus, pour des causes diverses, usage du privilège qui lui avait été accordé.

En 1615 pendant la minorité de Louis XIII, une compagnie fut créée sous le nom de Compagnie des Moluques, mais celle-ci ne tenta pas davantage d'expédition.

Depuis cette dernière époque jusqu'à 1642 plusieurs armateurs pénétrèrent dans l'Inde à différentes reprises, avec de riches cargaisons. En 1642 Louis XIII, voulant mettre à exécution le projet de ses aïeux, accorda des privilèges exclusifs à une compagnie formée par les soins du sieur Rigault, pour faire le commerce sur les côtes orientales de l'Afrique et à Madagascar ; l'année d'après, le roi donna à cette même compagnie des lettres-patentes pour faire le commerce des Indes orientales. Mais la mort du Cardinal de Richelieu, qui en était le fondateur, la politique opposée du Cardinal Mazarin, et surtout la jalousie des autres nations européennes établies dans l'Inde furent les causes de la ruine de la compagnie fran-

çaise. Le Maréchal de la Meillarayé la releva un instant, mais son entreprise ne fut pas couronnée de succès ; il ne put même pas conserver le fort Dauphin.

Déjà à cette époque le commerce de l'Inde était, pour certaines puissances de l'Europe, non seulement le moyen d'acquérir de grandes richesses, mais encore celui de former une marine puissante. Il appartenait à Louis XIV de prendre à son tour, dans l'intérêt de la France, une part active au commerce des Indes orientales et c'est là un de ses plus beaux titres de gloire (1). Les insuccès des premières entreprises étaient dus en partie à la haine et à la jalousie des autres nations établies dans l'Inde ; des attentats avaient été commis par elles sur les vaisseaux français naviguant dans les mers des Indes (2).

En 1664, Colbert fut chargé d'organiser une compagnie puissante pour lutter contre la concurrence des compagnies des autres nations européennes. Il présenta le plan d'une compagnie ; son plan fut créé par un édit du mois d'août de 1664. Cette compagnie, à laquelle adhérèrent les plus grands dignitaires et les plus riches négociants de l'Etat, se constitua conformément à des statuts soigneusement établis,

1. Cordier, *France en Chine*.

2. Les Hollandais, en 1616 et en 1619, s'emparèrent d'un vaisseau français et firent pendre l'équipage entier, après avoir poignardé le capitaine de ce navire.

au capital d'abord de 7 millions fournis par les actionnaires, puis de 8 autres millions tirés de la Caisse du Roi ; elle devait arriver rapidement à un degré de prospérité auquel les Sociétés des autres puissances étaient déjà parvenues.

En 1698, le commerce avec la Chine exigeait de forts capitaux, de grands armements et beaucoup de temps ; cette branche était au-dessus des forces de la compagnie ; n'ayant pas les moyens de l'exploiter, elle céda le privilège de ce commerce à de riches négociants, qui s'en chargèrent sous la condition de lui payer 15 o/o sur les marchandises de retour ; elle signa en conséquence un traité le 4 janvier 1698 ; ce traité fut homologué par un arrêt du Conseil d'Etat du 22 du même mois. Ces négociants donnèrent à leur société le nom de *Compagnie de Chine*. Par cette concession, la compagnie réduisit son commerce dans l'Inde et augmenta au contraire son commerce avec la Chine (1).

Parmi les établissements français situés sur divers points de l'Asie, quelques-uns ont été abandonnés après la guerre de 1756 (2) et d'autres ont été occupés de nouveau depuis la paix de 1763, par suite de la politique et du projet de la France qui cherchait à agrandir son commerce, à l'époque où le développe-

1. Cordier, *France en Chine*.

2. Voir à ce sujet, la lettre du Conseil de Calcuta à M. Law, rapportée p. 130 de ce mémoire (note du manuscrit).

ment de la marine française, sous Louis XVI, pouvait lui offrir une protection puissante. Celui des établissements que la compagnie reprit, après la paix de 1763, celui auquel elle attacha le plus d'importance et qui, en même temps, se trouva le premier dans l'ordre de leur fondation fut l'établissement du Pégou. Le Pégou fournissait, au début de l'établissement de la compagnie, des dents d'éléphants, des gommés, de la cire, des cuirs secs, des cornes de buffles, et des pierres précieuses ; et surtout le principal avantage que la compagnie retirait du Pégou était le bois de construction, dont le pays abonde, notamment le bois de Tek. C'était du Pégou que la compagnie tirait tout le boisage nécessaire aux charpentiers de Chandernagor et aux magasins de Pondichéry. Plus tard, la guerre de 1773 paralysa l'établissement du Pégou ; il dut même être abandonné, lorsque les établissements français de l'Inde tombèrent aux mains des Anglais ; et il n'existe plus aujourd'hui que quelques traces de cet établissement.

Louis XIV, instruit des bonnes dispositions du roi de Siam, lui envoie une ambassade en 1685 ; le roi de Siam adresse à son tour une ambassade à Louis XIV ; les deux Puissances conclurent un traité commercial composé de 12 articles, qui offrait au commerce français un débouché pour tout ce que le royaume de Siam pouvait consommer et qui per-

mettait aux français d'exploiter les produits de ce pays ; le Siam consentait donc à dépouiller une partie de sa souveraineté, mettant ses ressources à la disposition de la France. Il en fut ainsi jusqu'à la Révolution de Siam ; les Français en furent alors victimes, et forcés de quitter ce royaume.

Les autres établissements français en Asie furent : l'établissement de Cochinchine, l'établissement du Tonkin, l'établissement de Bantam ; mais ces établissements de ces trois pays ne jouèrent d'abord qu'un rôle commercial peu important et ils se développèrent seulement après la guerre de 1756.

CHAPITRE II

Création du Consulat français de Canton. La situation des Français qui restent en Chine

Au xviii^e siècle, la Compagnie des Indes avait à Canton un comptoir administré par un conseil de direction ; l'objet de cet établissement était de procéder aux achats qu'elle faisait en Chine, de préparer à l'avance les cargaisons destinées aux vaisseaux qu'elle y envoyait tous les ans, et de maintenir ses privilèges auprès du Gouvernement chinois. Mais, à partir de cette époque, le commerce de Chine ayant été abandonné à l'initiative des négociants, l'établissement du Conseil de Canton devint bientôt sans objet, relativement aux opérations commerciales qui lui avaient été confiées ; en conséquence, le directeur du Conseil à Canton, Thimotée Cadet, demanda au roi de France de donner l'ordre de remplacer l'ancien conseil de direction par la création d'un consulat français à Canton (1). Le 3 février 1776, le

1. Cordier, *La France en Chine*.

Roi de France y consentit et promulgua une ordonnance, composée de 23 articles, relative à la création d'un consulat à Canton. D'après cette ordonnance, les pouvoirs du Consul consisteront à s'occuper des affaires non seulement commerciales, mais encore civiles. Pendant le séjour des vaisseaux à Canton et dans les lieux qui en dépendent, les différends qui s'élèveront entre les passagers ou les gens de l'équipage seront portés devant le Consul, qui prononcera les jugements. Le Consul, après information, pourra faire sortir de Canton et de ses dépendances les Français de vie et de conduite scandaleuse, après, toutefois, qu'il aura pris les mesures nécessaires pour satisfaire aux engagements qu'ils pourraient avoir contractés avec les Chinois ou avec tout autre étranger établi à Canton. Tous les commerçants, voyageurs, et les ressortissants français seront nécessairement soumis à la protection du Consul français.

Après la création du Consulat français à Canton, la situation commerciale de la France en Chine devint plus avantageuse ; mais elle se heurta bientôt aux Anglais, dont l'influence est très grande en Chine ; soit par intérêt, soit par jalousie, ils désiraient asservir cette riche contrée comme ils avaient déjà asservi l'Inde ; le Gouvernement français, depuis la seconde moitié du ^{xviii}^e siècle jusqu'à la première moitié du ^{xix}^e siècle, s'efforça de prévenir les desseins

de la Grande-Bretagne et s'occupa des moyens de soustraire les Français résidant à Canton aux humiliations provenant soit de l'antipathie des Chinois soit de la prospérité supérieure des Anglais.

CHAPITRE III

Traité de Wampao du 24 octobre 1844. Avantages politiques, commerciaux et religieux stipulés au profit de la France.

Le but principal de la mission confiée à M. de Lagrené était de conclure avec la Chine un traité d'amitié et de commerce. Il fut atteint sans difficulté; l'Angleterre, par ses victoires et par le traité de Nankin, les Etats-Unis, par le traité de Wanghia, ayant préparé les voies. Le traité de Wampao fut signé par la France, pour étendre les concessions antérieurement obtenues de la Chine.

Puis M. de Lagrené fut amené à poser devant les plénipotentiaires chinois la question de la liberté religieuse.

Dans le cours du ^{xvii}^e siècle, la France avait pénétré en Chine par ses missionnaires qui avaient été en grande faveur à la Cour de l'Empereur Kang-hi (1).

L'observatoire de Pékin renferme encore aujour-

1. Lavollée, *France et Chine*.

d'hui les instruments d'astronomie introduits par les missionnaires de cette époque, désignés dans la langue officielle sous le titre de *mathématiciens* (1) et les annales de l'Empire conservent le souvenir des services diplomatiques et militaires rendus à la dynastie des Tsing par la propagation du catholicisme en Chine.

Il y eut, par la suite, des persécutions, inspirées par des considérations politiques plutôt que par l'hostilité religieuse. La France avait conservé le protectorat chrétien dans les contrées de l'Extrême-Orient, pour assurer la conquête de la liberté religieuse en Chine.

Alors que les négociateurs anglais et américains s'étaient préoccupés avant tout des intérêts du commerce et de la navigation pour leurs nationaux (2), la diplomatie française avait l'ambition de servir des intérêts plus élevés en introduisant dans la législation chinoise les pratiques de tolérance religieuse qui, depuis près de deux siècles, avaient été remplacées par l'ostracisme et par la persécution.

La mission plénipotentiaire, qui fut, sous la direction de M. de Lagrené, envoyée en Chine, était composée d'une vingtaine de personnes; elle partit de Brest, le 12 décembre 1843; et elle arriva à Macao,

1. Le P. Louis Lecomte, de la Compagnie des Jésus, auteur de *Mémoires sur la Chine*, 1696.

2. Lavollée, *France et Chine*.

le 13 août 1844. Le traité qu'elle conclut fut signé le 24 octobre 1844 (1) à Wampao et le retour de la mission date du 7 mai 1846. Le résultat de cette mission fut le traité signé à Wampao, composé de 35 articles (2) qui sont très avantageux, au point de vue des questions politiques, commerciales et religieuses, pour la France ; voici les conditions principales du traité : « Tout Français qui, conformément aux stipulations de l'article 2, arrivera dans l'un des cinq ports (3), pourra, quelle que soit la durée de son séjour, y louer des maisons et des magasins pour déposer ses marchandises, ou bien affermer des terrains et y construire lui-même des maisons et des magasins. Les Français pourront, de la même manière, établir des églises, des hôpitaux, des écoles, des hospices, et des cimetières. Dans ce but, l'autorité locale, après s'être concertée avec le Consul, désignera les quartiers les plus convenables pour la résidence des Français, et les endroits dans lesquels pourront avoir lieu les constructions précitées. Les prix de loyers ou de fermages seront librement débattus entre les parties intéressées, et réglés, autant que faire se pourra, conformément à la moyenne des prix locaux. Les autorités chinoises empêcheront leurs nationaux de surfaire ou d'exiger

1. Lavollée, *France et Chine*.

2. Voir l'appendice.

3. Ouverture de cinq ports par le traité de Nankin de 1842.

des prix exorbitants, et le consul, de son côté, veillera à ce que les Français n'usent pas de violence ou de contrainte pour forcer le consentement des propriétaires. Il est bien entendu, d'ailleurs, que le nombre des maisons et l'étendue des terrains à affecter aux Français dans les cinq ports ne seront pas limités, et qu'ils seront déterminés d'après les besoins et les convenances des ayants droit. Si les Chinois violaient ou détruiraient des églises ou des cimetières français, les coupables seraient punis suivant toute la rigueur des lois du pays. »

Cette clause était une nouvelle confirmation du protectorat exercé sur les missions par la France et elle devait servir de précédent au baron Gros à Pékin en 1860.

DEUXIÈME PARTIE

RELATIONS DE LA FRANCE ET DE LA CHINE DEPUIS 1860 JUSQU'A 1902

CHAPITRE PREMIER

L'expédition franco-anglaise

SECTION I

Traité de Tien-Tsin du 27 juin 1858

Quelques années après le traité de Nankin, les Européens se plaignent que les ports de commerce exigés de la Chine ont été mal choisis, Foutchéou se trouvant trop loin dans l'intérieur, Ningpo trop près de Changhaï, et celui d'Amoy ne pouvant pas être maintenu. Même à Changhaï et à Canton, le commerce étranger rencontre beaucoup de difficultés. Enfin on se plaint que la Chine n'achète pas assez, elle ne fait qu'échanger, et on l'accuse de xénophobie, parce que on pense que, étant donné les richesses naturelles du

pays, les Chinois sont très riches et doivent pouvoir consommer beaucoup ; on revient difficilement de cette erreur (1) ; on se montre mécontent des résultats qu'ont obtenu les traités de 1842 et de 1844.

Le Gouvernement chinois ne désarme pas non plus ; l'ouverture de cinq ports au commerce étranger élargissant considérablement le contact entre ses sujets et les étrangers, il se défend de son mieux contre la pénétration européenne. Puis par surcroît de malheur, éclate bientôt la plus terrible révolution enregistrée par l'histoire de Chine, celle des Taïping, qui jeta pendant treize ans le trouble dans une grande partie de l'Empire (2). Dans cette période, les étrangers profitèrent peu des avantages qu'ils avaient obtenus. L'Angleterre seule se trouva dans une position avantageuse vis-à-vis de la Chine en 1856 ; elle ne laisse pas passer l'occasion sans en tirer le plus de profits qu'elle peut. Afin de développer le commerce du port libre de Hong-Kong, qu'elle a nouvellement acquis, l'Angleterre y attire la navigation de toute nature par des primes diverses, surtout en permettant aux jonques chinoises enregistrées à Hong-Kong de naviguer sous le pavillon britannique. Cette liberté de navigation dans les ports contribue

1. Tchong Ki Chan, *Portes ouvertes de Chine*. Thèse de Paris, p. 55.

2. Pierre Guerlet, *Action politique des puissances en Chine*. Thèse de Paris, p. 15.

vite à développer, sur la côte chinoise, un énorme commerce de contrebande, surtout celui de l'opium, que la douane chinoise est impuissante à empêcher. Peu à peu, à partir de 1842, toute la côte chinoise du sud de Changhaï se transforme en un repaire de contrebandiers et de pirates, de sorte que tous les commerces honnêtes y deviennent impossibles ; Hong-Kong et Macao sont leurs bases d'opérations et constituent le siège de ces bandits internationaux. Dans la matinée du 8 octobre 1866, les équipages de deux canots composés de matelots chinois, sous le commandement de leurs officiers, détachent une jonque chinoise armée et, abordent la Lortcha (1) *Arrow*, mouillée devant Canton, ils en débarquent douze des quatorze matelots chinois qui composaient son équipage, et obligent le capitaine, d'après le rapport du Consul anglais, M. Parker, à baisser le pavillon anglais, insulte grave. Un Irlandais nommé Kennedy, âgé de vingt-quatre ans, avait été porté comme étant le propriétaire de ce navire, mais il était absent du bord quand eut lieu l'arrestation de ces douze matelots ; ceux-ci furent accusés de piraterie par leur propre gouvernement ; le délit s'aggravait en même temps du fait de l'enlèvement du drapeau anglais (2).

Selon les témoignages des gens même du Consu-

1. Lortcha, c'est la dénomination d'un bâtiment à coque européenne.

2. De Lapradelle, *la Question chinoise*, R. G. D. I.

lat anglais à Canton, le fait de baisser le pavillon anglais fut sans doute l'œuvre des officiers chinois, et ils alléguèrent qu'il ne se trouvait à bord aucun anglais qui eût pu leur faire connaître que la Lortcha était la propriété d'un sujet britannique. En réalité le navire *Arrow* appartenait à un Chinois nommé Foug-Aning et ce bâtiment n'était plus en droit de porter le pavillon anglais, car sa licence était expirée depuis douze jours avant cet événement, ce qui, du reste, avait été reconnu exact par le plénipotentiaire anglais Sir John Bowring, lui-même. L'Angleterre, par l'intermédiaire de son consul, réclama la remise immédiate des matelots chinois arrêtés, et des excuses de la part des officiers chinois qui avaient opéré cette capture et qui avaient commis cet inqualifiable outrage à l'emblème national des Anglais. Le résultat de cette démarche était connu d'avance, car les officiers chinois savaient bien avoir agi légalement et dans les limites de leur droit strict. Aussi, quand l'affaire fut portée à la connaissance du Vice-Roi, celui-ci couvrit complètement ses subordonnés et assumait la responsabilité entière de leur acte (1). Malgré la clarté juridique de cette affaire et les aveux publics et unanimes des autorités anglaises en Chine comme de celles de la métropole, le Gouvernement anglais dénia sans vergogne aux autori-

1. Tchong-Ki-Chan, thèse de Paris, p. 59.

tés chinoises le droit d'arrêter des criminels chinois sous le pavillon britannique porté illégitimement par un navire indigène, dont un sujet chinois était le propriétaire. Or, du moment où l'Angleterre, qui entreprenait la guerre de l'opium, déclarait vouloir instruire la Chine barbare des principes de droit international qui régissent les nations civilisées, comment la Grande-Bretagne osait-elle violer précisément vis-à-vis de cette nation barbare le droit même qu'elle défendait contre cette nation au nom de la civilisation, droit que la Chine ne violait du reste aucunement dans l'espèce ? La raison de cette attitude était simple ; dès le lendemain du traité de Nankin, en 1842, l'Angleterre cherchait déjà un prétexte pour infliger à la Chine une autre défaite, et celle-ci écrasante, afin de lui extorquer d'autres privilèges. Seulement, ce que tout esprit impartial regrette, c'est que le prétexte invoqué par la Grande-Bretagne a été mal choisi, et que la deuxième guerre anglo-chinoise n'a pas eu un caractère moins odieux que celui de la guerre de l'opium. Cette guerre n'a aucune justification juridique ; elle constitue, au contraire, une violation du bon droit contre tous les principes de justice du droit international ; elle est une éclatante preuve de l'abus de la force.

Avant de commencer sa deuxième expédition en Chine, le gouvernement anglais sollicita la coopération des Etats-Unis et de la France. Les Etats-

Unis ne voulurent pas endosser la responsabilité d'une guerre injuste et ils refusèrent l'offre de coopération avec l'Angleterre. Mais la France accepta sous le prétexte de venger le meurtre d'un missionnaire français, l'abbé Chapdelaine.

L'Angleterre déclara donc la guerre ; l'Amiral anglais Seymour s'empara, le 25 octobre 1857, des forteresses qui défendaient l'embouchure de la rivière de Canton, et il en détruisit quelques-unes. Le lendemain il bombarde la ville de Canton, démolissant quelques maisons et tuant beaucoup d'habitants. Les hostilités ne cessèrent qu'avec la prise de Canton, le 5 janvier 1858. Les négociations furent menées par les plénipotentiaires anglais, français et américains avec les commissaires chinois, d'abord à Canton, puis à Changhaï et finalement à Tien-Tsin, où fut conclue la série des traités de 1858, ce qui leur vaut le nom de traité de Tien-Tsin (1). Le traité français renferme quarante-deux articles, qui diffèrent peu du traité anglais. Les points principaux de ces traités sont la confirmation des traités de 1842 et de 1844, l'échange d'ambassades permanentes, ainsi que la jouissance de tous les privilèges reconnus par le droit international aux agents diplomatiques et consulaires ; le règlement du transit, du draw back concernant les cinq ports ouverts, et des

1. Voir appendice, annexe II.

autres mesures prises pour faciliter le commerce ; la reconnaissance de la juridiction consulaire, etc. La France obtient, outre l'indemnité allouée pour le meurtre du père Chapdelaine et la dégradation du magistrat qui avait été désigné comme le coupable (ces deux dispositions ne se trouvent que dans un article secret), le protectorat des missions catholiques en Chine.

SECTION II

Les ministres de France et d'Angleterre se dirigent vers Tien-Tsin pour l'échange des ratifications *des traités*. Les ratifications des traités conclus à Tien-Tsin le 26 et 27 juin 1858 devaient être échangées à Pékin dans le délai d'un an. Les ministres de France et d'Angleterre, MM. de Bourboulon et Bruce, étaient chargés par leurs gouvernements d'accomplir cette formalité. Arrivés à Changhaï, ils furent avisés que l'on exécutait de grands travaux de défense aux forts de Takou, qui couvraient l'entrée du fleuve Peï-ho et la route de Pékin. Ils reçurent des commissaires impériaux, qui les attendaient à Changhaï, les invitations les plus pressantes, d'abord pour réviser diverses clauses des traités, puis pour échanger les ratifications dans cette ville plutôt que dans la capitale, et enfin pour se rendre à Pékin par la voie de

terre, plutôt que par mer ; ils résolurent alors de se diriger sans retard vers le nord. L'escadre française étant retenue en Cochinchine, un seul bâtiment, le *Duchayla* (1), se trouvait à la disposition de M. de Bourboulon ; mais la division anglaise, commandée par le Contre-Amiral Hope, demeurait libre, et il fut convenu qu'elle accompagnerait les deux ministres à l'embouchure du Peï ho pour leur prêter, au besoin, main forte. Les avis reçus de la capitale, l'attitude des commissaires impériaux, les efforts tentés à la dernière heure pour modifier les traités et en particulier pour empêcher les ministres étrangers de se rendre à Pékin, inspirèrent quelque méfiance aux plénipotentiaires.

Arrivés le 20 juin 1859 à l'embouchure du Peï-ho, MM. Bruc et de Bourboulon n'y trouvèrent aucun mandarin pour les recevoir ; ils virent que l'entrée du fleuve était barrée et qu'une garnison nombreuse occupait les forts de Takou (2) ; devant cette attitude ils réclamèrent l'entrée libre de la rivière pour se rendre à destination ; on leur répondit que les mesures prises étaient dirigées contre les rebelles, les Taï-ping (3) et nullement contre eux. Le plénipotentiaire anglais, M. Bruc, ne se fia pas à cette réponse, craignant une ruse infernale de la part des Chinois.

1. Lavollée, *France et Chine*, p. 311.

2. Lavollée, *France et Chine*, p. 313.

3. Tchang-Kichan, thèse de Paris, p. 62.

Et il requit l'amiral commandant son escorte de détruire les estacades et de frayer un passage vers l'intérieur. Mais l'attaque échoua complètement, et les navires français, qui avaient pris la cause des anglais, furent repoussés en même temps que ces derniers ; leurs commandants invitèrent, dans ces conditions, le contre-amiral Hope à prendre ses dispositions pour recourir, le cas échéant, à la force. Le 25 juin, l'escadre anglaise, à côté de laquelle se déployait le pavillon français du *Duchaylu*, attaqua les forts de Takou.

SECTION III

Impression produite en France et en Angleterre par l'échec de Takou

Entente des deux gouvernements pour organiser un corps expéditionnaire commandé par l'Amiral Sir Hope-Grand, pour l'Angleterre ; et par le général Cousin-Montauban pour la France. Les escadres se rendent dans le golfe du Pétchili et opèrent la prise des forts de Takou le 21 août 1860.

Ce fut au mois de septembre 1859 que les cabinets de Paris et de Londres reçurent la nouvelle des événements qui s'étaient accomplis le 25 juin de la même année, et de l'échec subi devant les forts de Takou. Le gouvernement français n'éprouva pas la moindre hésitation sur le parti à prendre pour venger à tout

prix l'honneur du drapeau. Au moment où la France poursuivait en Cochinchine une œuvre de conquête et de colonisation, il lui importait essentiellement de ne pas laisser diminuer le prestige qui lui était indispensable pour appuyer son action dans les contrées de l'extrême-orient ; l'honneur militaire parlait plus haut que tout le reste. Avoir été obligé de faire retraite devant des canons chinois, c'était une pensée à laquelle ne pouvait se résigner le gouvernement français et qui ne devait pas être davantage acceptée par le tempérament de la nation. La guerre fut donc immédiatement résolue.

A Londres, les opinions furent d'abord très divisées : les considérations politiques les plus pressantes commandaient à l'Angleterre de maintenir le prestige de ses armées aux yeux du monde asiatique, dont une partie est directement soumise à son empire et dont l'autre partie subit la domination morale de son influence et de son commerce ; mais, en même temps, on songeait aux dépenses énormes que devait entraîner la reprise des hostilités contre la Chine, on calculait les pertes qu'une nouvelle guerre pouvait causer à l'industrie et au commerce de la Grande-Bretagne, et l'on n'apercevait pas clairement le terme de tant de sacrifices.

Pourquoi, disait-on, ne pas se borner à garantir aux Européens l'accès des villes du littoral, où il était aisé de les protéger avec quelques navires de guerre ;

et à quoi bon faire violence aux préjugés chinois, aux sentiments et à la dignité de l'Empereur de Chine, en exigeant que la Légation anglaise fut admise à la Cour de Pékin et résidât au besoin dans la capitale ? Insister sur l'exécution de cette clause du traité, c'était s'exposer à des difficultés sans cesse renaissantes, compromettre à tout moment les bonnes relations entre les deux pays, provoquer des avanies et des crises, placer le commerce et la politique dans un état d'inquiétude continuelle. La moindre mésintelligence éclatant à Pékin entre le cabinet chinois et les représentants des souverains européens engendrerait immédiatement des conséquences très graves à raison du caractère des personnes engagées. Tandis que les discussions qui s'élevaient dans les ports entre les mandarins et les consuls pouvaient toujours se terminer à l'amiable (1).

Telles étaient les impressions d'une partie notable et influente de l'opinion publique en Angleterre, où les susceptibilités militaires n'étaient pas excitées aussi vivement qu'en France par l'échec subi devant les forts de Takou. Mais, à partir du 10 octobre 1859 se manifestèrent plus nettement la volonté du gouvernement anglais de ne pas supporter l'insulte faite au drapeau national, et le désir de préparer la guerre.

Le cabinet de Londres se mit donc d'accord avec

1. Lavollée, *France et Chine*, p. 322.

celui de Paris, pour organiser l'expédition militaire. On étudia un plan de campagne ; on arrêta l'effectif des corps d'armée, qui devaient se composer de 20.000 hommes (12.000 anglais, tirés en grande partie des garnisons de l'Inde, et 8.000 français). On régla les attributions des commandements, qui furent confiés, pour le corps français, au général de division Cousin Montauban, et, pour le corps anglais, au lieutenant général Sir Hope Grand ; on pressa avec la plus grande activité l'embarquement des troupes ainsi que l'envoi des approvisionnements de toute nature. Dès le mois de janvier 1860, le contingent avait pris la mer et était en route pour la Chine. Enfin les gouvernements jugèrent que le succès de négociations diplomatiques entamées soit pour prévenir, soit pour terminer la guerre, serait facilité par l'intervention personnelle des signataires des traités de Tien-Tsin. Ils remirent en conséquence une seconde fois leurs pleins pouvoirs au baron Gros et à lord Elgin, qui allaient se retrouver ainsi en présence de leurs anciens adversaires et sur un terrain qu'ils connaissaient déjà.

Pendant que les Cabinets de Paris et de Londres se concertaient en vue d'une action commune, la situation des affaires en Chine ne s'améliorait pas, M. Bruc et M. de Bourboulon se mirent d'accord pour adresser en même temps, et dans les mêmes termes, leur ultimatum au gouvernement chinois. Une ré-

ponse fut adressée à cet ultimatum par le gouvernement chinois, qui expliquait à sa manière les événements de Takou, dont il rejetait la responsabilité sur les Anglais. Pourquoi les Anglais avaient-ils mobilisé une escadre si nombreuse pour réaliser la signature et l'approbation d'un traité de Paix ? Pourquoi leur ministre Bruc avait-il refusé de s'entendre avec les commissaires impériaux envoyés à Changhaï pour régler l'ordre du voyage à Pékin ? Pourquoi avait-il voulu forcer le passage du Peï-ho, qui lui était fermé, et pourquoi n'avait-il pas accepté de prendre la route de Pehtang, qui lui était ouverte ?

Les Anglais, ajoutait la Chine, ne peuvent s'en prendre qu'à eux seuls de l'échec qu'ils ont éprouvé ; ils réclament une indemnité ! Mais la Chine a eu à supporter aussi des dépenses de guerre (1). Ils exigent la résidence permanente de leur ministre à Pékin ; mais cela est contraire aux conventions intervenues entre les commissaires impériaux et lord Elgin, postérieurement au traité, et la demande est vraiment irrecevable avec les mauvaises raisons et les faux prétextes donnés par les Anglais. La guerre devenait donc inévitable.

Trois cents navires européens étaient mouillés, au mois de juillet 1860, à l'entrée du golfe de Pé-Tcheli ; cent navires de guerre et deux cents navires de

1. Lavollée, *France et Chine*, p. 329.

commerce. Cette immense escadre avait transporté de France, d'Angleterre et de l'Inde un corps d'armée d'une vingtaine de mille hommes et tous les approvisionnements nécessaires. Les troupes françaises avaient été débarquées à Tché-Fou et les troupes anglaises à Talienhouan. Dans ces deux cantonnements, situés à vingt lieues de distance et en regard l'un et l'autre, à l'entrée du golfe du Pé-Tche-li, elles devaient s'organiser et se tenir prêtes à s'embarquer de nouveau pour pénétrer dans le golfe et entrer définitivement en campagne.

D'après le baron Gros, la prise de Chuson par les alliés et le débarquement des troupes à l'entrée du golfe du Pé-Tche-li ; c'est-à-dire à quelques jours de marche de Pékin, devaient être considérés comme des actes hostiles. Conformément à l'avis du baron Gros, les alliés, continuant la guerre, devaient s'emparer des forts de Takou et remonter jusqu'à Tien-Tsin. Un conseil de guerre fut tenu à Tché-Fou le 19 juillet pour l'exécution de ce plan ; il y fut décidé que le départ des troupes alliées aurait lieu aussitôt que possible et qu'elle commenceraient les opérations devant Takou. Le feu fut ouvert le 21 août et l'assaut donné bientôt après, les défenses chinoises au Pého avaient été solidement organisées sur chaque rive à l'embouchure du fleuve ; un fort bien garni battait les approches des estacades qui avaient été disposées pour arrêter les navires. Les Chinois con-

tinuèrent à se défendre même après que la colonne française eut pénétré dans l'enceinte du fort ; enfin après neuf heures du matin, les alliés étaient maîtres de la position et les forts de Takou étaient complètement tombés aux mains des alliés le 21 août 1860.

SECTION IV

Occupation de Tien-Tsin. — La marche des troupes alliées vers Pékin. — Incendie du Palais d'été sur l'ordre de Lord Elgin ; signature des traités de Pékin, le 24 octobre 1860 (1).

La prise de Takou ouvrait aux alliés le chemin de Tien-Tsin : la route, par terre comme par mer, se trouvait donc complètement libre. Les alliés dirigèrent leurs troupes de telle manière qu'elles s'emparèrent de Tien-Tsin le 23 août.

A l'arrivée des alliés à Tien-Tsin, le baron Gros exigea que la Chine payât une nouvelle indemnité de 60 millions de francs à la France, au lieu de 30 millions stipulés dans la convention de Tien-Tsin ; et lord Elgin réclama de même 60 millions, soit 15 millions de plus que le chiffre obtenu par l'Angleterre en 1858.

Ces exigences nouvelles rendirent la reprise des négociations de paix très difficiles : devant l'hésita-

1. Voir Appendice, annexe III.

tion du gouvernement chinois, les alliés dirigèrent leurs troupes directement sur la route de Pékin. L'armée anglaise s'empara du palais impérial à Pékin ; et la guerre reprit ; le 18 octobre le palais d'été s'écroulait dans les flammes ; les Anglais seuls avaient allumé l'incendie. On a blâmé lord Elgin d'avoir ordonné la destruction du palais d'été ; en France, la réprobation a été presque unanime, en Angleterre, beaucoup se sont élevés contre cet acte. Allant au-devant des critiques dont sa conduite pouvait être l'objet, critiques que lui faisait pressentir l'attitude du baron Gros et du général Montauban, l'ambassadeur anglais, exposa longuement, dans une dépêche adressée à lord John Russell le 25 octobre, les motifs de sa décision. Selon lui, une réparation éclatante, exceptionnelle, était nécessaire ; réclamer une indemnité plus forte en argent, c'eût été demander l'impossible. Le trésor impérial était épuisé. Occuper un territoire ou une ville, c'eût été s'engager dans des complications sans fin. Tels furent les arguments développés par lord Elgin pour justifier sa conduite.

Après la prise de Pékin et la fuite de l'empereur, le prince Kong entama des négociations avec les alliés. Le 22 octobre, les indemnités convenues pour les prisonniers et pour les victimes de Tong-chan furent versées entre les mains des délégués anglais et français ; le 24 eut lieu à Pékin, entre le prince

Kong et lord Elgin, la signature de la convention anglaise, suivie de l'échange des ratifications du traité de 1858 (1).

Le lendemain, 25, on procéda aux mêmes formalités pour les actes intervenus entre la France et la Chine. Autant lord Elgin s'était montré dur et sévère autant le baron Gros s'appliqua à être courtois et même respectueux pour le prince Kong, qui parut lui en savoir gré. Il était évident que, depuis la destruction du palais d'été, les ambassadeurs n'avaient plus les mêmes sentiments ni le même langage. Quant à l'action diplomatique on examina le livre bleu où avaient été réunies, à l'usage du Parlement anglais, les dépêches de Lord Elgin, et le livre jaune du baron Gros ; les négociations aboutirent aux traités de Pékin ; mais on a vu comment l'entente, si cordiale au début, entre les deux ambassadeurs, s'est presque rompue dans les derniers jours. Les deux systèmes, anglais et français, étaient en effet tout à fait opposés ; le système anglais consistait à employer la force pour arracher les concessions par la menace ; les Anglais faisaient violence à leurs préjugés au nom de la civilisation, et préféraient enseigner à coups de canon le droit des gens. Le système français tenait au contraire, pour le développement des relations pacifiques et du commerce. Ces deux conceptions

1. Lavollée, *France et Chine*, p. 395.

opposées s'étaient déjà trouvées aux prises, avec lord Elgin à Tien-Tsin ; elles se heurtèrent de nouveau l'une à l'autre avec les mêmes diplomates, lors des négociations de 1860 à Pékin.

CHAPITRE II

L'affaire du Tonkin.

PREMIÈRE SECTION

Traité de Saïgon du 5 juin 1862

En 1817, deux expéditions faites par des maisons de commerce françaises, en vue de nouer des relations avec l'Annam, ne furent pas très heureuses ; mais une troisième, composée de deux trois-mâts, le *Larose* et le *Henri*, réussit complètement. En 1820, un Français, Chaigneau, était nommé consul en Cochinchine, pour veiller à la sûreté des personnes et des propriétés des Français qui y feraient le commerce. Mais aucun avantage appréciable n'avait pu être obtenu par lui pour la France.

La Révolution de juillet changea d'ailleurs le cours de la politique coloniale française et le gouvernement de Louis Philippe n'intervint en Cochinchine qu'accidentellement. Les massacres de missionnaires, ordonnés en 1841 par Mink-Mang, forcèrent cepen-

dant le commandant Favin Lévêque de l'*Héroïne* (25 février 1843), le contre-amiral Cécille (1844) et le commandant Lapierre (15 avril 1847) à agir vigoureusement à différentes reprises ; mais il faillait une occasion et un prétexte pour prendre pied définitivement dans ce pays, où des efforts presque séculaires étaient restés sans succès.

Ce fut à Napoléon III qu'incomba la mission de continuer l'œuvre coloniale. Quand, en 1852, des missions étrangères furent maltraitées, le prétexte était bon. D'autre part les armements pour l'expédition de Chine fournissaient l'occasion de faciliter à la France une action prompte en Cochinchine. Les victoires des amiraux français Rigault de Genouilly, Charner, et Bonard amenèrent la conclusion d'un traité signé à Saïgon le 5 juin 1862 par les représentants de l'Annam, de la France et de l'Espagne, son alliée. Ce traité comprend 12 articles et il assurait à la France la possession des trois provinces méridionales de Gia-Dinh (Saïgon), Dinh-Tuong (My Tho). Bien Hoalt et de l'île de Poulo-Condor.

En même temps, un traité signé avec le Cambodge (traité ratifié en 1864) substituait le protectorat français sur ce pays à l'influence qu'exerçaient l'Annam et le Siam.

Traité de Saïgon de 15 mars 1874

Au commencement de 1872, le contre-amiral Dupré, alors gouverneur de la Basse-Cochinchine, demanda aux autorités annamites d'envoyer des ambassadeurs à Saïgon, pour donner des explications au sujet des mauvais traitements infligés aux chrétiens et il les menaça, en cas de refus, de faire lui-même, par la force, exécuter le traité. Il fut averti que deux ambassadeurs seraient bientôt nommés ; mais, trois mois après, les ministres de Tu-Duc, roi de l'Annam, annoncèrent à l'amiral que le surintendant du commerce, l'un des envoyés chinois, était très malade et que l'envoi de l'Ambassade serait reculé à cause de ce fait. Pressé de nouveau par l'amiral Dupré, le gouvernement annamite répliqua enfin qu'il avait choisi comme représentant à Saïgon un homme qui ne pouvait manquer d'être agréable au gouverneur, car il n'était autre que le Haut-Commissaire royal, Li de Quang-Yen, qui avait entretenu déjà des relations avec les autorités françaises. D'autre part, après les insuccès de plusieurs explorations et expéditions, la citadelle de Hanoï fut néanmoins capturée le 5 novembre 1873, les villes de Haï-du'o'ng, Nink'bink, et Nam-dink tombèrent les 4, 5 et 10 décembre de la même année. Le commandant Esmeiz signa alors avec les deux envoyés de Tu-Duc

une convention, en vue de régler la situation. Il fut stipulé que les garnisons françaises seraient maintenues dans les citadelles jusqu'à la ratification d'un traité définitif. Le traité du 31 août 1874. D'où le traité de paix et d'alliance conclu à Saïgon le 15 mars 1874, entre la France et le Royaume d'Annam ; la ratification de ce traité a eu lieu à Hué-Saïgon le 26 août 1875. Ce traité comprend 22 articles.

Le traité de 1874 n'était pas un point de départ ; il n'était que le résultat d'opinions contradictoires. Il ne marquait pas nettement la suzeraineté française ; il portait en lui les germes de toutes les difficultés futures. C'est pour ce motif qu'un traité de commerce fut conclu à Saïgon comme complément au traité du 15 mars de la même année, le 31 août 1874, par l'amiral Krantz et Nguyen van Tu'o'ng et Nguyen tang Doan ; il comprend 29 articles, avec les clauses additionnelles suivantes :

Afin d'éviter les difficultés dans l'interprétation de quelques passages de nouveaux traités, les plénipotentiaires des deux hautes parties contractantes sont convenus d'ajouter au présent traité un article additionnel qui sera considéré comme en faisant partie intégrante.

Article additionnel. — Il est entendu que la ville même de Hanoï est ouverte au commerce étranger, qu'il y aura dans cette ville un consul avec son escorte, une douane, et que les Européens pourront

y avoir des magasins et des maisons d'habitation aussi bien qu'à Nink-Haï et à Thi-Naï, etc. (1).

Ce traité de commerce fut sanctionné par une loi du 6 juillet 1875 et l'échange des ratifications eut lieu à Hué le 26 août 1875.

SECTION II

La communication du traité à la Chine

Le Chargé d'Affaires français, M. de Rochechouart, communiqua en 1875 au Gouvernement chinois le texte du traité de 1874 et lui fit ressortir qu'à la France désormais incombait le soin de sauvegarder les intérêts de l'Annam ; il entama également des négociations pour l'ouverture du Fleuve Rouge au commerce français. Le prince Koung, dans sa réponse au comte de Rochechouart, constate que rien ne marque, dans les traités, que le Yun-Nan doive être ouvert au commerce étranger, que les troupes chinoises entrées au Tonkin ont été appelées par le Gouvernement de ce pays, depuis longtemps vassal de la Chine, pour supprimer le brigandage et cela d'ailleurs sans avoir aucunement le caractère d'une protestation contre le traité de 1874. En ce qui

1. Cordier, *Histoire des relations de la Chine avec les Puissances occidentales*, 1860-1900, p. 276.

concerne la demande faite par M. Rochechouart, le 4 août 1875, en vue d'obtenir l'ouverture au commerce de Man-Hao, sur le fleuve rouge, au Yun-Nan, le chargé d'affaires français reçut du prince Koung une réponse plutôt dilatoire.

L'Attitude de l'Annam

L'Annam cherchait par tous les moyens possibles à échapper à la France et, dans ce but, il s'efforçait de nouer des relations avec ses voisins et avec les puissances européennes. Nous avons vu que Tu Duc avait envoyé, en 1877, le tribut qu'il devait au Gouvernement chinois ; il fit ensuite des avances au Siam. Celui-ci exprima à l'Amiral français Lafont alors gouverneur de la Cochinchine, le désir de savoir si, à raison des conventions qui liaient l'Annam vis-à-vis de la France, celle-ci n'élèverait pas d'objections à ce que le Gouvernement de Bangkok envoyât une ambassade à Hué pour répondre à une démarche analogue dont le roi Tu Duc avait pris récemment l'initiative. L'Amiral Lafont, tout en demandant des instructions au Gouvernement français au sujet de l'interprétation à donner à l'article 3 du traité de 1874, déclara qu'il ne voyait personnellement aucun inconvénient au rétablissement des relations directes entre le Siam et l'Annam. L'attitude du Gouvernement siamois évita toute difficulté ; ce fut par l'inter-

médiaire des Français qu'il envoya ses cadeaux au roi d'Annam.

La question était plus grave vis-à-vis des puissances européennes. Notons d'abord que les relations de l'Annam avec les Puissances étrangères n'avaient pas été modifiées après le traité du 15 mai 1874, par suite des réclamations de l'Angleterre. D'autre part, l'Allemagne, en 1878, fit part à la France de son intention d'établir des consuls au Tonkin, à Hai-phong notamment. Le précédent créé pour l'Angleterre ne permettait pas à la France d'écarter la demande de l'Allemagne. Avec l'Espagne, l'affaire se compliqua. L'Espagne envoya une mission spéciale, chargée de signer un traité avec l'Annam. Les véritables motifs pour lesquels le roi d'Espagne cherchait à conclure un traité de commerce avec l'Annam, c'était surtout le souvenir de la campagne menée en 1860 avec la France et le désir de ne pas laisser entièrement prescrire l'influence acquise à cette époque. Le 27 janvier 1880, un traité fut donc signé à Hué entre l'Espagne et l'Annam.

SECTION III

Traité de Hué du 25 août 1883

Sous le prétexte de complimenter M. Grévy de l'élection qui l'avait placé à la tête du Gouvernement

français, Tu Duc fit prévenir le Gouvernement de la Cochinchine de son désir d'envoyer une nouvelle ambassade en France. Ces entrevues solennelles conviennent, en effet, aux hommes politiques de l'Annam, à divers points de vue. Ils espèrent y trouver un moyen de régler en une fois certaines questions générales touchant leurs relations avec la France ; ils supposent aussi qu'ils trouveront plus faciles et plus confiants des hommes qui n'ont pas toujours sous les yeux le spectacle de leur politique décevante. Le Gouverneur de la Cochinchine, dans sa lettre au Ministre annamite, évita de préjuger l'accueil qui serait réservé par le Gouvernement de la République au profit du roi Tu Duc.

Pendant ce temps, la légation de France à Péking restait dans l'ignorance la plus complète de ce qui se passait dans l'Annam. Les journaux chinois annonçaient comme imminente l'occupation du Tonkin par les Français. En effet, un plan de conduite avait été tracé, quant à la direction politique à suivre pour le nouveau ministre français, qui devait arriver à Pékin le 12 juin 1880. Il était convenu que, dès que les circonstances le permettraient, une démonstration aurait lieu à l'entrée de la rivière de Hué, au moment où la Chine était occupée ailleurs (affaire de Kouldja) ; qu'un envoyé se rendrait à la cour de Tu Duc et que, par un coup de main, la vallée du Fleuve rouge serait occupée par les troupes françaises au nom de l'An-

nam. L'ordre, rétabli par la France au Tonkin, rendrait dorénavant inutile le recours du souverain de Hué à la Chine. De cette politique française il résulte que la France craignait surtout que le roi Tu Duc continuât à resserrer de plus en plus ses liens de vassalité avec la Chine (1), attendu que l'ingérence de puissances étrangères n'avait pas cessé de se manifester.

La France voulait donc, en se basant sur les termes des traités de 1874, obtenir l'établissement d'un protectorat et qu'à l'avenir les relations de l'Annam avec les autres nations fussent exclusivement et expressément soumises à son contrôle.

Dans la séance du 21 juillet 1881, fut discuté et adopté à la Chambre des députés un projet de loi portant ouverture d'un crédit supplémentaire de 2.400.000 francs pour le renforcement des forces navales au Tong-King. Notons que la Chine avait fait savoir à la France que le Gouvernement chinois ne

1. Voici la lettre que le Ministre de France à Pékin écrivait au Ministre de la Marine à Paris, le 27 décembre 1880: « Des renseignements, que je tiens d'une source confidentielle mais sûre, m'autorisent d'ailleurs à penser que le roi Tu Duc ne s'est pas borné à des démonstrations purement platoniques et que la mission de ses ambassadeurs ne se rapporte pas uniquement à des questions d'ordre cérémonial et d'étiquette. Il me revient, en effet, qu'outre le mémoire publié dans les journaux officiels, il en existe un autre d'une nature très confidentielle destiné à solliciter l'appui matériel de la Chine contre les vues envahissantes que l'on nous attribue, dont ferait foi la campagne ouverte depuis plusieurs mois dans la presse française, et qui mettrait en péril l'intégrité de l'Annam. »

reconnaissait pas le traité conclu en 1874 entre la France et l'Annam.

Les droits de la Chine sur l'Annam étaient très anciens. Celui-ci s'est trouvé cinq fois réduit à l'état de province chinoise : de 111 avant Jésus-Christ à 39 après Jésus-Christ ; de 42 à 186 ; pour la troisième fois, de 226 à 540, pendant une période de 314 années ; une quatrième fois pendant une période de 336 ans, de 603 à 939 ; enfin la Chine s'empara une dernière fois de l'Annam en 1407 et cette occupation dura une vingtaine d'années.

Ces différentes conquêtes de l'Annam par la Chine n'ont pas été sans laisser dans le pays une trace profonde. Dès l'année 186 de l'ère chrétienne, la littérature chinoise était introduite dans l'Annam, et les préceptes de Confucius y étaient enseignés ; mais ce fut surtout à l'époque de leur dernière domination que les Chinois imposèrent aux Annamites un grand nombre de leurs coutumes, établirent une administration, introduisirent les cinq livres canoniques et construisirent des écoles dans lesquelles on enseigna les caractères chinois.

Les différentes dynasties chinoises ont toujours accordé aux princes annamites, pendant des siècles, une investiture comme signe de vassalité.

En 1882, le Gouvernement chinois demanda à la cour de Hué quelle était la cause du différend qui divisait la France et l'Annam. Une ambassade chi-

noise se rendit ensuite à Hué, au mois de janvier 1883, pour reprocher à l'Empereur d'Annam d'avoir totalement négligé de faire appel aux bons offices de la Chine et d'avoir ainsi contribué, par cette abstention peu amicale, à faire douter des droits que la Chine possédait dans les affaires annamites. Le 16 janvier 1885, l'Empereur d'Annam écrivit au Gouvernement chinois une lettre dans laquelle il s'excusait d'avoir montré si peu de spontanéité et de ne pas avoir plus tôt exposé ses plaintes au Gouvernement chinois.

Au début de 1882, le commandant Rivière, à Hanoï, chef de la division navale, décida, à la suite de l'attaque dont avaient été victimes deux voyageurs français, que la garnison de Hanoï serait doublée ; et cela malgré les vues plutôt pacifiques du Gouvernement de la République. L'arrivée de nouvelles troupes françaises produisit un grand effet dans le pays. Les mandarins d'Hanoï accumulaient de leur côté le plus possible de soldats et de munitions dans la citadelle, en vue de se défendre contre le danger qui pouvait devenir pressant.

Voyant ses remontrances restées sans effet, le commandant Rivière se décide à agir. Le 25 avril 1882, la citadelle de Hanoï fut prise. Un an après, le 14 août 1883, l'Amiral Courbet se présenta à l'entrée de la rivière de Hué, devant les forts de Than-An. Les forts ayant refusé de se rendre, l'escadre ouvrit le feu le 18, à 5 heures du soir ; le transport *Anna-*

mite venait d'arriver à Saïgon, amenant 600 hommes d'infanterie de marine, 100 tirailleurs annamites, 100 coolies et une batterie d'artillerie. Le 19, le feu recommença ; le 20 les troupes étaient débarquées et les forts tombaient entre les mains des Français. Après qu'eût été stipulée l'évacuation des douze forts qui défendaient la capitale, la paix fut conclue et les autorités désignées par les deux Gouvernements signèrent, le 25 août 1883, le traité de Hué. Ce traité comprend 27 articles. Il reconnaissait le protectorat français ; la province de Binh-Thuan était annexée aux possessions françaises de Cochinchine ; une force militaire devait occuper constamment la chaîne des montagnes de Deo-Ngang, qui aboutit au cap Vong-Chua, ainsi que les forts de Than-An et ceux de l'entrée de la rivière de Hué, qui pourraient être reconstruits au gré des autorités françaises. De plus, le Gouvernement annamite devait rappeler immédiatement les troupes envoyées au Tong-King et les garnisons de ce pays devaient être remises sur le pied de paix.

Ce traité posait les bases de l'organisation actuelle, malgré la révision dont il devait être l'objet, dix mois plus tard.

Mémorandum et communication officielle

En ce qui concerne les rapports de la France avec la Chine, le Gouvernement français, sur l'initiative

de M. Tricou, alors ministre de France en Chine, se décida à adresser une note à la Chine pour lui déclarer que, en présence des agissements de cette puissance, la France était résolue à faire prévaloir les droits qui lui étaient conférés par le traité de 1874. Pour forcer la Chine à reconnaître formellement le traité de 1874 et à renoncer à ses prétentions de suzeraineté, il devenait donc nécessaire de recourir à la force, à une action navale.

A la suite d'un télégramme reçu du Ministre des Affaires Etrangères, M. Tricou remit, le 20 août 1883, au prince Koung une communication lui notifiant que les ports du Tong-King et de l'Annam étaient mis en état de blocus. « Le Gouvernement de la République, avisé de plusieurs points de la Chine du départ de navires chargés d'armes et de munitions à destination de l'Annam, se voit forcé, vu les circonstances, de s'opposer à ce trafic, qui est, d'ailleurs, interdit par l'article 2 du traité de commerce conclu avec la cour de Hué en 1874. »

Il était impossible à la Chine de renoncer à des droits de suzeraineté sur l'Annam, droits consacrés par l'histoire ; mais la Chine espérait cependant que l'on pourrait trouver un *modus vivendi* de nature à satisfaire les deux pays. Il est indispensable, maintenant, de signaler le mémorandum, en deux articles, communiqué le 15 septembre 1883 par le Gouvernement français à la Chine :

1° « Le Gouvernement français s'engagerait à n'occuper aucun point et à n'exercer aucune action dans la région délimitée au nord par la frontière de la Chine, et au sud par une ligne à déterminer, partant d'un point sur la côte entre le vingt et unième et vingt-deuxième degrés de latitude, pour aboutir au Fleuve Rouge en amont de La-Kay. Le Gouvernement chinois s'engagerait, de son côté, à n'occuper aucun point et à n'exercer aucune action dans la même région. L'administration continuerait d'être exercée dans cette zone par les fonctionnaires annamites. Il ne pourrait pas y être élevé de fortifications. Si des bandes armées y venaient chercher un refuge ou s'il s'y produisait des désordres incompatibles avec la sécurité des territoires voisins, les gouvernements français et chinois pourraient, soit ensemble, soit séparément, y faire pénétrer des forces militaires, après s'être mis d'accord sur l'objet et sur l'étendue de l'opération. Ces forces devraient être retirées dès qu'elles auraient atteint le but pour lequel elles auraient été envoyées.

2° « La ville de Man-hao sur le Fleuve Rouge, dans la province du Yun-Nan, serait ouverte au commerce étranger, dans les mêmes conditions que les autres villes ou ports de l'Empire chinois où le commerce est déjà permis. »

A ce mémorandum, le Gouvernement chinois répondit en envoyant une communication officielle

dans laquelle il invoquait la vassalité, établie depuis plus de deux cents ans, de l'Annam vis-à-vis de la Chine. « Quand les rebelles avaient ravagé le Tong-King, la Chine avait envoyé à plusieurs reprises, sur la demande de l'Annam, des troupes pour les exterminer. Elle a dépensé des sommes considérables pour l'entretien de ces troupes, pendant plus de dix ans, par la raison que l'Annam étant rangé parmi les pays feudataires qui servent de barrière à l'Empire chinois. Ces faits sont connus de toutes les nations de l'Univers. La Chine n'a pas voulu, soucieuse des graves intérêts qui se rattachent au commerce international, rompre à la légère ses relations pacifiques avec la France. Si celle-ci voulait observer envers la Chine les devoirs de l'amitié, la Chine pourrait encore négocier avec la France d'une façon pacifique. Mais, si la France méconnaît les obligations mutuelles, c'est-à-dire si elle envahit le territoire occupé par les soldats chinois dans le Tong-King, c'est que la France a l'intention de rompre la paix qui unit les deux pays. » Ainsi s'exprimait le Gouvernement chinois.

Le caractère de ce manifeste du Gouvernement chinois ne saurait être contesté : à notre avis, il ouvrait officiellement la campagne.

SECTION IV

Convention de Tien-Tsin du 11 mai 1884

Le 26 mars 1884, M. Fournier, commandant du *Volta*, rencontrait à Hong-Kong, M. Detring (1), des Douanes chinoises, grand ami de Li-Hong-Tchang, qui rentrait d'Europe. M. Détring, dès son premier entretien avec le commandant Fournier, aborda la question d'un arrangement possible avec Li-Hong-Tchang. Celui-ci avait invité en effet le commandant Fournier à se rendre à Tien-Tsin pour conférer en ami avec lui. Des négociations officieuses furent conclues sur les bases suivantes et elles devinrent une convention officielle :

ARTICLE PREMIER. — « La France s'engage à respecter et à protéger contre toute agression d'une nation quelconque et en toutes circonstances les frontières méridionales de la Chine du Tong-King.

ARTICLE 2. — « Le Céleste Empire, rassuré par les promesses formelles de bon voisinage qui lui sont données par la France, quant à l'intégrité et à la sécurité des frontières méridionales de la Chine, s'engage : 1° à retirer immédiatement, sur ses frontières, des garnisons chinoises du Tong-King ; 2° à respec-

1. G. Detring, Allemand, entré en avril 1865, dans l'administration des Douanes.

ter, dans le présent et dans l'avenir, les traités directement intervenus ou à intervenir entre la France et la Cour de Hué.

ARTICLE 3. — « En connaissance de l'attitude conciliante du Gouvernement du Céleste Empire, et pour rendre hommage à la sagesse patriotique de son Excellence Li-hong-Tchang, négociateur de cette convention, la France renonce à demander une indemnité à la Chine. En retour, la Chine s'engage à admettre, sur toute l'étendue de ses frontières méridionales limitrophes du Tong-King, le libre trafic des marchandises entre l'Annam et la France, d'une part et la Chine, de l'autre, trafic qui sera réglé par un traité de commerce et avec les tarifs à intervenir, dans l'esprit le plus conciliant, de la part des négociants chinois, et dans des conditions aussi avantageuses que possible pour le commerce français.

ARTICLE 4. — « Le Gouvernement français s'engage à n'employer aucune expression de nature à porter atteinte au prestige du Céleste Empire, dans la rédaction du traité définitif qu'il va contracter avec l'Annam et qui abrogera les traités antérieurs relatifs au Tong-King.

ARTICLE 5. — « Dès que la présente convention aura été signée, les deux Gouvernements nommeront leurs plénipotentiaires, qui se réuniront, dans un délai de trois mois, pour élaborer un traité définitif sur les bases fixées par les articles précédents.

Conformément aux usages diplomatiques, le texte français fera foi. »

Tel est le traité de Tien-Tsin. C'était une convention préparatoire, qui devrait être complétée par des négociations ultérieures.

La France, invoquant la Convention du 11 mai, se décida, vers le milieu de juin, à occuper Lang-so'n qui devait être évacué le 6 par les Chinois. Les dispositions relatives à l'organisation et aux opérations de la colonne de Lang-so'n, prises par un colonel d'état-major, portaient que les points de Lang-so'n, That-Ké, Cao-Bang, seraient occupés par les troupes françaises ; la colonne devait se rendre en cinq jours à Lang-so'n. Le 19 juin, le lieutenant-colonel Dugenne, avec 900 hommes environ, quittait Phu-lang-thuong ; le 23, prenait, après avoir traversé le Song-Thuong, contact, près de Bac-Lé, avec les troupes chinoises. Les chefs chinois répondirent au colonel que pour se retirer sur la frontière, il leur fallait absolument un avis du gouvernement chinois. Dès que l'avis serait donné, ajoutaient-ils, les troupes chinoises se formeront en bataillons et évacueront le territoire annamite pour retourner aussitôt à la Passe du Midi. Devant les résistances des Chinois, le colonel ordonna l'attaque ; au lieu de cela, il aurait mieux valu faire part de l'incident aux gouvernements intéressés ; les autorités de Hanoï en auraient référé à Paris, et l'on aurait demandé des

explications à Pékin en vue de tirer l'affaire au clair. D'autre part, les troupes chinoises, n'ayant pas reçu d'instruction de leurs chefs, restèrent fidèlement à leur poste comme elles devaient le faire. Mais la France protesta avec énergie et exigea une réparation. A vrai dire, l'erreur capitale provenait de ce que l'article 5 avait été traduit de telle sorte que, depuis le premier jour où le projet d'évacuation avait été présenté à l'Impératrice et au conseil privé, jusqu'au 28 juin inclusivement, tous ceux qui en avaient pris lecture à Pékin avaient compris que les articles précédents eux-mêmes devaient faire partie des matières à soumettre, dans les trois mois ; à la discussion des plénipotentiaires des deux puissances et que ce serait seulement à partir du jour à fixer par ceux-ci, que l'évacuation rapide ou immédiate du Tonk-King, par les troupes chinoises, devrait avoir lieu.

Au surplus, le Gouvernement chinois soutenait que, un arrangement définitif n'étant pas encore intervenu, le fait que les armées chinoises étaient restées au Tong-King ne constituait pas un acte d'hostilité envers la France.

Ultimatum du 25 juillet 1884

Afin d'éviter de rouvrir des négociations avec la Chine, qui cherchait, prétendait-on, à gagner du

temps pour mettre sa flotte à l'abri et entraver l'accès de ses forts, la France décida que, un nouveau délai devant rendre les moyens d'intimidation plus difficiles, il convenait de rappeler immédiatement le ministre français en Chine et d'adresser au Gouvernement chinois l'ultimatum suivant :

1° Reconnaissance formelle, par décret inséré dans la *Gazette de Péking*, de toutes les clauses de la convention Fournier, y compris l'évacuation immédiate du Tong-King.

2° Engagement de payer à la France une indemnité de 250 millions pour violation de la convention et comme dédommagement des frais résultant du corps expéditionnaire français.

3° Remise immédiate entre les mains de la France, à titre de gage, jusqu'à paiement complet de l'indemnité, des arsenaux de Fou-Tchéou et de Nan-King, ainsi que des forts qui les défendent.

4° Nomination immédiate de plénipotentiaires chargés de signer à Changhaï un traité définitif sur les bases ci-dessus. Le gouvernement chinois était averti que si, dans un délai de trois jours, la France n'obtenait pas de réponse favorable, le ministre français amènerait son pavillon et que les Français prendraient eux-mêmes les gages qu'ils réclamaient et d'autres s'ils paraissaient nécessaires.

La Chine, après avoir reçu cet ultimatum, offrit de donner satisfaction sur la première partie de la

demande, c'est-à-dire de retirer des troupes chinoises du Tong-King, mais, pour le surplus, elle se borna à ajouter que, « si la France prenait des garanties, elle protesterait auprès de toutes les puissances ». Il n'était donc pas question pour elle de répondre par la force. La Chine demandait seulement que le délai fixé par l'ultimatum fût prolongé de quinze jours, et elle réclama les bons offices des Etats-Unis. La France consentit à prolonger ce délai. Mais, à l'expiration de ce délai, la France se réservait de reprendre toute sa liberté d'action. Ce fut dans ces conditions que le feu fut ouvert le 5 août devant Kiloung. Il est à remarquer, à ce sujet, qu'une action militaire pendant des négociations, sans déclaration préalable, est un fait sans précédent. Aussi le Gouvernement chinois en appela-t-il à toutes les Puissances.

Le 19 août, le représentant de la France annonçait à la Chine que, le gouvernement de la République française ayant été invité par le vote des Chambres du Parlement à prendre toutes les mesures nécessaires pour faire respecter le traité de Tien-Tsin, il faisait savoir en conséquence, sur l'ordre de son gouvernement, que le chiffre de l'indemnité réclamée par la France était réduit à 80 millions de francs payables en dix ans ; mais, que si, dans un délai de quarante-huit heures, à dater de la présente notification, il n'était pas fait droit à cette demande, le représentant

avait ordre de quitter Pékin ; d'autre part l'amiral Courbet prendrait immédiatement toutes les dispositions qui lui paraîtraient utiles pour assurer à la France les réparations auxquelles elle avait droit.

Le gouvernement chinois répondit que, si le Parlement français estimait que la Convention de Tien-Tsin devait être absolument observée, il n'avait par ce fait même aucun droit à réclamer une indemnité. La France, sans égard pour la paix, ne parle plus de l'indemnité. Mais à qui donc alors la Chine devra-t-elle aussi demander une indemnité pour l'affaire de Ki-loung ?

La Guerre entre la France et la Chine

le 23 août 1884

Nous n'avons pas à exposer ici les opérations militaires et navales, remarquons simplement que, à partir du 23 octobre 1884, tous les ports et rades de l'île Formose, compris entre le cap Sud ou cap Nanska et la baie Soo-Au, en passant par l'ouest et le nord, sont tenus en état de blocus effectif par les forces navales placées sous le commandement français, et que les bâtiments amis de la France auront un délai de trois jours pour achever leur chargement et quitter les lieux bloqués. Les troupes françaises marchèrent en avant et livrèrent successivement les combats de Tay-Hoa (4 février), de Ha-Hoa (5 février), de Dong-Song (6 février) ; les Chinois furent pour-

suivis par le colonel Giovanninelli ; la marche fut reprise le 10 février et Deo vy fut occupé ; les combats de Pho-vy (11 février) et de la Bac-Viang ouvrirent aux Français la route de Lan-so'n qui fut occupé. Le siège de Tuyen-Quan dura du 23 novembre 1883 au 3 mars 1885. Enfin un armistice fut conclu entre les deux belligérants le 30 mars 1885.

Voici le protocole dressé à Paris, le 4 avril 1885, entre la France et la Chine, pour consacrer la suspension des hostilités entre les deux pays :

Art. 1^{er}. — D'une part la Chine consent à ratifier la convention de Tien-Tsin du 11 mai 1884, et, d'autre pars, la France déclare qu'elle ne poursuit pas d'autre but que l'exécution pleine et entière de ce traité.

Art. 2. — Les deux puissances consentent à cesser les hostilités partout, aussi vite que les ordres pourront être donnés et reçus, et la France consent à lever immédiatement le blocus de Formose.

Art. 3. — La France consent à envoyer un Ministre dans le Nord, c'est-à-dire à Tien-Tsin ou à Péking, pour convenir des détails du traité et les deux puissances fixeront alors la date du retrait des troupes.

Le traité définitif, signé à Tien-Tsin le 9 juin 1885, avait pour base les dispositions du protocole de 4 avril et il comprend 10 articles.

SECTION V

Traité Cogordan du 25 avril 1886

Le 12 août 1885, M. Cogordan était chargé par le gouvernement français de négocier et de conclure avec la Chine le traité de commerce prévu par le traité du 9 juin. Il est inutile d'entrer dans le détail des négociations qui amèneront la signature du traité du 25 avril 1886 ; disons simplement que l'échange des ratifications du traité de paix du 9 juin eut lieu au Tsoung-li-Yamen le 28 novembre 1885. Le traité Cogordan comprend 19 articles. Il faut remarquer que M. Cogordan resta inébranlable sur la question de frontières, car il craignait, que, si la France cédait une parcelle de territoire, quelque minime qu'elle fût, à la Chine, elle perdît le bénéfice de longues et difficiles négociations et sa condescendance eût été traitée de faiblesse.

D'autre part, on prétendit que ce traité ruinait le Tong-King par l'opium, le sel, les droits de sortie, l'installation des consuls au Tong-King, le traitement de la nation la plus favorisée. Ce fut pour ces motifs que, l'année suivante, un nouveau traité de commerce fut signé par M. Constans avec la Chine, en vue de remédier aux clauses défavorables du traité de

1886 et d'augmenter les avantages au profit de la France.

Traité Constans, 26 juin 1887

Cette convention additionnelle, comprenant dix articles, fut conclue entre les deux gouvernements dans le but de compléter ou de modifier certaines stipulations du traité du 9 juin 1885 et du traité du 25 avril 1886, qui règle les rapports commerciaux entre la Chine et l'Annam. Mais il y avait trois points qui n'avaient pu être fixés dans la convention additionnelle et qui ont été réglés ensuite par un accord des deux pays. En voici le règlement définitif :

« 1° Nous sommes déjà convenus que le gouvernement chinois consent à ajourner la nomination des consuls qu'il peut installer, aux termes du traité précédent, dans les grandes villes du Tong-King, jusqu'au jour où les deux gouvernements estimeront que les circonstances permettent de les établir ;

2° « Il est entendu que, lorsque le Gouvernement chinois établira des consuls à Hanoï et à Haïphong, le gouvernement français pourra dans les capitales des provinces de Yun-Nan et du Kouang-Si ;

3° « Les Consuls français dont le gouvernement chinois a consenti la nomination à Loung-tchéou et à Mong-tsen, ainsi que l'agent relevant du Consul de Mong-tsen qui sera établi à Man-hao, n'auront pas

le droit d'établir dans ces villes, ouvertes seulement au commerce de terre, des concessions comme celles qui existent dans le port de Changhaï et dans quelques autres ports ouverts. »

CHAPITRE III

L'Affaire des Boxeurs

Malgré les dispositions pacifiques du peuple chinois, l'ordre est loin de régner partout et toujours en Chine, et, s'il est violé, l'autorité reste longtemps incapable de la rétablir. L'association célèbre des Boxeurs était l'appellation locale, dans Chan-Tung, du Ta Tao Houei. La mauvaise administration, le commerce illégal de l'opium, la contrebande du sel, la destruction entière ou partielle d'un millier de villages par le fleuve Jaune, au Sud-ouest du Chan-Tung, ont été l'origine de l'association du Grand Couteau : l'occupation de Kiao-Tchéou par les Allemands a été le prétexte du soulèvement des boxeurs, qui, du Chan-Tung et de l'Est du Tchéli, menaçaient la Chine entière. Ils formaient une association à visées politiques, et touchaient aux sociétés secrètes, multiples en Chine, qui sont pour les soulèvements populaires un état-major toujours prêt. Ils luttèrent, dès l'origine, contre les mandarins progressistes représentant les idées de l'Empereur : ils s'attaquèrent aux Chinois, chrétiens

ou non, résistèrent aux troupes impériales envoyées pour les réduire et, du Chang-Tung, ils passèrent dans le Tchéli.

Au début de juin 1899, le mouvement insurrectionnel s'orienta contre les étrangers et il est certain que, si Tien-Tsin et les environs Péking ont été en proie aux forces combinées de la rébellion et du gouvernement, ce mouvement a été autorisé par ceux qui, à Péking dirigeaient les destinées de la Chine.

Vers le mois d'avril 1900, les rebelles devinrent plus nombreux et plus audacieux, grâce à l'impunité qu'ils escomptaient ; en effet, l'aveugle hostilité de l'Impératrice régente contre tous les étrangers était manifeste ; son entourage était choisi parmi les mandarins les plus ignorants des choses extérieures et les plus imbus de la vieille routine chinoise. La situation se précipitait, devenant de plus en plus grave, Péking était assiégé et le Gouvernement chinois était incapable de prendre aucune mesure de sûreté pour protéger les étrangers et le corps diplomatiques. Devant cette attitude étrange, les Gouvernements européens et américain décidèrent d'envoyer les troupes nécessaires pour réprimer l'insurrection ; les flottes alliées se trouvèrent, en août 1900, réunies dans la rade de Takou et s'emparèrent des forts avoisinants.

Pendant ce temp, le drame chinois se déroulait ; le silence menaçant de la capitale, la rupture des

communications ne laissaient que peu d'espoir de connaître la vérité sur le sort des six cents européens enfermés dans Péking. Grâce à une entente établie entre divers personnages de la Cour et les Boxeurs, ceux-ci assiégèrent le quartier des Légations. Après la prise des forts de Takou, connue seulement le 19 juin à Péking, survinrent l'attaque de la colonne Seymour par les forces régulières chinoises et le meurtre du baron Von Ketteler, Ministre d'Allemagne. Dès lors l'anarchie régna dans la capitale de l'Empire, pendant que les Européens et les chrétiens du Pé-hang organisaient la résistance. L'Empereur et l'Impératrice prirent alors la fuite et les troupes internationales entrèrent à Péking.

Traité de Péking du 7 septembre 1901

Les négociations pour la Paix furent longues et laborieuses ; les Gouvernements étrangers exigeaient de fortes garanties en vue d'empêcher le retour de pareils événements. Ce fut Li Hong Tchang qui dirigea les négociations avec habileté et il sut heureusement éviter à la Chine de nouvelles et humiliantes concessions territoriales. Le traité de Paix fut signé le 7 septembre 1901 ; il se composait de 12 articles.

La France y fit prévaloir sa double politique de la

porte ouverte vis-à-vis de la Chine et du maintien de l'intégrité territoriale de l'Empire chinois. La traité lui attribuait une part proportionnelle sur la forte indemnité exigée de la Chine et diverses compensations pour la reconstruction de la Légation, des missions et de la cathédrale de Pé-Tang.

TROISIÈME PARTIE

DIVERS PROCÉDÉS D'ACTION POLITIQUE DE LA FRANCE EN CHINE DANS LA PÉRIODE CONTEM- PORAINES, JUSQU'AU TEMPS PRÉSENT

CHAPITRE PREMIER

Missions catholiques de France en Chine

Le fondateur des missions chrétiennes en Chine fut le célèbre père jésuite Mateo Ricci, mort à Pékin le 11 mai 1610. (1) La mission de Pékin doit surtout sa célébrité aux cinq jésuites envoyés en 1685 par Louis XIV : Jean de Fontenay, Joachim Bouvet, Jean-François Gerbillon, Claude de Visdelon, Louis Le Comte et à leurs successeurs. La Compagnie de Jésus ayant été supprimée en 1773, les prêtres de la mission (Lazaristes) furent substitués à Pékin aux jésuites, par décret de Rome du 7 décembre 1783,

1. Cordier, *Relations de la Chine avec les puissances occidentales*, t. I, p. 51.

approuvé par Louis XVI le 25 janvier 1784 à Versailles. Les persécutions de Kia King firent périliter la mission de Pékin jusqu'à la mort de Monseigneur Goëton-Pirès, le dernier des anciens missionnaires de Pékin, décédé le 2 novembre 1838 et enterré à Cha-La-eul. Après lui, le Nan-Toug était passé aux mains des Lazaristes Portugais ; il retourna aux Lazaristes français (1860) avec M. Mouly, arrivé à Macao, le 14 juin 1834. La réglementation des missionnaires catholiques se compose de : 1° La bulle de Benoît XIV, qui règle définitivement la question des Rites ; en pratique les missionnaires qui vont en Chine, à quelque congrégation qu'ils appartiennent, doivent prêter le serment de regarder comme idolâtrique tout hommage rendu à Confucius et aux ancêtres, et de n'employer qu'un seul terme, celui de Tien Thou, pour désigner l'Etre Suprême, 2° l'article 22 du traité de Wampao de 1844 ; 3° l'article 13 du traité de Tien Tsin de 1858 ; 4° l'article 6 de la convention de Pékin de 1860 ; 5° et la Convention de Bertemy (1).

Les anciennes circonscriptions des établissements catholiques français de Pékin étaient au nombre de quatre : l'église du nord (Pé' Tang), l'église du midi (Nan'Tang), l'église de l'est (Toung Tang) ; l'église de l'ouest (Si Tang). En 1860, le prince Koung deman-

1. Cordier, t. I, p. 75.

daît par lettre au Baron Gros, « en ce qu'il concerne les églises du nord et du sud, et les terrains qui en dépendent, de lui remettre un document authentique, afin qu'il pût à son tour le confier à Mgr. Mouly, l'évêque du lieu ».

Tableau des missions catholiques en Chine

Le Pape approuva, le 27 avril 1897, une résolution de la Congrégation de la propagande, partageant en cinq régions toutes les missions en Chine :

Première région : Tchéli septent ; Tchéli orient ; Tchéli S. E. ; Tchéli S. O. ; la Mandchourie ; la Mongolie.

Deuxième région : Chen-Si ; Shan-si ; Chantung ;

Troisième région : Tchékiang, Hounan, Kang-Si, Houpe, Honan ;

Quatrième région : Kouei-Tchou, Setchoun ; Yunnan ; Tibet ;

Cinquième région : Formose, Hong-Kong ; Canton ; Cang-Si.

Soit en tout, répartis par régions : 720.866 chrétiens pour la première région ; 186.833 pour la deuxième région ; 102.822 pour la troisième région ; 207.185 pour la quatrième région ; 124.796 pour la cinquième région ; au total, les chrétiens des cinq régions s'élèvent à peu près au chiffre de 1 million 330.000.

CHAPITRE II

Diverses conventions au sujet des concessions accordées par la Chine à la France.

SECTION I

[Concessions municipales et ports commerciaux

Où se fait le commerce étranger en Chine ? Il ne peut pas être conduit directement par les étrangers sur tout le territoire chinois, mais il est limité à certaines villes qu'on appelle les ports ouverts. Là réside justement la caractéristique la plus frappante du régime commercial actuel de la Chine.

Presque toutes les législations modernes accordent aux étrangers les droits de circuler, de résider, de posséder des propriétés mobilières et immobilières, et de faire du commerce, ainsi que d'entreprendre des industries sur tout leur territoire, comme leurs propres nationaux, sous réserve de quelques restrictions de nature purement administrative ; en même temps, les étrangers sont soumis aux lois locales en

ce qui concerne leurs affaires dans les pays où ils se trouvent.

C'est le régime moderne normal, basé sur la souveraineté et en harmonie avec les intérêts réciproques des nations.

Mais il y a des pays, où, pour des causes sérieuses, cette législation, indépendante et libérale, n'est pas encore praticable ; telle est par exemple la Chine.

On accuse souvent les Chinois de xénophobie, parce qu'ils n'admettent pas que les étrangers pénètrent librement dans leur pays pour faire le commerce ou pour d'autres buts pacifiques. C'est une erreur très grave, il y a de leur politique beaucoup des raisons plus sérieuses que celle-là, qui est au fond tout à fait inexacte, car les Chinois sont un peuple pacifique à l'égard des étrangers, quand ces derniers ne menacent pas la Chine dans son existence. Les mœurs et les coutumes chinoises sont profondément différentes de celles des Européens et des Américains. Un contact étroit, entre ces civilisations différentes dans ces conditions et sans aucun ménagement, serait très dangereux pour les unes et les autres. Les troubles graves provoqués dans l'intérieur du pays par la présence des étrangers le prouve suffisamment ; tant que l'instruction générale ne sera pas répandue et que les peuples étrangers ne seront pas mieux connus des masses chinoises, ce danger ne disparaîtra pas.

Bien que la Chine ait existé comme entité politique depuis plus de quarante siècles sans interruption, comme Etat moderne, son organisation politique est encore loin d'être perfectionnée et solide. N'en parlons qu'en ce qui nous concerne ici ; or il est certain que la vie et les biens des étrangers ne peuvent pas encore être suffisamment garantis dans les coins reculés du pays. Mais la raison la plus impérieuse de toutes celles qui s'opposent à l'ouverture du pays entier au commerce international est l'application du privilège d'extraterritorialité à tous les étrangers en Chine. Par cette pratique, véritable servitude internationale, la Chine est forcée de localiser autant que possible les étrangers dans certaines villes, pour que sa souveraineté soit moins atteinte, parce que, en raison de la juridiction consulaire, l'introduction des étrangers dans le pays constitue le plus grave danger politique qui menace directement l'indépendance même de la nation chinoise. Enfin, la Chine se trouve, au point de vue économique, dans un état peu avancé ; elle a impérieusement besoin de faire son éducation industrielle moderne, elle a aussi besoin d'une certaine protection nécessaire pour développer ses industries naissantes. Si elle était, dès maintenant, livrée tout entière à l'exploitation des industriels étrangers, chez lesquels l'organisation de la production est si perfectionnée, elle deviendrait, à ce point de vue, sans aucun doute, un

pays vassal des autres peuples, et son avenir comme nation indépendante serait irrémédiablement compromis. Or, par ces traités de commerce passés avec les Etats étrangers, et dont la révision, prévue à l'échéance de dix ans ou douze ans, est restée jusqu'ici pour elle lettre morte, la Chine a perdu la maîtrise de ses tarifs douaniers ; par conséquent, elle n'a pas d'autres moyens de se défendre contre la concurrence invincible faite à ses industries naissantes que de limiter l'action des étrangers à certains points de son territoire, qui sont du reste déjà très nombreux et commandent tout le pays.

Voilà, selon nous, la triple raison sociale, politique, et économique qui dicte encore à la Chine la nécessité impérieuse de restreindre autant que possible l'action des étrangers sur son territoire.

Dès l'arrivée des premiers négociants européens dans les parages de la Chine, le gouvernement chinois tâchait de les localiser sur certains points de l'Empire, à Macoa, à Wampoa, à Amoy, et à Ningpo. Quand la Chine arriva à conclure des traités de commerce avec l'Angleterre, la France, et les Etats-Unis, elle consacra, à la demande de ces puissances, ces villes comme des ports ouverts, dont le nombre augmenta rapidement. Dans tous ces ports ouverts, il y a des emplacements, déterminés d'un commun accord par les consuls étrangers et les autorités chinoises, où les étrangers peuvent résider,

louer ou bâtir des maisons sur les terrains affermés, et commencer des exploitations, ou s'occuper librement d'entreprises industrielles et aussi circuler à leur gré dans un rayon de 50 kilomètres autour de ces villes dites ouvertes. En un mot, dans ces villes, les étrangers jouissent de tous les droits admis par les principes modernes du droit international ; mais, ce qui est intéressant au point de vue juridique, les étrangers y sont bénéficiaires de certains privilèges qu'on ne trouve pas accordés aux étrangers dans tous les pays. C'est ce dernier point que nous allons développer dans les paragraphes suivants.

Nous avons dit que, dans les ports ouverts, les étrangers ont leur domicile et font leurs affaires dans des emplacements déterminés. Ces terrains ont reçu le nom de concessions en français. Cette organisation fut tout d'abord stipulée par l'article 22 du traité de Nampo, (1), que la France avait conclu avec la Chine en 1884 ; or, le texte l'indique clairement, ces concessions ont un caractère purement commercial dans leur but, et strictement personnel dans leur forme. D'une part, ces emplacements n'ont de raison d'être que pour permettre aux étrangers de s'isoler des mœurs et des coutumes chinoises si différentes des leurs, tout en leur permettant de faire le commerce dans ces villes chinoises ;

1. Voir l'appendice, annexe I.

d'autre part, ces terrains sont directement loués à bail aux sujets des diverses puissances, le texte portant que « vis-à-vis de tous les Français, et pour éviter toute équivoque sur le point juridique, le gouvernement chinois a stipulé dans les traités que tous les étrangers quelconques ne pouvaient pas détenir de terrains dans ces concessions à titre de propriétaires, mais seulement comme locataires ».

Enfin, à titre de manifestation tangible de ce droit de souveraineté de la Chine, une taxe annuelle, sorte d'impôt foncier, est levée sur les terrains compris dans les concessions par le gouvernement chinois, qui assimile ainsi les concessions du reste du territoire chinois, et tous les actes ou transactions concernant ces terrains doivent être enregistrés au Yamen de Taotai de la douane.

Voici par exemple Changhaï, où l'autonomie municipale est la plus développée ; dans cette ville il y a trois concessions distinctes, une internationale, et deux nationales. La concession internationale, est administrée par un conseil municipal composé de quelques membres élus chaque année par les locataires des terrains payant une taxe annuelle de 500 taëls, ou détenteurs à titre perpétuel d'une propriété estimée au moins de 500 taëls. Les étrangers de toute nationalité, remplissant cette condition, peuvent être électeurs et éligibles. Ce conseil municipal, présidé par le doyen du corps consu-

laire, est l'organe suprême de la concession. Il vote les impôts et les répartit entre les contribuables; il établit le budget de recettes et des dépenses; il organise la police et surveille le corps des volontaires. En un mot, il administre souverainement la concession sauf en ce qui concerne la taxe annuelle foncière levée par le gouvernement chinois et la juridiction sur les habitants chinois résidant dans la concession.

S'il s'agit d'une concession nationale, telle la concession française, l'organisation est sensiblement la même; il y a un conseil municipal, dont peuvent faire partie les Français et les étrangers; il est composé de 8 membres élus tous les ans et présidé de droit par le consul de France; il existe une police municipale sous les contrôles du Consul, etc.

Au point de vue administratif et législatif, le Conseil municipal jouit de tous les droits et exerce toutes les fonctions résultant de la souveraineté; c'est ce qui fait en apparence croire que ces concessions constituent de véritables petites républiques indépendantes dans l'Etat chinois; mais cette assertion n'est exacte ni en fait ni en droit. En fait, les concessions étrangères dans les ports chinois ouverts au commerce international ne sont nullement des entités politiques; elle ne forment que des corps de marchands jouissant des libertés administratives les plus étendues sur les terrains qui leur sont alloués

par le gouvernement chinois, dont le but explicite est de leur permettre de faire le commerce en Chine ainsi que de s'occuper d'entreprises industrielles (1). En conséquence, les autorités municipales de ces concessions ne peuvent pas entretenir de relations diplomatiques directes avec les autorités chinoises, ces relations se nouant par l'intermédiaire de l'action des consuls respectifs de chaque nation.

De plus, la juridiction sur les habitants à l'intérieur des concessions est exercée par les autorités chinoises. Il est vrai que les juges chinois sont assistés d'un assesseur étranger consulaire ; mais ce privilège exigeant la présence d'un agent consulaire dérive directement de la juridiction extra-territoriale que les consuls exercent sur leurs nationaux en Chine, et il ne résulte nullement de l'institution des concessions. En outre l'assesseur consulaire dans les tribunaux mixtes n'a légalement le droit d'intervenir que dans les procès entre étrangers et indigènes tandis que, dans les procès où les parties en cause sont toutes deux des sujets chinois, l'assesseur a bien le droit d'assister et de donner des avis facultatifs, mais le juge chinois n'est pas obligé d'en tenir compte. Cette présence d'un assesseur étranger dans les procès entre Chinois s'explique et se justifie par la nécessité de bonne administration de la police locale.

1. Article 11 du traité franco-chinois de Tien-Tsin.

Voici, à ce sujet, les trois règlements principaux de la Cour mixte de Changhaï :

1^o Le Sous-Préfet (juge chinois) jugera selon les lois chinoises tous les procès civils et commerciaux entre les habitants chinois à l'intérieur des concessions, et aussi les procès entre étrangers et Chinois si ces derniers y sont défendeurs ;

2^o Quand un étranger est impliqué dans un procès, un Consul ou son Délégué siègera à côté du sous-préfet en séance ; mais, quand des chinois seuls seront en cause le sous-préfet décidera d'une manière indépendante, le Consul ou son délégué ne devra pas intervenir.

3^o Un criminel chinois qui se réfugie dans les concessions peut être arrêté sommairement par le sous-préfet sans qu'il ait besoin d'un mandat d'arrêt délivré par le magistrat du district de Changhaï, ni de l'aide de la police municipale.

Au surplus, en droit, la souveraineté de la Chine sur les concessions étrangères dans les villes chinoises ouvertes au commerce international est formellement reconnue par les traités. Cette thèse qui déclare les concessions étrangères parties intégrantes du territoire chinois, a été, du reste, consacrée par les tribunaux français. Ainsi le tribunal correctionnel de Lyon a été saisi d'une poursuite contre un étranger pour complicité d'un délit commis par un Français dans la concession française à Changhaï. Or, en vertu des

principes généraux du droit pénal français, quand une infraction a été commise en territoire français, les tribunaux français sont compétents pour tous les faits de complicité commis en France ou à l'étranger par un étranger. Il s'agissait donc, pour le tribunal de Lyon, de fixer le point de savoir si la concession française à Changhaï devait être considérée, ou non, comme territoire français. Le tribunal, par jugement du 20 juillet 1892 (1), s'est prononcé pour la négative : « attendu que les traités de 1844 et 1858 ont un caractère exclusivement personnel et n'attribuent à la France aucun droit de souveraineté sur ces territoires des concessions ». Et la Cour d'Appel a confirmé purement et simplement cette interprétation, en déclarant que la concession française de Changhaï était bien territoire chinois. Pour M. Souchon, qui critique cette décision, la Chine, par la concession, a consenti dans une certaine mesure « un véritable dessaisissement de souveraineté ». Mais M. Surville, dans la *Revue Critique* (2), est d'avis que la Chine n'a consenti par là aucun abandon contractuel de sa souveraineté.

L'origine purement commerciale des concessions étrangères « dans les villes chinoises ouvertes au commerce international et les textes explicites des traités passés entre la Chine et les Gouvernements étrangers, ainsi que les privilèges, confondus avec ceux résul-

1. Sirey, 1895. II. 73

2 Avril 1896, p. 237

tant de la juridiction consulaire en vertu de l'exterritorialité admise jusqu'ici en Chine en faveur de tous les étrangers, apportent certainement en pratique bien des atteintes à la souveraineté chinoise sur ces parcelles de son territoire ; cependant, malgré toutes les restrictions à cette souveraineté, les concessions étrangères restent bien, en droit, territoire chinois ; car les atteintes subies par la Chine de ce fait n'ont qu'un caractère purement politique, sans aucun fondement juridique. Le jour où l'évolution de la Chine vers la civilisation moderne sera assez avancée et où son organisation intérieure, ainsi que sa situation internationale, seront assez fortes pour inspirer aux nations étrangères à la fois confiance et respect, tous ces empiètements des étrangers en même temps que la pratique des privilèges de l'exterritorialité disparaîtront d'un commun accord pour le bien de la Chine, ainsi que pour celui des pays étrangers.

Liste des ports ouverts au commerce étranger

1° Niéou-Tchanang ; 2° Tien-Tsin ; 3° Tché-Fou ; 4° Kia-Tchou ; 5° Tchouang-King ; 6° Y-Tchang ; 7° Chache ; 8° Yo-Tchou ; 9° Hankéou ; 10° Kieouking ; 11° Wou-hou ; 12° Nan-King ; 13° Tchong-Kiang ; 14° Changhaï ; 15° Sou-Tchou ; 16° Ning-Po, 17° Hang-Tchou ; 18° Wen-Tchou ; 19° San-Tou-Ngoa ; 20° Fou-Tchou ; 21° Amoy 22° Chang-Tcheou ; 23° Wou-Tchou ; 24° Sam-choui ; 25° Canton ; 6° Kieou-Loung ;

27° Lappa ; 28° Kioung Tchéou ; 29° Pak-Hoi ; 30° Loung-Tchéou ; 31° Mong-Tsen ; 32° Se-mao ; 33° Momein ; 34° Ya-Tung. Dans ces ports ouverts, dont la population chinoise est évaluée à 6.584.116 habitants, et la population étrangère à 19.119 résidents, le chiffre des maisons étrangères étant de 1.102, pour la France seule, il y a 64 maisons et 1.361 résidents.

SECTION II

Cession de territoires à bail

Nous venons de voir que le caractère des concessions peut prêter à controverse ; mais il n'en est pas de même de celui des terrains cédés temporairement, cession que nous allons étudier dans cette section. Il ne s'agit plus, comme dans les indications précédentes, de concessions faites en quelque sorte par l'Empire dans l'intérêt de particuliers étrangers, mais bien de concessions d'Etat à Etat. De là leur caractère essentiellement politique.

L'expression de *cession à bail* désigne pour un Etat le fait de céder en pleine propriété une parcelle de son territoire à des puissances étrangères. Un particulier ne peut être que locataire ; aussi lorsque les puissances étrangères réclament des terrains pour y établir leurs nationaux elles les

obtinrent sous forme de bail ; elles songèrent encore à ce procédé lorsque, poussant aussi loin que possible leurs prétentions, elles voulurent détenir sur le territoire chinois des régions entières dans un but exclusivement politique. Il n'était plus question alors d'installer leurs nationaux de telle façon qu'ils puissent jouir groupés, d'une pleine sécurité ; il s'agissait de créer de véritables colonies aussi utiles en vue de la guerre que de la paix, avec des forteresses, des arsenaux, des armées de plusieurs milliers d'hommes, y séjournant dans un autre but que celui de faire régner le bon ordre entre les habitants.

Ce fut d'abord l'Allemagne qui demanda la location de Kiao-Tchou ; la convention sino-allemande fut signée le 6 mars 1898. Dans la même année, une convention russo-chinoise fut signée le 27 mars, elle avait pour but de céder les ports de Port-Arthur et de Ta-Lien-Wan à la Russie. Ce fut ensuite l'Angleterre qui suivit l'exemple des deux premières puissances, et qui demanda la cession de Weï-Hai-Weï ; la convention à cet effet fut signée le 1^{er} juillet 1898. A son tour, la France acquit en Chine, par le procédé de la concession à bail, le territoire de Kouang Tchou Ouan. Sa politique, vis-à-vis de la Chine, fut de poursuivre l'élan donné par l'Allemagne. Le 10 avril 1898 la réclamation de la France aboutit ; la Chine lui accorda la cession à bail de

Kouang-Tchou-Ouan. Le choix de ce port a été vivement critiqué pour plusieurs raisons : on a dit qu'il était situé trop au sud, et qu'il ne procurait pas la même influence qu'un autre port qui serait voisin du golfe du Petchili ; on a critiqué aussi la valeur physique de la rade. Ces critiques sont peut-être exagérées ; on doit reconnaître à Kouan Tchéou Ouan, sinon une valeur commerciale réelle, du moins une certaine valeur stratégique comme poste de grand'garde en avant du Tonkin (1). La rade avait été explorée dès 1895 : et, dans un conseil de défense réuni en Indo-Chine dans le courant de l'année 1899, il fut reconnu que la baie pouvait être rendue accessible tous les jours, et à toute heure, aux grands navires ; qu'elle était facile à aménager pour des établissements maritimes importants. Saïgon Cap Saint-Jacques constituait le premier appui de la flotte française. Kuang Tchéou Ouan pourrait être éventuellement utilisé comme une seconde base navale de la France, en vue d'opérations militaires dans la mer de Chine (2).

La signature de la Convention n'eut lieu que l'année suivante, le 16 novembre. Dans l'intervalle, les Français n'avaient pas cessé d'occuper militairement la baie, et, à plusieurs reprises, les troupes françaises furent l'objet de manifestations hostiles de la part des Chinois.

1. Prinon, *La Chine qui s'ouvre, la France en Extrême-Orient*.

2. P. Doumer, *L'Indo-Chine française, Souvenirs*, 1905, p. 373.

Voici le texte de la Convention franco-chinoise du 16 novembre 1899 (1).

ART. 1^{er}. — Le gouvernement chinois, en raison de son amitié pour la France, a donné à bail pour quatre-vingt-dix-neuf ans Kouany Tchéou-Ouan, au gouvernement français pour y établir une station navale avec dépôt de charbon. Mais il reste entendu que cette location n'affectera pas les droits de souveraineté de la Chine sur les territoires cédés.

ART. 2. — Les territoires loués comprendront les eaux et les terrains nécessaires à la sécurité, à l'approvisionnement et au développement normal de la station navale et du dépôt de charbon.

ART. 3. — Le territoire sera gouverné et administré, pendant les quatre-vingt-dix-neuf ans de bail, par la France seule : cela afin d'éviter tout froissement possible entre les deux pays. Les habitants conserveront la jouissance de leurs propriétés ; ils pourront continuer à habiter les territoires loués et vaquer à leurs travaux et occupations, sous la protection de la France, aussi longtemps qu'ils se montreront respectueux de ses lois et de ses règlements. La France payera un prix équitable aux propriétaires riverains pour les terrains qu'elle désirera acquérir.

ART. 4. — La France pourra élever des fortifications, faire tenir garnison à des troupes, ou prendre

1. Cordier, vol. III

toute autre mesure défensive dans les terrains loués.

ART. 5. — Les navires à vapeur de la Chine, ainsi que les navires des puissances en relations diplomatiques et commerciales avec elle, seront traités dans le territoire loué comme dans les ports ouverts de Chine.

ART. 6. — Si des cas d'extradition se présentent, ils seront résolus d'après les stipulations des conventions existantes entre la France et la Chine, notamment conformément celles qui règlent les rapports de voisinage entre la Chine et le Tonkin.

ART 7. — Le gouvernement chinois autorise la France à construire une voie ferrée reliant un point de la baie de Kouang-Tchéou-Ouan, à un point à désigner sur la côte ouest du Lei-Tchéou, aux environs d'Ou-pou. Ce dernier point sera ultérieurement désigné avec précision.

ART. 8. — La France pourra également, au point d'aboutissement de la ligne vers Ou-Pou, construire des débarcadères, appontements, magasins et hôpitaux, établir des feux, bouées et signaux.

Une administration générale française agissant par l'intermédiaire d'une administration communale chinoise, à peu près autonome, telle est la base de l'organisation française à Kouan-Tchéou-Ouan. La Commune chinoise perçoit l'impôt, maintient l'ordre, juge même certains délits, sous la haute surveillance et le contrôle de l'administrateur en chef français. La

France administre de cette façon un territoire de 34.244 hectares, peuplé de 183. 346 indigènes répartis en 1238 villages ; à côté de cette population chinoise extrêmement dense, 60 Européens et 45 annamites sont établis à Kouang-Tchéou (1) En 1905, le port a été visité par 390 vapeurs.

SECTION III

Concession des postes et du droit de navigation

Le service des postes avec l'étranger se faisait autrefois par les bateaux anglais qui visitaient la Chine, à l'origine une fois par mois. Après la guerre de 1860, le service des postes françaises fut fait par les Messageries impériales, puis maritimes ; vinrent ensuite les Américains, et enfin les Allemands à une époque beaucoup plus récente ; chacune de ces nations avait son bureau à Changhaï et employait ses timbres. Des compensations ont été stipulées pour les privilèges considérables récemment accordés par la Chine à divers Etats étrangers en 1898 ; ultérieurement la France a réclamé l'attribution à un agent français de la direction du service des postes (2).

1. Notice du gouvernement général de l'Indochine, publiée à l'occasion de l'exposition de Marseille.

2. Voir *livre jaune* Chine 1894-98. p. 48.

Les règlements de navigation de Yang-Tse du 20 mars, 1899, organisaient un régime spécial, dont l'acte constitutif consistait dans un règlement consulaire anglais de 1861, révisé en 1863, approuvé plus tard par les autres puissances. En 1897, une commission fut nommée par la Chambre de Commerce de Changhaï pour examiner les modifications qu'il conviendrait d'apporter au régime de la navigation sur le Yang-Tse. La révision des règlements a été faite par M. de Bezaure, consul général de France à Changhaï. Les nouveaux règlements du Yang-Tse ont pour objet spécial d'assimiler le régime douanier du grand fleuve à celui qui existe sur les ports de la côte.

CHAPITRE III

Concession des chemins de fer de la Chine à une Compagnie française

L'histoire des chemins de fer en Chine peut être divisée en trois périodes : la première depuis l'année 1863, époque à laquelle il fut, pour la première fois, question de voies ferrées dans le Céleste Empire, lors de la guerre sino-japonaise en 1894 ; la deuxième période, depuis 1894 jusqu'à la guerre russo-japonaise en 1905 ; la troisième période depuis 1905 jusqu'à nos jours. Ces trois périodes sont marquées par une longue lutte entre la Chine et les puissances européennes, pour ne pas laisser violer le territoire chinois par les étrangers qui cherchaient à obtenir des contrats de concessions (1).

Dans la *première période*, pendant laquelle sont ouvertes certains ports chinois (2), les Européens

1. Laboulaye, *Chemins de fer de Chine*, p. 10.

2. Amoy, Foutchou, Ningpo, Canton et Changhai furent ouverts par le traité de Nankin en 1842.

ne se contentent pas de faire transporter leurs marchandises par la voie lente des bateaux, ou par la voie également lente et plus coûteuse des caravanes. Dès l'année 1863, une pétition signée par 27 négociants européens de Changhaï fut adressée au Trône pour demander l'autorisation d'établir une voie ferrée entre Changhaï et Soutchou. Deux ans après, ils sollicitèrent du gouvernement chinois l'autorisation de relier Changhaï à Wousung, la longueur de la ligne à construire était d'environ 10 milles $1/2$, soit 17 kilomètres. La concession, cette fois, fut obtenue et la construction commencée peu de temps après ; mais, à la suite de nombreux incidents qui seront relatés plus loin, la ligne ne fut ouverte à l'exploitation que onze ans plus tard, soit en 1876, pour une courte durée d'ailleurs. En effet, la voie, ayant été remise au gouvernement chinois, fut démolie l'année suivante. En 1881, le directeur chinois des mines de Kaiping a construit un petit tramway de 7 kilomètres de longueur, pour permettre le transport du charbon extrait jusqu'à un point d'où il pourrait ensuite, par le canal, être expédié vers un port voisin. Ce petit tronçon servit d'amorce à la grande ligne chinoise qui a été construite dans la suite pour relier Pékin à Muksen. De 1881 à 1891, ce qui était au début le « tramway de Kaiping » s'augmenta chaque année et finit, en 1891, par aller de Tien-Tsin à Changhaï-Kwan, ville située sur la frontière de Mandchourie,

au point où la grande muraille touche à la mer. Les travaux continuèrent jusqu'en 1894.

On arrive ainsi à la *deuxième période* : ce fut vers le milieu de l'année 1894 que le Japon déclara la guerre à la Chine ; les Européens comprirent alors que le moment était venu pour eux de tirer parti de cette situation, et les nations européennes entamèrent des négociations avec le gouvernement chinois pour obtenir des concessions de chemins de fer.

Dès l'année 1897, un contrat préliminaire fut signé avec un syndicat franco-belge pour la construction de la ligne de Pékin-Han-Kéou ; la concession définitive ne fut obtenue que l'année suivante, le 18 juin 1898. Cela donna lieu à un incident entre la Chine et l'Angleterre, qui demanda également la concession de chemins de fer. Au mois d'août 1898, le Gouvernement chinois autorisa les Anglais à construire les lignes de Changhaï-Nankin, Pukow-Hsinyant, Shanghaï-Hang-chou-Nimpo, Canton-Koa-loon et la ligne du Pékin-Syndicate. Les Allemands, dans cette même année 1898, obtinrent la concession de la baie de Kiaotchéou et la construction du chemin de fer de Shantung. Les Russes reçurent également le droit de construire le chemin de fer de Kharbine à Port-Arthur. Enfin les Français, déjà occupés au nord par la ligne de Pékin-Hankéou, obtinrent, d'une part, la concession de la baie de Kwang-Tchou-Van,

et, d'autre part, le droit de construire la ligne de Yunnan ainsi que celle du Shansi.

Troisième période : le Gouvernement chinois, les vice-rois de provinces et certains fonctionnaires chinois se rendent bien compte que la plupart des progrès ne seront réalisables qu'autant que la Chine sera dotée d'un réseau de voies ferrées qui rendra les communications rapides. Pendant cette période, la Chine n'accorde pour ainsi dire plus de concessions, mais elle autorise des emprunts et elle donne sa garantie pour les lignes concédées pendant la période précédente (1).

Nous n'insisterons pas davantage sur les concessions de chemins de fer par la Chine aux autres puissances européennes et nous traiterons seulement, dans cette étude, des concessions accordées à la France par la Chine. L'étude de la construction des chemins de fer en Chine peut se diviser en deux grandes parties : les chemins de fer au nord du Yant-Tsé et ceux qui sont exploités au sud du Yant-Tsé ; les concessions en vue des chemins de fer ont été faites par la Chine soit à la France, soit à la société franco-belge ; au nord du Yant-Tsé ont été construites les lignes de Pékin-Hankéou, du Shansi et de Kaifongfou-Honanfou ; au sud du Yant-Tsé fonctionne la ligne de Yunnan.

1. Une compagnie chinoise fut constituée à cette occasion.

1^o *Ligne de Pékin-Hankéou (Lu-Han)*

Le 20 octobre 1896 fut promulgué un décret impérial autorisant la construction d'une ligne de chemins de fer et accordant à la Compagnie la concession de la ligne de Pékin à Han-Kéou, Sa Majesté l'Empereur autorisa la compagnie de chemin de fer (1) à contracter à l'étranger un emprunt dont le produit serait affecté tout entier à la construction de cette ligne. M. Gérard, ministre de France à Pékin, rappela, à cette occasion, au Tsung-Li-Yamen (2) l'article 7 du traité franco-chinois du 9 juin 1885, qui stipulait que, en ce qui concernait les chemins de fer, la Chine devait user de toute son influence pour s'adresser à l'industrie française. Soit que les Belges aient craint de voir l'affaire leur échapper au profit de la France, soit qu'ils aient compris tout l'avantage qu'ils pouvaient retirer de l'aide française, ils entamèrent avec la France des négociations en vue d'unir les efforts français aux leurs et ils y réussirent.

Dès l'année 1897, un contrat préliminaire fut signé entre le Gouvernement chinois et un syndicat franco-belge, qui se forma en vue de la construction d'un chemin de fer. La Chine décida d'émettre un em-

1. Ancien ministère des Affaires Etrangères de la Chine.

2. Voir annexe IV.

prunt d'Etat ; le Gouvernement chinois remit au syndicat les titres à 90 o/o du nominal, somme estimée suffisante pour couvrir les dépenses. Le syndicat s'occupa seulement d'émettre l'emprunt ; il reçut comme rémunération, pour ses travaux, 20 o/o sur les bénéfices nets. On procéda, en mars 1899, à l'émission d'un emprunt d'un montant nominal de 112.500.000 francs. Cet emprunt fut émis en même temps à Bruxelles et à Paris. Telle était la participation européenne.

Quant à la participation chinoise, elle devait être nominale de 13.000.000 de taëls ; sur cette somme, 5.800.000 taëls seulement furent versés, le taël valant environ 3 fr. 75 à cette époque. C'est donc une somme de 21.750.000 qu'il faut ajouter aux 112.500.000 francs, fournis par l'emprunt, soit 134.250.000 francs. Le coût de la ligne, qui devait être, pour les 1.271 kilomètres, de 105.620 francs par kilomètre, a donc été par ce fait, porté à 148.000 francs. La ligne fut officiellement inaugurée le 9 novembre 1905. En 1908 le Gouvernement chinois, en présence des bénéfices considérables réalisés sur la ligne, décida de profiter du droit de rachat qui lui avait été laissé. Différentes banques entrèrent en compétition pour fournir au Gouvernement chinois l'argent nécessaire au rachat ; un contrat fut signé à Pékin le 8 octobre 1908 ; aux termes de ce contrat, la banque de l'Indo-Chine et la Hong Kong Bank

s'engageaient à fournir une somme de 5.000.000 de livres, nécessaire à ce rachat. Le 1^{er} janvier 1909, le Gouvernement chinois prit possession de la ligne, qui est maintenant comprise dans le réseau de chemins de fer impériaux chinois du nord de la Chine.

2^e Ligne du Shansi

Le contrat obtenu par la Société belge pour la ligne de Pékin-Hankéou, ayant montré les conditions avantageuses dans lesquelles pouvaient être employés leurs capitaux étrangers, devait nécessairement attirer l'attention d'autres sociétés européennes. La banque russo-chinoise envoya en 1897 un ingénieur français, M. Hivonnait, pour explorer la région située entre la capitale du Shansi et la ligne projetée de Pékin à Hankéou. Les rapports de cet ingénieur furent si favorables à l'entreprise que la banque commença immédiatement les démarches nécessaires. Elle obtint que, par deux édits impériaux, du 8 juillet 1897 et du 17 mai 1898, le Gouverneur et le directeur du bureau commercial du Shansi fussent autorisés à signer, au nom du gouvernement chinois et avec elle, un contrat d'option pour le cas où elle désirerait construire un chemin de fer entre Taynenfou, capitale du Shansi, et Chantinfou sur le Pékin-Hankéou. En 1912, le Gouvernement chinois donna sa garantie à un emprunt de 40 millions de

francs ; cet emprunt, qui porte le nom de l'emprunt chinois 5 o/o 1902, était amortissable en 20 annuités, à dater de la fin de la dixième année. Cet emprunt ne produisit que 36.000.000 de francs ; ce qui porte le coût de la ligne à 48.000.000 de francs, soit 199.000 francs par kilomètre ; et la Chine eut à déboursier 12.000.000 de francs. La ligne est longue de 243 kilomètres, les travaux, poussés activement, furent terminés en trois ans ; le Gouvernement chinois s'est réservé le droit de rembourser le montant de l'emprunt et, par là même, de racheter la ligne, à partir du 1^{er} septembre 1911 (1).

3. — *Ligne de Kaïfonfou à Honang-fouou Pien-Lo.*

En octobre 1899, un ingénieur belge, M. Rouffart, proposa de construire une ligne qui reliait Kaïfon-fu à Honanfu, avec prolongement éventuel sur Si Ngan-fu, capitale du Shensi ; la concession en fut aussitôt demandée à Pékin et, le 11 décembre de la même année, le directeur général des chemins de fer, Sheng-Kung-Poa, obtint du Tsung-Li-Yamen un décret autorisant la concession de la ligne. On décida alors d'émettre un emprunt de 25.000.000 de francs, nécessaire à la construction. La première moitié fut émise à Paris au mois de mai 1905 ; l'em-

1. Laboulaye, *Chemins de fer de Chine*, p. 124.

prunt porte le nom d'emprunt du gouvernement chinois 5 o/o extérieur 1903 ; il est remboursable en vingt ans à dater de la dixième année ; le prix était de 90 o/o. Un emprunt complémentaire fut autorisé et émis la même année ; il aura été ainsi dépensé pour cette ligne, de 186 kilomètres de longueur, une somme totale de 41.000.000 de francs ; la ligne entière a été ouverte à l'exploitation en juin 1909 ; les recettes ont immédiatement donné de bons résultats.

4. — *Ligne du Yunnan.*

Le 9 avril 1898, le ministre de France à Pékin, M. Gérard, procéda à une demande nouvelle de concession de ligne du Yunnan. Le gouvernement chinois accorda au gouvernement français, ou à la compagnie française que celui-ci désignerait, le droit de construire un chemin de fer allant de la frontière du Tonkin à Yunnanfou ; le gouvernement chinois n'ayant d'autre charge que celle de fournir le terrain pour la voie et les dépendances : ce règlement ne fut signé en réalité qu'ultérieurement à Pékin, le 20 octobre 1903.

Les travaux ont été terminés dans les premiers mois de l'année 1910 ; cette ligne, à voie étroite, a 465 kilomètres de long ; l'évaluation étant montée à 165.000.000, le coût par kilomètre ressort à 354.881 francs. Le règlement prévoit que le gouvernement

chinois, au bout de quatre-vingts ans, pourra entamer des négociations avec le gouvernement français, en vue de reprendre la voie et toute la propriété s'y rattachant moyennant le remboursement intégral des frais de construction, de la main-d'œuvre industrielle, ainsi que des garanties payées et des dépenses de toute nature imputables au chemin de fer.

La Chine possède donc aujourd'hui un réseau de plus de 11.500 kilomètres, de construction étrangère, sur lequel la France, à elle seule, a construit 708 kilomètres ; 465 au Yunnan et 243 au Shansi. L'association de la France et de la Belgique a abouti ainsi à l'exploitation d'un réseau de 1.584 kilomètres, dont 1.398 pour la ligne de Pékin à Hon Kéou et ses embranchements, et 186 pour la ligne de Kaïffongfou à Honangfou.

Les emprunts étrangers contractés par la Chine pour les chemins de fer atteignent un total d'environ 1 milliard 407 millions de francs, dont 140.000.000 de francs pour la France et 41.000.000 de francs pour l'association franco-belge.

CHAPITRE IV

Les divers établissements commerciaux et industriels de la France en Chine

Banque industrielle de Chine

Une société anonyme française fut fondée, au capital de 45 millions de francs, le 11 janvier 1913; elle augmenta son capital de 75 millions de francs en 1918. Cette société prit la dénomination de Banque industrielle de Chine; elle avait pour objet toutes les opérations de banque et de finance généralement quelconques, en tous pays, et spécialement la mise en œuvre des accords intervenus et à intervenir avec le gouvernement de la république chinoise. La Société pourra, en Chine, émettre des billets de banque ayant cours légal sur toute l'étendue de certaines provinces déterminées de la république chinoise, ou même sur tout le territoire de cette République jusqu'à ce que le gouvernement promulgue

une loi réglementant l'émission des billets de banque. Elle peut payer et escompter tous effets de commerce, billets à ordre, chèques, lettres de change, et toutes sortes d'engagements à ordre et à échéance fixe ; ainsi que réescompter ces valeurs ; opérer, pour le compte de la république chinoise, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, le paiement des coupons de la dette chinoise, des bons du trésor, et de tous les mandats de paiement émanant de l'administration, quelle qu'en soit la nature ; se charger de la transmission des fonds pour le paiement des intérêts et de l'amortissement de dettes intérieures et extérieures, ainsi que de toute opération de mouvements de fonds du Gouvernement, que celui-ci confierait à la banque. Le Siège social est établi, 74, rue Saint-Lazare à Paris ; il pourra être transféré d'un local dans un autre de la même ville par simple décision du conseil d'administration ; et même partout ailleurs en France et à l'étranger par décision du Conseil d'administration, ou même par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires. Un comité de direction siègera à Pékin, où il dirigera, comme il sera dit, ci-après les affaires de société en Chine, et en se conformant aux pouvoirs qui leur seront délégués par le Conseil d'administration. Ce comité sera composé de trois ou de six membres, dont un tiers formé de ressortissants chinois désignés par le gouvernement de la République chinoise et deux tiers

composés d'Européens nommés par le Conseil d'administration (1).

Toutes les agences ont présenté des résultats satisfaisants : les opérations de l'agence de Paris sont en progression constante. Cet organisme, créé à côté du siège social, a été d'un concours précieux pour l'agence d'Extrême-Orient. Il dispose désormais d'une clientèle nombreuse et active, qui constitue pour cet établissement un élément d'affaires très intéressant. Il offre le grand avantage d'être un guide sûr et dévoué de nature à faciliter à la Banque sa mise en rapports avec les marchés d'Extrême-Orient.

Les agences de Pékin et de Tien-Tsin continuent de manifester une vitalité toujours plus intense. Elles forment le pivot de l'action de la Société dans le nord de la Chine. En dehors des opérations purement commerciales, elles se sont intéressées à la création de quelques affaires industrielles, qui font que le pavillon français, en cette région, ne le cède à nul autre. La fin des hostilités, en rétablissant les conditions normales de la fabrication et des transports, va permettre de commencer la construction de tramways et d'autres grands travaux à Pékin, telle qu'elle a été prévue dans le contrat passé par la France avec le gouvernement chinois le 9 octobre 1913. Les agences de Changhaï et de Hong-Kong progressent

1. *Statuts de la Banque industrielle de Chine*, approuvé par le gouvernement de la République chinoise le 11 janvier 1913.

de la façon la plus satisfaisante dans des opérations d'ordre surtout commercial (1). La banque va ouvrir très prochainement les agences de Canton, de Fou-Tchéou, de Yunnan, de Hankéou et des autres pays du sud de la Chine. Dans ces pays existent de sérieux éléments qui manifestent le désir de voir une banque française prendre place auprès des banques anglaises ou japonaises qui sont seules installées jusqu'ici dans cette région de la Chine.

Bilan du 31 Décembre 1918

ACTIF

Actionnaires	fr.	21.968.875
Espèces en caisse et en banque		23.166.364,90
Correspondants débiteurs		66.665.451,41
Portefeuille, effets, valeurs		78.346.995,80
Avances diverses		112.225.455,38
Immeubles, matériel et mobilier.....		13.025.969,16
Débiteurs par acceptations.....		14.994.046,45
Débiteurs divers		47.827.871,72
Comptes d'ordre débiteurs		2.180.899,92
Total	fr.	<u>380.401.929,72</u>

PASSIF

Capital social	fr.	45.000.000
Réserve légale.....		510.273,53
Fonds de prévoyance.....		2.000.000
Réserve spéciale pour dépréciation éventuelle du portefeuille.....		<u>1.000.000</u>
A reporter.....		

1. Voir le rapport du Conseil d'administration du 20 juin 1919.

Report.....	
Fonds d'amortissement sur matériel et mobilier.....	237.000
Comptes courants à vue et de dépôts	173.234.178,35
Correspondants créditeurs	28.057.606,44
Effets à payer	1.186.734,72
Acceptations à échoir	14.994.046,45
Créditeurs divers	32.608.014,08
Comptes d'emprunts et comptes d'ordre créditeurs	73.723.196,08
Immeubles, comptes, annuités	1.823.867,57
Profits et pertes, solde bénéficiaire.....	6.027.012,50
Total..... fr.	<u>380.401.929,72</u>

2. — Banque de l'Indo-Chine

La banque de l'Indo-Chine a été instituée par décret du 21 janvier 1875; la prorogation et l'extension du privilège de la banque de l'Indo-Chine, avec modification aux statuts, datent d'un décret du Président de la République française du 20 février 1888; et la prorogation du privilège de la banque de l'Indo-Chine, avec modification aux statuts, a été décidée par décret du Président de la République française du 16 mai 1900.

Le premier décret porte création d'une banque d'émission, de prêt et d'escompte, qui est instituée pour les colonies de la Cochinchine et de l'Inde Française, sous la dénomination de banque de l'Indo-Chine. La durée du privilège est fixée à vingt

ans à partir de cette date. Le second décret autorise la création de succursales, non seulement dans les colonies françaises de l'Indo-Chine, mais dans les régions et les divers ports de Chine. Le troisième décret a pour objet de proroger la Banque jusqu'au 21 janvier 1920 (1).

La banque de l'Indo-Chine est constituée en société anonyme au capital de trois millions. La Société se compose de tous les porteurs d'actions; chaque sociétaire n'est responsable des engagements de la société que jusqu'à concurrence de sa part dans le fonds social.

Le Siège de la Société est établi à Paris (2); les succursales de la Chine, en dehors des colonies françaises, sont les agences : de Hong-Kong, de Sanghaï, de Hankéou, Tien-Tsin, de Pékin, et de Monzoé. La banque de l'Indo-Chine joue un rôle très important en Chine depuis environ vingt ans, au point de vue de l'économie chinoise.

Bilan de la Banque de l'Indo-Chine du 31 décembre 1918.

<i>Actif</i>	<i>Passif</i>
Total. . . . 549.063,811 fr. 31	Total. . . . 549.064,811 fr. 31

-
1. Voir les statuts de la banque de l'Indo-Chine.
 2. Voir le rapport du Conseil d'administration de la banque de l'Indo-Chine pour 1918.

**Bilan de la banque de l'Indo-Chine au 31 décembre 1918 ;
avec détails sur les diverses succursales fonctionnant en
Chine.**

Agence de Hong-Kong	144.810 fr. 20
Agence de Canton	451.97 fr. 15
Agence de Sanghaï	4.391.951 fr. 20
Agence de Han-Kéon	667.113 fr. 95
Agence de Tien-Tsin	3.290.535 fr. 60
Agence de Pékin	923.402 fr. 10
Agence de Monzzé	5.940.326 fr. 95

**3. — *Compagnie française des chemins de fer
de l'Indo-Chine et du Yunnan***

Il est formé, entre les souscripteurs ou propriétaires des actions créées, une société anonyme. La Société a pour objet, conformément à la convention de concession du 15 juin 1901 et à tous avenants ultérieurs : 1° la construction d'un chemin de fer de Lookaï à Yunnan-Sen ; l'exploitation de la ligne entière partant de Haïphong-Ville et passant par Hanoï et Laokaï, pour aboutir à Yunnan-Sen ; 2° toutes autres exploitations, minières, commerciales ou industrielles, et toutes autres constructions qui pourraient lui être concédées sur le territoire de la Chine, mais toujours avec l'autorisation du gouvernement chinois. Le siège social est fixé à Paris, rue Laffitte, 34. La durée de la Société est de soixante-quinze ans, à compter du 5 juillet 1901, date de la

promulgation de la loi approuvant la concession du chemin de fer de Haïphong à Yunnan Sen.

Bilan, au 31 décembre 1916, de la compagnie française des chemins de fer de l'Indo-Chine et du Yunnan

Compte d'exploitation

Débit... 8.968 045,63 Crédit... 8.968.045,63

Compte de profits et pertes

Débit... 955.340,97 Crédit... 955.340,97

4^e Société française de construction et d'exploitation de chemins de fer en Chine

Il est formé, entre les propriétaires des actions créées, une société anonyme, au capital d'un million, qui a pour objet de faire, en Chine, toutes les opérations se rattachant à l'industrie des chemins de fer, des tramways, des mines, des carrières, des bateaux et des communications télégraphiques. Son Siège social est à Paris, 9, rue de Clichy. La durée de la société est fixée à cinquante ans, à partir du jour de sa construction définitive, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

Bilan au 31 décembre 1918

	Actif		Passif
Total.	Frs. 5.020.134,33	Total.	Frs. 5.020.134,33

Profits et Pertes, exercice 1918

	Débit		Crédit
Total.	Frs. 487.841,18	Total.	Frs. 487.841,18

5° *Compagnie française de tramways et d'éclairage
électrique de Changhaï*

Il est formé, par les souscripteurs ou les propriétaires des actions ci-après créées et de celles qui pourront l'être ultérieurement, une société anonyme au capital de 8.000.000 de francs dans les conditions déterminées par les lois des 24 juillet 1867, 1^{er} août 1893, 9 juillet 1902 et 16 novembre 1903.

La Société a pour objet : a) la construction et l'exploitation d'un réseau de tramways à établir dans les rues de la concession française de Changhaï, ainsi que sur les routes municipales extérieures et pouvant s'étendre éventuellement sur le territoire chinois ; b) l'exploitation du monopole de l'éclairage électrique public et privé et du transport d'énergie électrique sur ladite concession française et sur les routes municipales extérieures, ainsi que sur le territoire chinois ; c) l'exploitation, dans lesdites concessions et territoires, de tous autres services municipaux ou d'intérêt général ; d) l'étude et, éventuellement, la réalisation de toutes entreprises immobilières, commerciales, industrielles ou financières en Chine ou ailleurs. Le siège de la Société est à Paris, 5, rue Chauchat. La durée de la Société est fixée à soixante ans, à dater du jour de la constitution définitive, sauf les cas de dissolution anti-

cipée ou de prorogation, prévus par les statuts (1).

Bilan au 31 décembre 1918

Actif		Passif	
—		—	
Total.	Frs. 11.525.980,07	Total.	Frs. 11.525.980,07
Profits et pertes			
Doit		Avoir	
—		—	
Total.	Frs. 1.654.928,48	Total.	Frs. 1.654.928,48

6^e Compagnie générale d'Extrême-Orient

Sous les auspices du ministère du Commerce, la compagnie générale d'Extrême-Orient a été fondée par M. C. Cavallier, président et directeur général de la Société anonyme des Hauts-Fourneaux et Fonderies de Pont-à-Mousson. La Compagnie, primitivement au capital d'un million, a porté ultérieurement son capital à cinq millions de francs, le 5 décembre 1917. Elle a pour objet : de développer les relations commerciales de la France avec la Chine et les autres pays d'Orient, tant pour l'importation et l'exploitation que pour la mise en valeur de toutes les ressources de ces pays. Le siège social est à Paris, 7, rue des Italiens ; la Société est une société anonyme au capital de cinq millions de francs. Les

1. Voir les statuts de la compagnie de Tramways et d'éclairage électrique de Changhaï.

agences ou succursales en Chine sont celles de : Changhaï, de Tien-Tsin, de Hankéou, de New-Chang, de Hong-Kong, et des autres pays en dehors de la Chine. Son programme réunit actuellement près de 200 industries qui, dans leur ensemble, représentant une fraction importante des forces économiques du pays. A cet effet, elle s'est efforcée de grouper le plus grand nombre de firmes de France sous l'égide de la Compagnie, de manière à obtenir, par cette démonstration indiscutable du pouvoir d'expansion de la France, la place à laquelle ce pays a droit dans la mise en valeur de la Chine, soit dans l'exécution des travaux publics, soit dans la prospection minière, soit dans les diverses créations industrielles locales, soit enfin dans les opérations bancaires (1). Dans l'esprit des promoteurs de la Compagnie, cette création est un premier effort d'expansion française, dont le succès peut être de nature à entraîner la création d'autres organisations semblables pour les centres principaux d'action qui s'offriront à l'expansion économique de la France après la guerre.

1. Voir le rapport de la Compagnie française d'Extrême-Orient.

CHAPITRE V

Mission lyonnaise d'exploration commerciale en Chine

SECTION I

L'origine

Après la guerre sino-japonaise et le traité de Simonosaki (17 avril 1895) et en présence des problèmes que ces deux actes posaient, l'utilité d'une étude plus approfondie du marché chinois, de ses ressources, de son avenir, attira l'attention de la Chambre de commerce de Lyon, dans son souci du bien public et de l'intérêt général (1). A son projet, s'associèrent plusieurs principales Chambres de commerce de France, notamment celles de Marseille, de Bordeaux, de Lille, de Roubaix et de Roanne.

1. Comme son titre l'indique, la mission est avant tout une mission d'exploration et elle n'est formée qu'en considération de l'intérêt public et de l'expansion coloniale française. Aussi les membres de la Mission s'engagèrent-ils à n'entreprendre, pendant la période de ses travaux, aucune opération commerciale pour leur propre compte ou pour celui de commettants.

Dès le premier jour, tout en s'attachant à maintenir à la Mission son caractère d'œuvre née de l'initiative privée, la Chambre de commerce de Lyon s'était préoccupée de lui assurer la direction officielle qui était nécessaire, puisque les rapports inévitables avec les autorités chinoises exigeaient qu'elle fût reconnue par le Gouvernement français. A cet effet, le consul Rocher, en raison de ses trente années de résidence en Chine, fut désigné par le Ministère des Affaires Etrangères. La Mission s'embarqua à Marseille, le 15 septembre 1915, pour l'Extrême-Orient.

Le programme de la Mission

Le but poursuivi par cette mission était de se rendre compte, en vue de leur développement dans l'intérêt général français, des ressources économiques et commerciales des provinces chinoises avoisinant le Tonkin et des ressources de la province du Se-tchouan.

En dehors d'une enquête commerciale sur l'Indo-Chine, principalement dans ses rapports possibles avec les provinces chinoises, dont elle est limitrophe, d'une enquête économique sur ces provinces et sur le parti qu'on pourrait en tirer, toute une série de questions d'ensemble furent signalées comme devant faire l'objet des recherches de la Mission :

1° *Communications et transports*

1° Ports de la côte, importateurs et exportateurs, organisation, etc.; 2° routes de terre: distances et durées des trajets, état d'entretien, sécurité, villes et marchés sur la route, foires, nœuds de route, barrières de douanes et octrois.

Modes de transport: porteurs, bêtes de somme, véhicules, nombre, organisation (entreprises, etc.), emballage, poids transportés, mouvement commercial, prix de transport (marchandises et personnes), chances d'amélioration (routes, chemins de fer, etc.).

3° Voies fluviales: navigabilité, régime (hautes et basses eaux), rapides, crues, ponts, bacs et gués. Distances et durée des trajets; modes et prix de transports (grandes et petites jonques), tonnage, mouvement commercial, barrières de douanes, péages, chances d'amélioration.

4° Douanes et droits intérieurs: douanes impériales, droits perçus (spécifiques ou *ad valorem*?); mode de perception; organisation. Douanes provinciales et octrois, montant des droits, etc.; comment les traités sont-ils observés à ce point de vue?

II. — *Production*

Géographie physique: Nature du sol, climat,

température maxima, minima, moyenne, régime des pluies.

1° Produits naturels : Agriculture, principales cultures, surface cultivée et rendements approximatifs, récoltes (nombre et époque, etc.), prix. Horticulture : culture maraîchère, prix, forêts, usines et carrières (industries extractives), pétrole, sel, etc., prix ;

2° Produits manufacturés (industries proprement dites) : a) industries textiles ; b) industries métallurgiques ; c) industries diverses. A propos de chacune d'elles : Matières premières employées, méthodes de fabrication, chiffre approximatif de la production ; échantillons, centres de fabrication, organisation du travail (petite industrie familiale ; petite industrie patronale) ; salaires ;

3° Exportation et débouchés : Intérieurs, extérieurs, chiffres approximatifs actuels (poids et valeurs) ; chances de développement (comme ci-dessus).

III. — *Consommation*

1° Principaux marchés et centres de population, population approximative ;

2° Consommation actuelle, besoin (nourriture, vêtement, habitation). Besoins sociaux (Pagodes, théâtres, lecture, etc., etc.) ;

3° Richesse ou pauvreté de la population. Critériums actuels (objets de luxe) ;

4° Importations : Indigènes, poids et valeurs étrangères ; concurrence anglaise ; japonaise ; allemande ; etc... ; état actuel, échantillons, prix de vente, provenances, organisation du commerce étranger.

IV. — *Commerce*

Instruments d'échange. Usages commerciaux et de banque.

1° Monnaies, poids et mesures dans les différentes provinces et localités ;

2° Comment se font et se règlent les affaires :

1° Entre indigènes (grands marchands ? Syndicats de marchands, Guilds ?

2° Entre indigènes et étrangers ; organisation actuelle (courtiers ? compradors ?). Principales maisons, surface commerciale ? négociants chrétiens ? étrangers établis ?

3° Chances de transformation de l'organisation commerciale ? chances de vente ou d'achats directs au consommateur ou au producteur ;

4° Banques : Clearing houses ? modes de paiement ? escompte ;

5° Questions d'argent et de change.

V. — *Questions diverses*

Etat social ; état de la richesse publique. Etat et

régime de la propriété. Dispositions morales des mandarins, des marchands et de la population en général vis à-vis des étrangers, de leurs marchandises et de leurs procédés. Avenir au point de vue de la population et de la richesse. Avenir au point de vue industriel.

SECTION II

Rapports et notes sur les pays et les provinces visités par la mission

Les rapports et notes rédigés par la Mission sont relatifs à diverses provinces chinoises. Commençons d'abord par la province de Yunnan. Cette province a une superficie de 380.000 kilomètres carrés et une population de 7 à 8 millions d'habitants. Elle a comme principales productions : 1° les mines de fer, de cuivre, de plomb argentifère en très grande abondance, d'étain, de zinc, de mercure, probablement de nickel, et enfin elle possède de la houille également en grandes quantités ; 2° l'opium. Ce produit avait remplacé les mines comme principale production et richesse de Yunnan. Il était difficile d'avoir une statistique précise de la production de l'opium au Yunnan, notons cependant que cette province en exportait chaque année une quantité considérable vers Kouang-si, Se-Thouan, Kouï-tchéou, Tonkin et autres localités, avoisinantes ; 3° Plantes médicinales.

C'est également un des gros commerce de la province ;
4° Le thé de Pou-eurt. Ce thé est cultivé dans toute la région au sud de Se-Mao-ting et de Pou-eurt-fou, entre les bassins du Mé-hong et de la rivière noire. Les plantations des montagnes donnent un produit bien supérieur à celui des cultures des parties basses de ce district ; 5° Le musc. Déjà au xvi^e siècle, le musc provenant du Yunnan était très recherché sur le marché du littoral par les négociants chinois et même par les Portugais et les autres étrangers faisant le négoce avec l'Europe ; 6° Les peaux de bœufs. Elles ne sont pas encore arrivées dans les ports en raison des difficultés de transport par terre. Il existe au Yunnan trois principaux courants commerciaux.

a) Le courant du nord-est, par lequel s'effectuent les relations entre cette province et le Se-Tchouan ;

b) Les deux courants de l'ouest et du sud-ouest ;

c) Le courant du Sud-est, de beaucoup le plus important des trois, puisqu'il comprend à la fois les échanges par la voie du fleuve Rouge, et ceux avec Pak-hoi par Pésé et la branche inférieure du Si-Kiang.

I. — *Relations avec le Se-Tchouan*

Parmi les marchandises importées dans cette province, il faut noter les cotonnades de fabrication chinoise, provenant surtout du Hou-pé (région de

Cha-che). Ces toiles sont aussi importées, en petites quantités, du Se-tchouan. La valeur de la marchandise ainsi importée est estimée à 3.200.000 francs par an. Les cotonnades étrangères ne fournissent qu'un appoint absolument insignifiant. Il n'est pour ainsi dire pas importé de coton brut ni de fils de coton. Les autres importations consistent en quelques lainages, un peu de soie et de soieries du Se-tchouan. Comme exportation, on peut citer les produits des mines de cuivre et de plomb argentifère, qui s'en vont vers le Se-tchouan ; l'opium, qui constitue l'exportation la plus importante (2.400.000 francs par an). Viennent ensuite le thé, les substances médicinales, le musc et l'indigo.

II. — *Relations avec la Birmanie*

A l'importation de Birmanie en Chine, les marchandises consistent surtout en coton et cotonnades. Elles représentent, pour l'année 1896-1897, une valeur de 1.895.000 roupies, sur un total d'importation de 2.302.000 roupies (1). Quelques lainages, des provisions (surtout du lait en conserve) ; du sel et du pétrole sont aussi importés par cette voie en Chine.

1. La valeur de la roupie a oscillé entre 1 fr. 50 et 1 fr. 75.

A l'exportation vers la Birmanie, les principales marchandises sont :

La soie grège.....	415.875	roupies
Les animaux.....	92.826	—
L'orpiment.....	81.165	—
Des provisions diverses....	67.897	—
Des textiles divers.....	60.475	—

Les peaux ne représentent qu'une valeur de 40.000 francs.

III. — *Courant commercial du Sud-Est*

La sphère d'influence de Moung-tse représente plus de moitié de la population de la province et elle déborde sur les autres sphères d'influence, puisque les fils de coton entrant par Moung-tse sont expédiés dans les localités avoisinantes.

Voir les principales importations et exportations de Moung-tse pendant la période 1893-1897 (tableau pages suivantes).

DÉSIGNATION des produits	UNITÉS	1893	1894	1895	1896	1897
<i>Coton et filés de coton.</i>						
Coton brut (Ton- kin).....	kilogs.	176.609	272.947	205.903	55.688	99.962
Filés de coton in- diens.....	—	2.957.425	1.704.548	3.055.032	2.812.804	3.451.437
Filés de coton ja- ponais.....	—	Néant	Néant	Néant	Néant	144.416
<i>Cotonnades.</i>						
Shirtings écrus (grey-plain)...	pièces	4.381	6.640	8.850	8.880	16.994
Shirtings blanc (white).....	—	359	399	318	404	504
Shirtings doths..	—	9.299	12.896	10.021	13.918	15.170
Shirtings cam- bries.....	—	1.649	1.418	1.502	1.800	1.556
Shirtings velve- teens.....	—	1.312	663	1.215	1.424	1.229
Serviettes.....	douzaines	1.793	597	154	1.603	390
<i>Lainages.</i>						
Camlets anglais..	pièces	558	235	214	198	107
Longs fils.....	—	3.981	1.635	2.836	3.451	5.458
Spanish stripes..	—	267	317	414	544	190
Cloth broad me- dium (drap russe).....	—	162	93	12	155	130
Couvertures....	—	Néant	Néant	Néant	Néant	237
<i>Articles divers.</i>						
Tabac.....	kilogram.	355.519	540.519	627.918	526.443	505.729
Allumettes euro- péennes.....	grosses	8.644	7.684	2.308	5.631	Néant
Allumettes ja- ponaises.....	—	4.913	8.471	13.822	20.959	32.982
Allumettes ton- kinoises.....	—	Néant	Néant	Néant	Néant	1.458
Pétrole améri- cain.....	litres	16.155	25.402	31.680	33.575	33.885
Pétrole Lumatra.	—	Néant	Néant	7.740	8.129	Néant
Bois de cercueil.	pièces	22.412	21.310	25.673	25.359	23.150

DÉSIGNATION des produits	UNITÉS	1893	1894	1895	1896	1897
Boutons en cui- vre.....	grosses	8.360	10.841	170	5.050	10.863
Articles divers, parapluies eu- ropéens et japo- nais.....	pièces	3.652	7.065	688	3.730	12.427
Miroirs.....	—	1.208	2.407	526	Néant	Néant
Aiguilles à cou- dre.....	mille	640	10.920	730	3.710	8.854
1. Etain.	kilogs.	1.951.282	2.377.042	2.464.380	2.101.430	2.512.560
2. Thé de Pou- eurt.....	—	123.457	73.688	137.470	72.547	54.239
3. Opium.....	—	21.804	38.535	36.421	24.582	31.729
4. Peaux.....	—	4.046	6.402	9.724	21.260	4.530
5. Cornes.....	—	28.909	11.516	1.389	7.941	1.340
6. Médecines....	francs	18.340	10.560	20.172	15.397	30.828
7. Arachides....	kilogram.	12.019	8.832	7.610	18.240	Néant

Notes sur Canton

La Mission Lyonnaise n'a fait qu'un court séjour à Canton.

Voici les principales importations à Canton (1893-1897).

Coton, lainages, cotonnades, tabac, allumettes, pétrole américain, pétrole russe, couleurs d'aniline, vieux fer, étain, haricots et pois, blé, riz, et opium. Les exportations ont principalement pour objet les articles suivants :

Sucre, soie, soieries, thé noir, nattes, rotins, cassia lignea. Il est à remarquer que le pétrole a donné lieu à une consommation énorme et grandissante dans toute la Chine méridionale. La Mission n'avait

indiqué que les principales marchandises pouvant intéresser l'Europe, ou, parmi les importations ou exportations indigènes, seulement celles qui peuvent concerner le Tonkin, comme le riz ou le tabac par exemple.

Le port de Hong-Kong, en raison de son importance commerciale a été aussi visité par la mission. Il n'est pas possible de citer, dans le cadre restreint de notre étude, le mouvement important de son négoce tant au point de vue de l'importation qu'à celui de l'exportation des marchandises. Notons néanmoins que le trafic de Hong-Kong avec l'étranger se fait par un nombre considérable de lignes de navigation, et que c'est, en effet, avec le monde entier que ce port procède à des échanges ; la liste est longue des contrées qui sont ses tributaires. Ainsi le port de Hong-Kong reçoit de la Cochinchine et du Cambodge : du riz, du coton, des pores, des viandes salées et des poissons salés. Du Tonkin et de l'Annam : du riz ; les bonnes années ; plus des porcs et des volailles, du poisson salé, des bêtes de mer, des médecines, des bois, du coton, des rotins et quelques soieries. Hong-Kong expédie en Indo-Chine ; des filés de coton, du pétrole, du ciment, des bois divers, des métaux, du papier, des bougies de culte, des pièces d'artifice, des meubles, des cordages, de la vannerie, de la sparterie, de la poterie, de la porcelaine, des chapeaux, souliers chinois,

ouvrages en bambou, articles laqués, cuirs travaillés, malles, bourses et bottes, etc...

Rapport sur le Kouï-Tchéou

Dans la région du nord-est, la production consiste surtout en blé, maïs ; mais il n'y a que peu de riz et d'opium. On a signalé aussi les mines de soufre et de fer. Mais la grande ressource de la région du nord-ouest est surtout l'exploitation des mines ; il y aussi du chanvre, des noix de galle et quelques plantes médicinales. La région de l'est exporte annuellement plusieurs milliers de fardeaux de médicaments, surtout des patates sauvages et un peu de papier. En résumé on peut dire que le commerce extérieur de Kouï-tchéou (importation des marchandises étrangères), se chiffre par 7 millions de francs environ. Il faut ajouter quelques importations de la même catégorie venant de Se-tchouan. A l'exportation : l'opium dans toutes les provinces ; les huiles végétales dans le nord-est, le bois dans le sud-est ; certains produits tropicaux, comme l'indigo et le camphre et aussi les peaux de buffles, dans les régions basses du sud, pourraient donner lieu à des mouvements plus importants. Il en va de même des produits des mines : mercure surtout et argent, et probablement du cuivre dans le sud ; fer dans l'est : On a signalé également la présence de pétrole.

Rapports sur Se-tchouan

Se-tchouan est une des plus riches provinces méridionales que la Mission a pu visiter. Les principales productions sont : le thé, noix de galle, du charbon, du fer et d'autres métaux, du papier, oranges, mandarines, soie de mûrier et de chêne.

En ce qui concerne l'exportation de cette province, la douane impériale a estimé le commerce extérieur total du port de Tchoug-King à 64 millions de francs. Les soies de porc du Se-tchouan, qui servent pour la broserie, sont particulièrement appréciées. Le seul commerçant anglais établi à Tchoung-King M. Little, s'en était fait une spécialité, ainsi que de la laine.

L'exportation de ces soies est en croissance et atteint presque l'importance de celle de Tien-Tsin. Quant à l'importation, celle du coton, des filés, et des cotonnades peut représenter une valeur annuelle de 40 à 50 millions de francs. Les teintures d'aniline pourraient trouver aussi un débouché plus important dans cette province, où le tissage du coton et de la soie est très actif. D'autres marchandises étrangères sont aussi importées comme les lainages, le pétrole, les substances médicinales, les fils de fer, les montres et pendules, la bijouterie fausse (ornements de tête, etc... pour les femmes), les savons et la parfu-

merie, les aiguilles, la gobeleterie, la verrerie, les glaces et les lampes, les boutons de fantaisie, les allumettes etc...

Cette province paraît renfermer tous les éléments naturels d'un grand développement manufacturier :

1° Le charbon et le fer, le premier surtout en abondance; 2° Les matières premières de plusieurs industries. Pour les industries extractives : les métaux précieux, le cuivre, le sel, le pétrole ; pour les industries textiles : la soie, sans conteste ; le chanvre et la ramie, peut-être le coton et la laine ; 3° Une main d'œuvre abondante, c'est-à-dire à bon marché, habile et docile ; 4° Un réseau fluvial intérieur, navigable, très important.

Pour le moment, deux causes retardent l'évolution industrielle de cette province :

1° L'excès même de la population qui maintient le prix de la main-d'œuvre à un prix excessivement bas ; 2° Et cela d'autant plus que la caractéristique de la grande industrie est moins encore la production à bon marché que la production abondante, permettant de couvrir les frais de fabrication par une vente considérable. De là l'importance capitale des débouchés dans l'organisation manufacturière moderne ; puisqu'une grande industrie a essentiellement besoin d'exporter pour vivre.

Note sur le commerce de Han-Kéou

Les trois villes de Ou-tchang-fou, capitale de Hou-pé, et résidence du Vice-Roi des deux Hou (Houpé et Hou-nan), Han-yang et enfin Han-Kéou, groupées au confluent de la rivière Han, et du Yan Tsé, forment une des plus fortes agglomérations de la Chine entière.

Han-Kéou est surtout un centre de distribution remarquable. Ses principales exportations sont : le thé, les peaux, l'huile d'abrin, le suif végétal, le chanvre et la soie (grèges et surtout déchets).

Les importations consistent en cotonnades, elles représentent plus de 50 o/o de la valeur des importations étrangères. Le coton brut (de provenance chinoise, surtout du bas Yang-Tsé environ du Changhaï) est en augmentation frappante. Citons aussi les lainages, les teintures d'aniline, le pétrole et le sucre.

Les importations étrangères se font presque entièrement par l'intermédiaire d'autres ports chinois, c'est-à-dire de Changhaï. Plusieurs essais ont été faits par des maisons anglaises en vue d'établir à Han Kéou l'importation directe. Ces essais n'ont pas eu jusqu'ici d'heureux résultats.

Rapport sur les mines et la métallurgie

- 1° Mines du Yunnan ;
- 2° Mines du Kouï-Tchéou ;
- 3° Mines du Se-tchouan.

I. — Mines du Yunnan

Il y a dans cette province des mines très anciennement exploitées (1637-1823) ; la province comptait autrefois 54 mines. Elles étaient presque toutes des mines de cuivre et pouvant fournir, en pleine production, plus de 5.000 tonnes de ce métal. Il y a également des mines encore exploitées actuellement. Elles sont au nombre de 51 et produisent environ :

Cuivre	1.100 tonnes
Plomb	2 598 —
Zinc	2.430 —

Quant aux mines de charbon de la province, on trouve notamment des gisements de houille importants dans la chaîne des montagnes appelée Pei-shan. Mais, d'une manière générale, on peut dire qu'il y a du charbon un peu partout. On trouve également des salines qui, sans être comparables à celles de Se-tchouan, offrent cependant une certaine importance.

Les métaux bruts ne peuvent être ni vendus ni achetés en concurrence libre. L'exploitation des

mines, faite par des particuliers, est surveillée très étroitement par des mandarins détachés au bureau des mines et cet organe fait l'achat de la production totale à un prix qu'il fixe lui-même.

II. — *Mines du Kouï-tchéou*

Les minéraux sont la grande richesse du Kouï-tchéou comme du Yunnan. Houille, cuivre, zinc, plomb argentifère abondent. Les mines de fer du district de Tsin-Ki (dans l'est) sont célèbres. Le charbon existe en grande quantité.

Mais la caractéristique de la province, surtout autrefois, était l'exploitation du mercure, ou plus exactement du cinabre. On en rencontre à la fois dans le nord-est et dans le sud, près de la frontière du Kouang-Si.

III. — *Mines du Se-tchouan*

Sel. — De toutes les substances minérales exploitées dans la province, c'est le sel qui donne lieu à l'industrie la plus active.

Il y a actuellement dans cette région trois districts salins des plus importants, dont la production alimente non seulement la province, mais fournit encore les marchés des provinces voisines. Il existe certainement d'autres régions salifères, mais les

autorités chinoises ont limité à ces trois districts l'exploitation du sel. Partout ailleurs, l'ouverture des puits est interdite.

Les salines de la province sont exploitées sous le contrôle du Gouvernement provincial, qui en tire des revenus assez importants.

Indépendamment du sel, le sous-sol du Se-tchouan fournit du charbon, du minerai de fer, de l'or, du cuivre, de l'argent, etc., le charbon se trouve presque partout dans la province, donnant lieu à de petites exploitations qui subviennent aux besoins locaux.

L'exploitation du charbon est absolument libre en Chine, et le premier venu peut ouvrir une mine; bien entendu il lui faut préalablement acheter les terrains au milieu desquels débouchent les galeries ou bien faire un contrat avec le propriétaire auquel revient une partie de la production.

Rapport sur la soie

Le Yunnan et de Kouï-tchéou, les deux provinces que la Mission lyonnaise a parcourues après avoir quitté le Tonkin, produisent de la soie en faible quantité. Mais, par contre, le Se-tchouan est certainement l'un des centres soyeux les plus importants de la Chine. L'élevage du ver à soie est pratiqué dans tous les districts du Se-tchouan central, et toutes les variétés de mûriers s'y rencontrent. La production

moyenne annuelle s'élève à 2.400.000 kilogrammes. La consommation locale absorbe 1.500.000 kilogrammes environ ; le reste est exporté sur le Yunnam, le Chen-si et surtout sur le bas Yang-Tsé et à Changhaï. Les premières graines de vers à soie ont été importées au Se-tchouan par un mandarin nommé Yao, originaire de Tché-Kiang. L'élevage des vers à soie est une industrie tout à fait familiale, en ce sens que chaque famille élève elle-même une petite quantité de vers, sans faire jamais appel à des salariés pour l'aider.

Rapport sur le coton et les cotonnades

Le coton se trouve un peu partout en Chine, depuis le Kouang-toung, jusqu'au Chantung et au Tchéli, du Se-tchouang au Tché-Kiang ; mais les grands centres producteurs sont : Kian-sou, Tché-kiang, Ngan-houei, Houpé et Se-tchouan.

La Chine produit assez de coton pour en exporter (en fait à peu près exclusivement au Japon).

Voici les chiffres fournis par les douanes pour les trois dernières années :

1895.	54.124 tonnes
1896.	25.253 —
1897.	29.765 —

Ces exportations se font principalement par Changhaï.

La diminution de la dernière année est due surtout à la création des filatures à Changhaï. La Chine est d'ailleurs, pour la même raison, obligée d'importer de plus en plus du coton.

1895	2.700 tonnes
1896	5.987 —
1897	9.679 —

Le coton brut du Hou-pé est surtout envoyé au Setchouan (4.200 à 4.500 tonnes par an). Dans la campagne de Hou-pé, grand centre de tissage riche ou pauvre, on tisse dans chaque habitation de la toile de coton. Il n'y a guère de patrons tisserands ayant chez eux un atelier de métiers. Chaque ouvrier tisse chez lui.

Les fils de coton et les cotonnades constituent le commerce d'importation de beaucoup le plus important. Ces deux articles réunis ont représenté, en 1897, environ 312 millions de francs. Les filés japonais sont en augmentation considérable, malgré la création de filatures en Chine. Les fils anglais restent au contraire stationnaires comme quantité.

Rapport sur les corps gras

La Chine est peut-être le plus puissant pays producteur d'huiles végétales.

Dans le règne animal, sa production est relativement faible, si l'on excepte la graisse du porc. Les

principaux produits oléagineux, appartenant au règne végétal, sont : le colza, le sésame, le pavot, l'arachide, la moutarde, l'abrasin, le thé sauvage, le soja hispida, les suifs végétaux blancs et verts, le coton et le ricin. Les autres sont négligeables : chènevis, noix, tournesol, chou, etc., et paraissent ne pas devoir de longtemps prendre un grand développement.

L'exportation sur l'étranger (Japon, Amérique, Europe, la Malaisie) a été en 1895 :

16.500 tonnes pour des graines diverses.

10.000 tonnes pour des huiles diverses.

7.500 tonnes pour les suifs.

A notre avis, il est regrettable que la mission lyonnaise n'ait pas continué ses études commerciales et autres dans les autres provinces de la Chine ; ce qui lui aurait sûrement procuré des informations plus approfondies concernant la richesse nationale chinoise.

QUATRIÈME PARTIE

DIVERSES RELATIONS DE LA CHINE AVEC LA FRANCE

CHAPITRE PREMIER

Relations commerciales et industrielles

1. — *Route de la soie de la Chine avec l'Europe dans l'antiquité*

La Chine, dans l'antiquité, était célèbre comme pays producteur de la soie : le ver à soie et le mûrier sont en effet indigènes du nord de ce pays ; l'art de la soie proprement dit resta le secret de la Chine jusqu'au vi^e siècle de l'ère européenne ; il en est ainsi depuis que le fameux général chinois Pan-Tchao a conquis tout le bassin du Tarin, formé des cours d'eau qui baignent les villes du sud des Tien-chou, dont le réservoir rendit plus faciles les relations entre l'ouest et l'est de l'Asie. C'est à cette époque qu'il faut placer les renseignements sur la route de la soie,

donnés par les négociants macédoniens ; cette route conduisait d'Hiérapolis sur l'Euphrate à Bactres puis, vers le nord, au district montagneux de Komedi, qui sépare l'Oxus de la rivière de Wakhshal ; elle traverse ensuite les pâturages du plateau de l'Aloi et quitte le bassin de l'Oxus pour celui de Tarim ; par la passe de Toun-Murum, on gagnait la route qui met Kachgar en communication avec le Ferghana, après avoir franchi la tour de pierre, dont la position n'est pas encore fixée et qui n'est pas sans doute celle que l'on rencontre en remontant du Tagh-Doum-bosh Pamir vers le nord (1). On dit que la route de la soie fut celle qui rendit possible, pour la première fois, des relations commerciales entre la Chine et les différents pays européens.

2. — Porcelaine

C'est un célèbre produit de la Chine que la porcelaine ; elle a été connue au moyen âge en Europe ; ce fut à la fin du xv^e siècle, après la découverte du cap de Bonne-Espérance et l'ouverture de la route des Indes et de la Chine, que le grand pays de l'Asie orientale et son industrie commencèrent à être généralement connus en Europe ; d'abord les commerçants portugais débarqués à Canton, en 1514, n'amenèrent qu'une lente

1. Voir Cordier, *La Chine en France au XVIII^e siècle*, p.4.

diffusion des marchandises chinoises dans l'Occident ; mais, lorsque les Hollandais pénétrèrent à leur tour dans l'Asie orientale, un trafic considérable s'établit à travers l'Océan indien et les affaires prirent un essor inconnu jusqu'alors ; les négociants hollandais transportèrent la porcelaine chinoise en Europe et ils l'importèrent en France ; Marco Polo a parlé de la porcelaine fabriquée à Fou-Tsien ; on conserve au Louvre, dans la belle collection de M. Ernest Grandidier, un brûle-parfums qui a appartenu au célèbre voyageur vénitien : ce brûle-parfums vient du baron Davillier, qui l'avait reçu en présent d'un des gardiens du trésor de Saint-Marc, à Venise. C'est une porcelaine blanche, de l'époque de la dynastie de Soung. Au musée Guimet ont été recueillis des plats, des soucoupes, des tasses, des portraits de saints, qui sont ornés de peintures chinoises. Après avoir dénaturé la porcelaine de Chine, on se mit à l'imiter, et on décora les produits locaux de sujets représentant des personnages chinois ; en France cette industrie est extrêmement prospère, et elle est répandue sur toute l'étendue du territoire.

3. — *Le thé*

On trouve la mention, dans un connaissance datant de 1650-1651, d'une importation de thé japonais à Amsterdam sous le nom de Thia ; ce docu-

ment ajoute que, dans une lettre écrite par les dix-sept directeurs de la compagnie des Indes orientales au gouverneur général, il est dit que « comme le thé commence à devenir en usage parmi quelques amateurs, nous attendons quelques vases de thé chinois aussi bien que japonais ». M. Colenbrander pense que le thé a été importé sur une grande échelle vers 1667. Par lettre écrite en 1648, Gui Patin demandait au docteur Spon à Lyon s'il y a beaucoup d'inconvénients à la consommation du thé ; le thé commençait donc alors à se répandre en Occident ; ce ne sera toutefois qu'au XVIII^e siècle que le thé sera définitivement adopté en Europe et en France.

4. — *De la connaissance des littératures chinoises par les philosophes français*

La Chine se fit aussi connaître en Europe par ses livres : le père Philippe Couplet, lors de son voyage en Europe en 1680, révéla les livres classiques de Confucius, traduits par Ignacio Da Costa ; mais le premier apport sérieux de livres chinois en Europe est dû au père Joachim Bouvet, qui, revenant de Pékin en 1697, remettait au roi (1), de la part de l'Empereur Kiang-Si, 49 volumes chinois, en échange desquels Louis XIV envoya un recueil de ses estampes

1. Voir Cordier, *la Chine en France au XVIII^e siècle*, p. 113.

entouré d'une magnifique reliure : lors de cette acquisition, la bibliothèque du roi possédait quatre volumes chinois provenant des collections du cardinal de Mazarin. En 1753, l'Empereur Kien-Loung ordonna l'impression d'une bibliothèque des ouvrages les plus estimés en Chine ; elle devait se composer de 160.000 volumes. Les jésuites envoyèrent de Pékin en France ces éditions impériales, qui font aujourd'hui l'ornement de la bibliothèque nationale ; d'ailleurs, ces missionnaires, dans leurs efforts et dans leur travail, rédigeaient des mémoires et leurs manuscrits forment la base des grandes collections connues sous le titre de *Descriptions de la Chine*.

Au xviii^e siècle, Diderot a écrit ceci dans le *Dictionnaire encyclopédique* : « Les peuples chinois sont, d'un consentement unanime, supérieurs à toutes les nations de l'Asie, par leur ancienneté, leur esprit, leur politique, leurs progrès dans les arts, leur sagesse, leur goût pour la philosophie. La morale de Confucius est bien supérieure à sa métaphysique et sa physique. » Diderot pose même le problème de la conquête de la Chine, dans sa réfutation de l'ouvrage d'Helvétius.

C'est en Chine que Jean-Jacques Rousseau cherchera le principal argument de son discours sur la question suivante : « Le rétablissement des sciences et des arts a-t-il contribué à épurer les mœurs » ? (1)

1. Cordier, *la Chine en France au XVIII^e siècle*, p. 121.

Montesquieu, également, connaît non seulement la description de la Chine, mais aussi les traductions des livres classiques chinois ; certaines sont insérées dans son grand ouvrage ; on peut citer encore : le journal de Lange, envoyé russe à Pékin. De nombreux chapitres de l'*Esprit des lois* sont consacrés à la Chine (1).

1. *La Chine en France au XVIII^e siècle.*

CHAPITRE II

Relations d'enseignement entre la Chine et la France

1. — *La société franco-chinoise d'éducation*

Il est formé entre les personnes qui adhèrent aux présents statuts une association déclarée, qui prend le titre : *Société franco-chinoise d'éducation*. Elle a été créée en 1915 ; sa durée est illimitée, son siège social est à Paris, elle a une succursale à Pékin. La Société a pour but l'extension des relations entre la Chine et la France et spécialement le développement moral, intellectuel et économique de la Chine par l'enseignement de la science et des idées françaises.

La Société comprend trois sections : 1° la *section philosophique et morale*, qui a pour objet de diriger l'enseignement public de la France moderne en Chine. Elle se chargera de rédiger ou de traduire et de publier des ouvrages français et chinois, ainsi que des bulletins périodiques comme organe de propagande de la société ; 2° la *section scientifique et scolaire*, qui a pour objet : d'établir des relations entre

les organisations savantes de deux pays, de créer des établissements scientifiques en Chine ; d'attirer le plus grand nombre possible d'étudiants chinois en France (actuellement il y a presque mille étudiants chinois qui s'instruisent en France) ; de faciliter aux Français les séjours d'études en Chine ; d'organiser des cours post-scolaires pour les travailleurs chinois en France ; de multiplier les écoles et les cours de Français en Chine ; de créer des écoles ou des cours de Chinois en France ; 3° La *section économique et sociale*, qui a pour mission de développer les rapports économiques entre la Chine et la France et de faciliter, conformément aux principes d'égalité et de justice de la République française, l'organisation du travail des ouvriers chinois en France (1).

2. — *Les travailleurs chinois en France pendant la guerre européenne 1914-1918*

La mobilisation ayant entraîné, en France comme ailleurs, un déficit important de main-d'œuvre, le Gouvernement français fit appel aux travailleurs coloniaux et étrangers. En décembre 1915 une mission française fut envoyée en Chine pour y recruter la main-d'œuvre. Le syndicat chinois, de concert avec la mission française, élaborâ une formule de

1. Voir les statuts de la *Société franco-chinoise d'éducation*.

contrat d'engagement ; un premier contingent de plusieurs milliers de travailleurs fut réuni vers le milieu de l'année 1916. Le recrutement s'effectua d'abord dans le nord de Chine, avec Tien-Tsin comme point de rassemblement ; mais, par suite de circonstances politiques, le recrutement dans le nord fut arrêté et recommença dans le sud ; Hong-Kong devint le point de concentration et d'embarquement. D'autres camps de travailleurs furent peu à peu établis à Tsing-Tao, à Poukéou et à Sanghaï.

Suivant leurs aptitudes professionnelles, les hommes ainsi recrutés furent classés en deux grandes catégories.

La première, de beaucoup la plus nombreuse, celle des travailleurs proprement dits, comprit tous ceux qui n'avaient pas de métier. La seconde, celle des spécialités, fut composée en général d'ouvriers d'usines, d'arsenaux, d'ateliers de construction ou de réparations mécaniques. Ces deux catégories furent l'objet de contrats différents. Les contrats des travailleurs furent établis pour une durée de cinq ans ; ceux des ouvriers de spécialités pour une durée de deux ans, avec salaire plus élevé que celui des premiers. Peu après que la Chine eut déclaré la guerre à l'Allemagne, le Gouvernement chinois institua un bureau d'émigration, chargé de suivre toutes les questions intéressant le recrutement des travailleurs en Chine et leur protection à l'étran-

ger (1). Le peuple chinois espérait que les travailleurs, de retour en Chine et instruits de l'expérience technique qu'ils auraient acquise, constitueraient une main-d'œuvre toute prête pour le développement des industries qui ne manqueront pas de s'établir en Chine, où les matières premières existent en abondance.

3. — *Institut des Hautes Etudes chinoises*

Sous la présidence de M. Paul Appell, son nouveau Recteur, le Conseil de l'Université de Paris vient tout récemment de tenir une séance plénière. Après avoir rendu hommage au regretté prédécesseur de M. Appell et adressé à Mme Lucien Poincaré et à M. Raymond Poincaré l'expression de sa profonde sympathie, le Conseil a immédiatement discuté les affaires courantes et entendu un rapport de M. Brunot, doyen de la faculté de Lettres, sur la création d'un Institut des Hautes Etudes chinoises.

A cet effet, la République chinoise offre 100.000 manuscrits, qui constitueront une source précieuse de recherches et de travaux, unique en occident.

L'inauguration a eu lieu en Sorbonne, le 13 avril 1920. L'Institut des Hautes Etudes chinoises a pour objet de développer les relations intellectuelles entre

1. Voir le *Temps*; supplément illustré de septembre 1919.

la Chine et la France. Il s'est proposé, pour atteindre ce but : 1° de prêter un concours actif à l'organisation d'un enseignement supérieur chinois dans les Universités françaises et notamment à l'Université de Paris ; 2° de fonder des bibliothèques chinoises avec un personnel spécialité de bibliothécaires et de traducteurs ; 3° d'aider à la création d'une Académie des Sciences en Chine (1).

4. — *Le but du prochain voyage de M. Painlevé pour la Chine*

Enfin M. Painlevé est sur le point de partir pour la Chine, en vue d'entretenir et de développer entre la Chine et la France les relations intellectuelles, scientifiques et techniques.

Voici le projet de ce voyage, que le journal *Excelsior* a publié le 26 avril 1920, à la suite d'un entretien entre M. Painlevé et Marcel Pays, rédacteur au dit journal.

« J'assistais, en mars 1912, avec M. Anatole France, à un banquet, offert par l'Union sino-française et le Comité républicain des Chinois d'Europe à leurs amis de France.

« Avec l'éloquence fleurie qui lui est coutumière l'illustre auteur de *Jérôme Coignard* parla « de l'aïeule

1. Voir le *Temps* du 24 mars 1920.

vénérable des peuples de la terre, cette Chine, qui était déjà savante et polie quand la barbarie couvrait encore le monde », et qui venait de briser les liens antiques de la conquête.

« D'ores et déjà, les intellectuels chinois me pressaient de visiter leur pays, qui, sans rien sacrifier de sa civilisation dix fois millénaire, commençait à s'ouvrir au progrès scientifique et aux idées politiques d'occident.

« La dictature de Huen-Chi-Kaï paralysa momentanément l'essor de la jeune république chinoise. La mort du dictateur permit au mouvement démocratique de se développer dans le vieil empire aux ressources immenses et encore inexplorées. Actuellement, les grandes cités chinoises, ouvertes aux transactions avec l'Europe et l'Amérique, s'adaptent à merveille à la civilisation occidentale.

« Pour les Français casaniers, la Chine est le pays charmant de l'opérette, où des hommes innombrables poursuivent, avec une paisible obstination, leur rêve intérieur ; tissent des étoffes soyeuses aux dessins capricieux ; fondent, en bronze, des vases et des dieux d'une beauté mystérieuse, calme ou farouche et ajoutent, chaque siècle, à la sagesse des ancêtres quelques livres nouveaux, écrits lentement, en caractères rares, car la pensée du sage ne doit point connaître la précipitation.

« Cette conception retarde. Elle témoigne d'une

méconnaissance profonde de l'intelligence chinoise, active, pénétrante et d'une facilité d'assimilation égale, sinon supérieure, au génie japonais, le Japon n'étant, en somme, qu'une branche merveilleusement fructueuse de l'arbre chinois d'une antiquité immémoriale.

L'IDÉALISME CHINOIS

« Plus méditatif et profond, plus calme et pacifique que le Japonais, le Chinois a une propension marquée à l'idéalisme le plus généreux et désintéressé. Il ne faut pas oublier que les philosophes et les moralistes chinois prononcèrent les premières sentences d'humanité et de charité, et que leurs doctrines, loin de rester lettres mortes, façonnèrent la mentalité d'hommes innombrables, aux mœurs douces et profondément honnêtes.

« Dès le xviii^e siècle, les travaux des missionnaires jésuites révélèrent à l'Europe Confucius, et nos encyclopédistes constatèrent la conformité surprenante de ses préceptes avec ce qui devait devenir les principes de la Révolution.

« Cette morale humaine, sans mysticisme, et si noblement altruiste, la Chine moderne en reste pénétrée, comme la France elle-même. Aussi, les jeunes républiques chinoises se tournent-elles avec sympathies vers leurs sœurs aînées, la République française et la République des Etats-Unis.

« On sait l'influence et l'attraction que l'Amérique anglo-saxonne exerce en Chine. Toutes les grandes puissances dont les Gouvernements ont compris l'importance d'une pénétration pacifique en Chine, cherchent à s'y créer des sympathies et des appuis durables.

« La France ne saurait être défaillante, à l'heure où la Chine, en train de se moderniser, réclame des guides intellectuels et des conseillers techniques. Tout ce que nous laisserons périliter de la culture française en Chine, demain, la kulture allemande en bénéficiera à notre détriment.

« La civilisation française — comme les civilisations grecques et latines qui l'ont modelée — est celle qui s'adapte le mieux aux civilisations autochtones, dont elle permet la libre évolution. La Paix du monde n'a rien à gagner à une Chine américanisée ou anglicanisée, selon des méthodes exclusivement industrielles et commerciales. Sans chercher le moins du monde à porter ombrage à nos amis et alliés, nous avons l'obligation morale d'entretenir et de développer les relations intellectuelles, scientifiques et techniques, qui existent, d'ores et déjà, entre la Chine et la France.

« Mon voyage n'a pas d'autre but. Je suis invité par le Président de la République du Nord, M. Shu, dont je serai l'hôte personnel, et je pars, avec l'approbation et les instructions du ministre français des

affaires étrangères. Je ferai de mon mieux pour que le monde chinois, qui représente un tiers de l'humanité, qui renferme des richesses inexplorées, et qui a une puissance virtuelle de civilisation prodigieuse, soit mieux connu des intellectuels et des hommes d'action français.

« Je m'efforcerai surtout d'orienter les hautes études chinoises vers la France, où les étudiants chinois viennent chaque année, de plus en plus nombreux. Comme je ne compte pas moins d'amitiés agissantes parmi les républicains du Sud que parmi les républicains du Nord, je crois pouvoir rallier à la France des sympathies effectives dans la Chine entière. Peut-être pourrai-je, de la sorte, contribuer à des rapprochements sur la base d'une compréhension meilleure, dans l'intérêt de la Chine elle-même, aussi bien que dans l'intérêt du prestige intellectuel de la France ».

CONCLUSION

Par les développements que nous avons exposés dans les chapitres précédents, on peut se rendre compte des différents aspects des relations possibles entre la France et la Chine et on peut constater aussi que des sentiments d'attachement réciproque existent profondément entre les deux nations.

Au point de vue de la politique, la Chine est toujours pacifique comme la France ; les théories de Confucius avaient posé deux principes, qui servent de fondement moral dans les rapports soit des peuples entre eux, soit des nations avec les autres nations : « ne faites pas aux autres ce que vous ne voulez pas qu'ils vous fassent à vous-mêmes », et encore « les hommes des quatre coins du monde sont tous frères ». Ainsi, depuis plus de deux mille ans, Confucius a proclamé ces principes de paix, de justice, de bonne entente, de fraternité internationale, qu'on cherche maintenant à appliquer. Quand M. Wilson a fait connaître ses quatorze propositions, acceptées par toutes les puissances, on a cru à l'application

de ces principes, qui ne sont nullement nouveaux, puisqu'ils sont conformes à ceux de Confucius, mais qui avaient pour résultat d'établir sur des bases solides la paix mondiale grâce à laquelle le monde pourrait enfin espérer de voir régner le droit et la justice. Fidèles à ces principes, les Chinois n'ont jamais ambitionné de conquête ni désiré étendre leurs frontières.

D'ailleurs, pourquoi la Chine s'est-elle jointe aux Alliés dans la guerre actuelle ? Parce qu'elle voyait l'Allemagne violer constamment le droit international et toutes les lois de l'humanité ; parce que les agissements barbares, sur terre et sur mer, de la nation germanique ont révolté la conscience mondiale ; aussi, le 14 août 1917, la Chine déclarait-elle la guerre à l'Allemagne et à l'Autriche ; elle a envoyé en France 130.678 auxiliaires chinois pour travailler à l'arrière du front ; un grand nombre furent tués ou blessés, scellant ainsi de leur sang l'union des deux peuples. Le Gouvernement chinois offrit même d'expédier en France une armée de 100.000 hommes pour renforcer les effectifs alliés et associés ; le conseil de guerre interallié de Paris avait favorablement accueilli cette offre, dont la réalisation n'a été ajournée que par le manque de moyens de transports.

Malheureusement, l'occupation japonaise du Chantung peut, à maints égards, être comparée à celle de la Belgique par les Allemands ; — Pourquoi la Chine

n'a-t-elle pas consenti à signer le traité de Paix ? — parce que la délégation chinoise à la Conférence de la Paix n'a pas voulu forfaire à l'honneur d'une signature, ni trahir le peuple du Chantung ; la Chine pacifique, depuis de longs siècles, a subi des guerres qu'elle ne voulut pas ; mais, puisque, aujourd'hui, l'Allemagne est vaincue, nous espérons que la France pourra remuer l'opinion européenne afin d'appuyer la réclamation de pleine souveraineté que la Chine formule pour tout ce territoire, d'ailleurs chinois, en vertu du principe de la liberté des peuples de disposer d'eux-mêmes ; sans cela, la paix du monde ne pourra jamais être maintenue.

D'un autre côté, au point de vue économique, la Chine est la nation la plus riche du monde. La richesse nationale de la Chine est légendaire en Europe depuis les voyages de Marco-Polo ; pour montrer la force productive de la Chine, on pourrait citer l'affirmation de Tichtofen, qui a dit : « la seule province du Chan-Si peut répondre à toutes les exigences de la consommation future du monde, quant à la houille sur la base actuelle, pendant trois mille ans ».

Mais les richesses de la Chine sont, pour la plupart, inexploitées ; s'il s'agit des richesses agricoles, on dira que les Chinois ont pourtant la réputation d'être des agriculteurs de premier ordre. Malheureusement, depuis plusieurs années, la Chine a subi la

guerre civile ; et, depuis la révolution, elle ne dispose, ni d'expériences techniques, ni des capitaux requis pour une telle entreprise. Dès lors nous pensons que pour développer les différentes industries de notre pays, il faudrait faire appel aux capitaux étrangers ; car la puissance industrielle de la Chine ne deviendra réelle qu'avec le concours des Européens, qui sauvegardera les intérêts de tous en même temps qu'il ménagera l'amour-propre de ces derniers.

Notamment la France est l'une des nations qui a toujours entretenu les plus amicales relations avec la Chine, ainsi que nous l'avons montré dans les précédents chapitres ; si les commerçants et industriels chinois se hâtent de prendre leurs dispositions, la France pourra, en toute sécurité, leur prêter des capitaux et, de son côté, la Chine pourra fournir des productions quelconques à la France en cas de nécessité. Si l'on examine les balances commerciales de la Chine avec la France depuis 1912 jusqu'à aujourd'hui, on constate que l'état de l'exportation de la Chine en France est beaucoup plus satisfaisant que celui de l'importation de la France en Chine.

C'est un fait que la grande majorité des commerçants français établis en Chine se consacre exclusivement à l'exportation. Or, pour un pays entreprenant, et qui est à même de mener à bien de grandes affaires à l'extérieur comme la France, il ne suffit pas qu'il compte des nationaux capables, il faut

que ses banquiers et ses compagnies de transport lui facilitent son action économique en ce qui regarde les relations avec la Chine, il est de toute évidence que la question des transports maritimes doit être, à cet égard, envisagée très sérieusement par les compagnies de navigation française pour le présent et l'avenir, et, en même temps, par les banques françaises. Nous attachons, de notre côté, la plus grande importance au développement de notre marine marchande. Enfin les Français d'Extrême-Orient, en créant à Changhaï, en 1916, la Chambre de Commerce française de Chine, ont non seulement prouvé leur désir d'étendre leurs affaires personnelles, mais, nous l'espérons, ils ont voulu ainsi pour la première fois, fournir le moyen de mieux connaître les besoins et les ressources de la grande République chinoise.

Il n'est pas douteux que, sous l'influence des efforts combinés que tentent actuellement les représentants des deux nations, le rapprochement plus étroit et plus intime de la Chine et de la France aboutira, à bref délai, à accroître la puissance économique et l'influence mondiale de ces deux grands peuples.

APPENDICE

ANNEXE I

Traité de Whampao

(20 octobre 1844)

ARTICLE PREMIER. — J'avais ajouté dans mon projet, après le mot « Empereur des Français », la formule ordinaire « ses héritiers et ses successeurs ». Je les ai retranchés à la prière des commissaires chinois qui ne pouvaient quant à eux, m'ont-ils dit, se permettre la moindre allusion à la possibilité d'un changement de règne. Votre Excellence remarquera qu'il n'est en effet mention des héritiers, non plus que des successeurs, ni dans le traité de Nankin, ni dans celui de Wanghia.

ART. 2. — Pour les cas de contrebande sur les côtes ou de transactions dans les ports non ouverts au commerce, j'ai remplacé la confiscation du bâtiment stipulée dans l'article 4 du traité supplémentaire et dans l'article 3 du traité américain par la saisie de la cargaison, sous la réserve de la notification au consul et en rappelant de plus l'exception motivée par la relâche forcée.

ART. 3. — L'article 3 portait d'abord que les propriétés françaises étaient inviolables ; les commissaires impériaux ont demandé la restriction que j'ai adoptée, « par les Chinois ». Cette restriction à laquelle tenait beaucoup le commissaire impérial est la seule que j'aie voulu consentir.

ART. 4. — J'ai remplacé la disposition obligatoire de l'article 2 du traité de Nankin et de l'article 4 américain par une disposition facultative. Il est évident, en effet, que, dans l'état actuel de nos rapports avec la Chine, le Gouvernement du Roi n'aura pas de longtemps à s'occuper de l'organisation de l'établissement consulaire des cinq ports. En face d'une semblable éventualité, pour éviter tout prétexte de réclamation de la part des Chinois, je me suis borné à constater notre droit. La même conviction m'a porté à stipuler pour nos nationaux, en cas d'absence de consuls ou d'agents consulaires, le droit de recourir au consulat d'une autre puissance ou même directement à l'intervention officielle de l'autorité locale. Ces deux derniers paragraphes fondent un état de choses qu'aucune stipulation antérieure n'avait encore consacré dans ce pays.

ART. 5. — Même observation par rapport au stationnement ; la faculté remplace l'obligation. Je sais bien que nous aurions pu sans le moindre inconvénient ne remplir cette dernière que selon nos propres convenances, mais il m'a paru préférable de donner aux Chinois l'exemple d'une fidélité scrupuleuse à remplir les obligations contractées.

ART. 6. — Cet article relatif au tarif a été rédigé dans le but d'interdire dorénavant au Gouvernement chinois la

faculté d'augmenter le nombre des denrées réputées contrebande ou monopole : ce que les Anglais n'avaient point fait et ce que les Américains s'étaient contentés d'indiquer. De plus, j'ai tenu à investir le Gouvernement du roi du droit d'être consulté sur toutes les modifications à apporter au tarif, afin que dans le cas où la Chine, par exemple, voudrait affranchir l'opium et l'admettre moyennant un droit quelconque, nous eussions à intervenir, aussi bien que l'Angleterre ou les Etats-Unis.

ART. 7. — Emprunté purement et simplement à l'article 10 du traité de Nankin et à la déclaration qui l'accompagne.

ART. 8. — Traduit de l'article 12 du traité supplémentaire, avec addition d'une clause extraite de l'article 33 du traité américain, pour le cas où le pavillon français serait usurpé par un bâtiment étranger pour faire la contrebande à son abri.

ART. 9. — Addition d'un paragraphe vivement désiré et, j'ai lieu de croire, vivement réclamé par M. Cushing, pour prévenir et réprimer l'établissement de toute coalition organisée dans le but de porter atteinte à la libre concurrence.

ART. 10. — Emprunté, sans modification importante, à l'article 11 des règlements généraux, combiné avec l'article 16 du traité américain.

ART. 11. — Reproduction presque littérale, pour constater la plus parfaite égalité entre nos consuls et ceux de l'Angleterre, de l'article 1^{er} des Règlements généraux.

ART. 12. — La dernière phrase de cet article, relative à la restitution intégrale des sommes indûment perçues par des

préposés de la douane chinoise, a été spontanément ajoutée à ma rédaction primitive par les délégués du commissaire impérial ; elle ne se trouve dans aucune des conventions antérieures. L'article lui-même est la reproduction de l'article 2 des Règlements généraux dont je n'ai cherché autant que possible à m'écarter, quant à l'ordre et quant au fond, que lorsqu'il m'a paru évident qu'on pouvait mieux faire.

ART. 13. — Ici commence l'application du système emprunté à la fois aux Règlements généraux et au traité américain, avec quelques modifications qui doivent en rendre l'application plus facile, et plus avantageuse au commerce étranger. C'est dans cette partie spécialement fiscale que l'assistance de M. Itier m'a été le plus utile, et j'espère avec elle être parvenu à améliorer encore les dispositions déjà si favorables introduites par le plénipotentiaire américain.

Mon article donne quarante huit heures, partagées en deux intervalles distincts, pour la transmission des papiers de bord au chef de la douane : vingt-quatre heures au capitaine et vingt-quatre heures au consul.

ART. 14. — Exemption des droits de tonnage pour tout bâtiment français qui quitte le port dans les quarante-huit heures de son arrivée et sans avoir levé son permis de débarquement. C'est une des principales conquêtes de M. Cushing. Je crois l'avoir étendue, en stipulant dans mon article que le capitaine même, après avoir ouvert sa cale, pourvu qu'il n'ait pas levé son permis de débarquement, peut, dans les quarante-huit heures de son arrivée, quitter le port sans avoir à acquitter les droits de tonnage. Son

navire est ainsi, pendant deux jours, constitué en entrepôt réel, et, pour peu qu'il soit actif et intelligent, il peut, durant cet intervalle, prendre connaissance du marché, fournir des indications suffisantes à ses correspondants sur la nature et la qualité de ses marchandises, et juger, par conséquent, des chances de gains ou de pertes que lui offriraient des opérations avec la place.

ART. 15. — Les articles 6 et 7 du traité américain, en modifiant les dispositions de l'article 17 du traité supplémentaire, ont rendu un éminent et double service à la navigation étrangère, d'abord en réduisant de cinq maces à un mace le droit de tonnage pour tous les bâtiments jaugeant moins de 150 tonneaux; ensuite en stipulant que le droit de tonnage ne serait acquitté qu'une seule fois par chaque bâtiment à chacun de ses voyages de l'étranger en Chine. Je me suis borné à faire consacrer d'une manière formelle le principe posé par M. Cushing, et j'ai adopté pour tout le reste les dispositions éparses dans l'article 5 des Règlements généraux et dans l'article 17 du traité supplémentaire.

ART. 16. — Je n'ai cru devoir apporter aucun changement à l'article 7 des Règlements généraux qui ne laisse rien à désirer. J'ai seulement ajouté la disposition relative à la réduction de droits sur les marchandises avariées, disposition qui m'a été suggérée par M. Itier.

ART. 17. — Cet article est emprunté au traité américain (article 10). La double faculté qu'il confère aux bâtiments leur assure, pour le paiement des droits de douane, les mêmes avantages qui leur avaient été précédemment con-

cédés pour celui des droits de tonnage. C'est la continuation du système d'entrepôt réel.

ART. 18. — J'ai tenu à stipuler formellement la faculté de l'acquittement successif des droits de douane au fur et à mesure du débarquement et de l'embarquement des marchandises. Il ne saurait exister à l'avenir le moindre doute à cet égard. Pour la fixation du cours des monnaies aussi bien que pour le pilotage, je me suis attaché à assimiler de tous points les attributions des agents du gouvernement du roi à celles des consuls de Sa Majesté Britannique.

ART. 19. — Aucune observation.

ART. 20. — Réserve expresse du cas de péril en la demeure qui n'avait point été prévu dans les conventions antérieures.

ART. 21. — Traduit de l'article 10 des Règlements généraux, avec l'insertion d'une clause relative à l'abolition du monopole de transport, par portefaix, des marchandises embarquées et débarquées. Si l'on pouvait parvenir à faire appliquer rigoureusement cette clause, il en résulterait pour le commerce un notable avantage.

ART. 22 et 24. — Nous entrons désormais dans une série d'articles réglementaires, destinés à offrir aux Français qui résideront en Chine toutes les garanties désirables pour leurs personnes et leurs propriétés et à les soustraire à l'action des lois chinoises, civiles et criminelles. Le premier de ces articles, le vingt-deuxième, résulte de la combinaison de l'article 7 du traité supplémentaire avec les articles 17 et 19 du traité américain. Aux hôpitaux, aux églises, aux cimetières obtenus par M. Cushing, j'ai ajouté les hospices et

les écoles ; stipulations qui, je le crois, seront accueillies par nos missionnaires avec une vive gratitude et dont les conséquences se feront sentir avant peu. Les difficultés qu'ils rencontraient jusqu'ici pour l'établissement de leurs séminaires disparaîtront désormais, surtout si l'on rapproche de l'article 22 l'article 24, au moyen duquel les prêtres de la mission peuvent librement engager, pour leurs écoles, des professeurs chinois, enseigner à qui bon leur semble et apprendre eux-mêmes la langue du pays ou les langues étrangères et vendre ou acheter à leur gré des livres français ou chinois ; toutes choses qui n'avaient pas été stipulées jusqu'à moi, et qui complètent, en les agrandissant, les premières concessions enlevées par M. Cushing.

ART. 23. — Cet article présente un très haut intérêt, en ce que, tout en maintenant la fermeture de l'intérieur de l'Empire aux étrangers, il place dorénavant sous la protection du droit international l'existence des contrevenants, qui ne pourront, de plus, être l'objet d'aucune rigueur ou d'aucun mauvais traitement. Protégé par une stipulation aussi catégorique, il n'est pas à présumer qu'aucun missionnaire soit désormais, en Chine, martyr de ses convictions et de son dévouement. C'est un bienfait dont ils sont redevables à l'article 6 du traité supplémentaire, dont je n'ai fait que reproduire la teneur.

Je dois appeler particulièrement l'attention de Votre Excellence sur la nécessité des règlements de discipline spéciale qui devront être arrêtés par la police des bâtiments de guerre et des navires de commerce mouillés dans les cinq

ports ; car la plupart des collisions qui ont si souvent compromis les relations des étrangers avec la Chine ont été provoquées par l'imprudence des marins débarqués sans précaution ou sans surveillance.

ART. 25. — Pour le règlement des contestations entre Français et Chinois, je m'en suis tenu au texte de l'article 13 des règlements généraux.

ART. 26. — Les plus grandes difficultés qu'ait rencontrées la discussion du traité ont été soulevées par cet article, à la vive sollicitation du commodore Parkar et d'un grand nombre de négociants, j'avais tenté de faire admettre la responsabilité pécuniaire de l'autorité locale dans les cas d'incendie, de pillage et de destruction d'établissements français. La résistance des Chinois a été insurmontable. Elle a eu, au surplus, pour effet de rendre les commissaires chinois beaucoup plus coulants sur tout le reste. J'attachais, du reste, pour nous-même assez peu d'importance à cette stipulation que je croyais surtout conçue dans l'intérêt de la Chine, et je me suis contenté de réserver aux parties lésées le droit de poursuivre l'indemnisation de leurs pertes ; ce qui laisse d'ailleurs au gouvernement du Roi la possibilité d'intervenir à son tour, s'il juge convenable.

ART. 27. — Votre Excellence jugera, à la lecture de cet article, que j'ai voulu préciser de la manière la plus nette, la moins ambiguë, la complète exterritorialité de nos nationaux, pour toute espèce de crime. J'ai donc expressément mentionné le cas de meurtre par coups de feu, cette cause de tant de conflits antérieurs. Les Chinois n'auront plus à

L'avenir à élever aucune réclamation ; ils ne pourront plus demander qu'on leur livre un de nos nationaux, sa culpabilité fût-elle évidente. Tout crime et délit commis par un Français dans un des cinq ports sera constamment régi par la loi française. C'est au gouvernement du Roi qu'il appartient de pourvoir à l'application de cet article et de faire accorder à ses agents consulaires en Chine les mêmes prérogatives dont sont investis les Consuls du Roi dans les Echelles du Levant.

ART. 28. — Même précision pour l'application de la juridiction française aux Français en matière civile et pour empêcher qu'en aucun cas l'autorité chinoise n'intervienne dans toute affaire qui ne concernerait pas directement ses nationaux.

ART. 29. — L'apparition fréquente de pirates aux environs de Formose et dans la partie nord des mers de Chine a engagé M. Cushing à insérer dans son traité quelques garanties en faveur de ses compatriotes. Je l'ai suivi dans cette voie.

ART. 30. — Je lui ai également emprunté l'article suivant (art. 27 et 32 du traité américain), dont j'espère avoir étendu et amélioré les dispositions, d'abord en rapprochant les cas de relâche forcée de la faculté laissée à nos bâtiments de guerre de se présenter librement dans tous les ports de la Chine ; ensuite, en ce qui touche aux mesures à prendre par l'autorité chinoise pour le sauvetage des bâtiments naufragés, sur la côte, j'ai stipulé l'intervention du consul le plus rapproché du lieu du sinistre ; ce qui ajoute aux garanties que

le commerce peut avoir à désirer en pareille circonstance. M. Cushing, en énumérant dans ses divers entretiens avec moi les avantages qu'il se flattait d'avoir obtenus, ne m'avait pas parlé du droit qui résulterait de l'article 32 de son traité, pour les navires américains, de relâcher indifféremment dans tous les ports de Chine. Ce n'est qu'en comparant plus tard l'expédition anglaise de la convention américaine avec le texte chinois, que j'ai constaté l'absence du mot « cinq » dans l'un et dans l'autre. C'est alors que j'ai rédigé définitivement mon article 30, en lui donnant sa forme actuelle qui ne me paraît susceptible d'aucune ambiguïté et qui consacre clairement notre droit. L'Amiral Cecil attache une extrême importance à cette disposition particulièrement avantageuse aux puissances qui n'ont pas, comme l'Angleterre, la ressource d'un établissement voisin des côtes de Chine.

ART. 31. — Combinaison de l'article 9 du traité supplémentaire avec l'article 29 du traité américain. J'ai pris au premier la condition qui exige la preuve de la culpabilité et j'ai omis, avec le second, de mentionner les bâtiments de guerre, qui, par conséquent, en ce qui concerne l'extradition des déserteurs et criminels, devront recevoir du Gouvernement du Roi des instructions spéciales.

ART. 32. — J'aurais omis cet article dans mon traité si les Américains n'avaient cru devoir stipuler dans le leur la libre intercourse entre les nations belligérantes. Je me suis d'ailleurs borné à reproduire aussi brièvement que possible les dispositions fondamentales qui figurent dans la plupart de nos traités avec les Nations étrangères.

ART. 33 et 34. — Le premier de ces articles, relatif aux correspondances officielles entre les fonctionnaires français et chinois et entre les Gouvernements respectifs, est emprunté de l'article 11 du traité de Nankin ; le deuxième, à l'article 31 américain. J'ai prévu seulement, pour le cas où des dépêches du Gouvernement du Roi seraient adressées à Pékin, le mode de transmission des réponses, objet dont M. Cushing ne s'était pas occupé.

ART. 35. — Les Anglais n'ont rien stipulé quant à la durée de leurs traités avec la Chine. Les Américains ont fixé un terme de douze années, après lequel on sera libre des deux côtés d'entamer des négociations nouvelles. J'ai préféré cette dernière conclusion quant à la durée. Mais les Chinois étant liés avec l'Angleterre par un traité perpétuel dont tous les bénéfices nous sont assurés et n'étant pas libres par conséquent de remettre en question le passé, j'ai cru qu'il valait mieux ne laisser qu'à nous-même la faculté de revenir sur des clauses dont nous aurions pu dans l'intervalle reconnaître les inconvénients. Quelque exorbitante que paraisse au premier abord cette faculté, elle est, ce me semble, justifiée par la nature toute exceptionnelle des rapports de l'Occident avec la Chine, qui nous reçoit, il est vrai, chez elle, mais qui ne vient pas chez nous, et par conséquent n'a pas besoin de garanties que rendent nécessaires pour les étrangers l'éloignement, la différence de civilisation et un séjour souvent prolongé dans un pays dont la législation et les usages n'ont rien de commun avec les nôtres. Pour revenir plus spécialement sur la question des douze années, nous ne pouvons

encore prévoir le développement que notre commerce prendra à l'avenir, non plus qu'apprécier d'avance toutes les garanties dont des relations plus suivies nous feraient apprécier les avantages. Il est bon par conséquent de laisser la porte ouverte et de ne pas nous interdire le moyen d'obtenir dans quelques années ce que nous n'aurions pas songé à demander aujourd'hui.

J'ai tenu à stipuler dans le même article qu'on ne saurait imposer à nos consuls non plus qu'à nos nationaux aucune obligation résultant, pour d'autres pays, des traités ou conventions actuellement en vigueur. Cette clause était nécessaire pour bien établir notre position vis-à-vis du Gouvernement chinois, et pour l'empêcher, à l'avenir de réclamer de nous ce qu'il est en droit d'exiger des autres. Ainsi les Anglais, par l'article 15 des règlements généraux, ont expressément constitué leurs consuls caution de tous les bâtimens de commerce anglais qui entreraient dans l'un des 5 ports. Je n'ai point cru pouvoir imposer aux nôtres une semblable obligation, d'abord parce que, je le répète, il est fort douteux que d'ici à quelques années notre établissement consulaire soit organisé dans les cinq ports; cela dépendra évidemment des chances que l'avenir réserve à notre commerce; ensuite, parce que, en cas d'absence de consuls ou d'agents consulaires français, nos bâtimens, forcés de recourir à la protection des agents anglais ou américains, n'auraient pu exiger de ceux-ci une semblable caution, faute de laquelle leurs opérations se seraient trouvées fatalement paralysées. Les Américains ont également reculé devant cette obligation, et

les Chinois n'ont pas autrement insisté pour qu'elle fût rétablie dans mon traité. Je n'ai pas voulu davantage imposer à nos consuls le devoir d'envoyer chaque année au Vice-Roi de la province le rapport détaillé des opérations effectuées par leurs nationaux dans le ressort de leur juridiction consulaire. Je n'ai pas inscrit dans le traité français l'obligation que l'Angleterre a acceptée pour ses consuls de dénoncer au Gouvernement chinois les faits de contrebande qui viendraient à leur connaissance.

Il ne me reste plus maintenant qu'à ajouter quelques mots relativement au tarif. Sous ce rapport, il y avait peu de choses à faire, car tout le monde est d'accord sur la modération exemplaire des droits imposés par les Chinois.

Je me suis donc borné à faire insérer une diminution d'un tiers pour les giroldes de la mer des Indes et qualités analogues, modification qui sera accueillie avec plaisir par le commerce de Bourbon, et à faire réduire les droits sur les vins et spiritueux, droits qui resteront à l'avenir fixés, savoir : à deux maces par 100 bouteilles, à 1 mace par 100 demi-bouteilles, et à 1 mace pour 100 kattys (62 kilogr.) pour les vins sous cercles. S'il y avait eud'autres articles spéciaux à notre commerce, les Chinois se seraient montrés prêts à les admettre, même en franchise de tous droits, et je ne saurais trop reconnaître l'extrême libéralité de leurs dispositions à cet égard. Mais ils eussent très justement répugné à concéder, sous nos auspices, des diminutions dont le trésor impérial eût souffert, sans que nous en retirassions aucun profit nous-même.

L'essentiel, à nos yeux, dans la rédaction du tarif, était de

clairement définir les articles de contrebande et de monopole, afin qu'à l'avenir le commerce français pût toujours établir ses opérations sur des bases certaines. Dans le tarif rédigé sous les inspirations de sir Henry Pottinger, on avait négligé d'inscrire l'opium, à dessein sans doute ; car le plénipotentiaire britannique ne renonçait pas à l'espoir de faire supprimer la prohibition dont cet article est frappé. M. Cushing a pensé avec raison que cette omission pouvait avoir de fâcheuses conséquences et qu'elle laissait le champ libre à d'autres prohibitions que le Gouvernement chinois aurait pu se supposer le droit de décréter plus tard. Il exigea donc la mention expresse de l'opium ; mais, avant de satisfaire à sa demande, le commissaire impérial écrivit officiellement à M. Davis pour savoir si l'Angleterre aurait quelques motifs de s'opposer à l'insertion réclamée par le plénipotentiaire américain ; et ce fut que sur la réponse négative du Gouvernement de Hong-Kong que l'article proposé fut admis. Tous les obstacles étant ainsi levés, mon rôle était facile, et il a suffi de quelques heures pour l'arrangement et la classification du tarif. Je l'ai fait alors traduire littéralement du chinois.

J'ai terminé, Monsieur, la tâche qui m'était imposée. Votre Excellence a désormais sous les yeux les instruments originaux ; elle connaît les motifs qui ont présidé à la rédaction des différents articles que je viens de parcourir successivement, et j'ose espérer que, comparant mon travail avec celui de mes prédécesseurs, elle voudra bien rendre justice à mes efforts.

ANNEXE II

Traité de Tien-Tsin (27 juin 1858)

Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre la France et la Chine, signé à Tien-Tsin, le 27 juin 1858

Sa Majesté l'Empereur des Français et Sa Majesté l'Empereur de la Chine, animés l'un et l'autre du désir de mettre un terme aux différends qui se sont élevés entre les deux Empires, et voulant rétablir et améliorer les relations d'amitié, de commerce et de navigation qui ont existé entre les deux Puissances, comme aussi en régulariser l'existence, en favoriser le développement et en perpétuer la durée, ont résolu de conclure un nouveau traité, basé sur l'intérêt commun des deux pays, et ont, en conséquence nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur des Français, le sieur Jean-Baptiste Louis baron Gros, Officier de la Légion d'honneur, Grand Croix de l'Ordre du Sauveur de Grèce, Commandeur de l'Ordre de la Conception de Portugal, etc., etc., etc.

Et Sa Majesté l'empereur de la Chine, Kouei-Liang, Haut Commissaire impérial de la dynastie Ta-Tsing, Grand Ministre du Palais oriental, directeur général des affaires du conseil de justice, etc.; et Hoüa Cha-na, Haut-Commissaire impérial de la dynastie Ta-Tsing, président du conseil des Finances, général de l'armée sino-tartare de la Bannière bordée d'azur, etc., etc., etc.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, qu'ils ont trouvé en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER. — Il y aura paix constante et amitié perpétuelle entre Sa Majesté l'Empereur des Français et Sa Majesté l'Empereur de la Chine, ainsi qu'entre les sujets des deux Empires, sans exception de personnes ni de lieux.

Ils jouiront tous également, dans les Etats respectifs des Hautes Parties contractantes, d'une pleine et entière protection pour leurs personnes et leurs propriétés.

ART. 2. — Pour maintenir la paix si heureusement rétablie entre les deux Empires, il a été convenu entre les Hautes Parties contractantes qu'à l'exemple de ce qui se pratique chez les nations de l'Occident, les Agents diplomatiques dûment accrédités par Sa Majesté l'Empereur des Français auprès de Sa Majesté l'Empereur de la Chine pourront se rendre éventuellement dans la capitale de l'Empire, lorsque des affaires importantes les y appelleront.

Il est convenu entre les Hautes Parties contractantes que, si l'une des puissances qui ont traité avec la Chine obtenait, pour ses Agents diplomatiques le droit de résider à poste fixe à Péking, la France jouirait immédiatement du même droit.

Les agents diplomatiques jouiront réciproquement, dans le lieu de leur résidence, des privilèges et immunités que leur accorde le droit des gens ; c'est-à-dire que leur personne, leur famille, leur maison et leur correspondance seront inviolables, qu'ils pourront prendre à leur service les employés,

courriers, interprètes, serviteurs, etc..., qui leur seront nécessaires.

Les dépenses de toute espèce qu'occasionneront les Missions diplomatiques de France en Chine seront supportées par le Gouvernement français. Les agents diplomatiques qu'il plaira à Sa Majesté l'Empereur de la Chine d'accréditer auprès de Sa Majesté l'Empereur des Français seront reçus en France avec tous les honneurs et toutes les prérogatives dont jouissent, à rang égal, les agents diplomatiques des autres nations accrédités à la Cour de Sa Majesté l'Empereur des Français.

ART. 3. — Les communications officielles des agents diplomatiques et consulaires français avec les autorités chinoises seront écrites en français, mais seront accompagnées, pour faciliter le service, d'une traduction chinoise aussi exacte que possible, jusqu'au moment où le Gouvernement impérial de Péking, ayant des interprètes pour parler et écrire correctement le Français, la correspondance diplomatique aura lieu dans cette langue pour les agents français et en chinois pour les fonctionnaires de l'Empire. Il est convenu que jusque-là, en cas de dissidence dans l'interprétation à donner au texte français et au texte chinois au sujet des clauses arrêtées d'avance dans les conventions faites de commun accord, ce sera le texte français qui devra prévaloir.

Cette disposition est applicable au présent traité. Dans les communications entre les autorités des deux pays, ce sera toujours le texte original et non la traduction qui fera foi.

ART. 4. — Désormais, les correspondances officielles entre

les autorités et les fonctionnaires des deux pays seront réglées suivant les rangs et les positions respectives et d'après les bases de la réciprocité la plus absolue. Ces correspondances auront lieu entre les hauts fonctionnaires français et les Hauts Fonctionnaires chinois, dans la capitale ou ailleurs, par dépêche ou communication.

Entre les fonctionnaires français en sous-ordre et les hautes autorités des provinces, pour les premiers par exposé, pour les seconds par déclaration.

Entre les officiers en sous-ordre des deux nations, comme il est dit plus haut, sur le pied d'une parfaite égalité.

Les négociants, et généralement tous les individus qui n'ont pas de caractère officiel, se serviront réciproquement de la formule *représentation* dans toutes les pièces adressées ou destinées pour renseignements aux autorités respectives.

Toutes les fois qu'un français aura à recourir à l'autorité chinoise, sa représentation devra d'abord être soumise au Consul, qui, si elle lui paraît raisonnable et convenablement rédigée, lui donnera suite, et qui, s'il en est autrement, en fera modifier la teneur ou refusera de la transmettre. Les Chinois de leur côté, lorsqu'ils auront à s'adresser au Consulat, devront suivre une marche analogue auprès de l'autorité chinoise, laquelle agira de la même manière.

ART. 5. — Sa Majesté l'Empereur des Français pourra nommer des consuls ou des agents dans les ports de mer ou de rivière de l'Empire chinois dénommés dans l'article 6 du présent traité pour servir d'intermédiaire entre les autorités

chinoises et les négociants, et les sujets français, et veiller à la stricte observation des règlements stipulés.

Ces fonctionnaires seront traités avec la considération et les égards qui leurs sont dus. Leurs rapports avec les autorités du lieu de leur résidence seront établis sur le pied de la plus parfaite égalité. S'ils avaient à se plaindre des procédés de ladite autorité, il s'adresseraient directement à l'autorité supérieure de la province, et en donneraient immédiatement avis au ministre plénipotentiaire de l'Empereur.

En cas d'absence du Consul français, les capitaines et les négociants français auront la faculté de recourir à l'inter-vention du Consul d'une puissance amie, ou, s'il était impossible de le faire, ils auraient recours au chef de la douane, qui aviserait au moyen d'assurer à ces capitaines et négociants le bénéfice du présent traité.

ART. 6. — L'expérience ayant démontré que l'ouverture de nouveaux ports au commerce étranger est une des nécessités de l'époque, il a été convenu que les ports de Kioung-tchéou et Tchao-tchéou dans la province de Kouang-toung, Taï-wan et Tamsouï dans l'île de Formose, province de Fou-kien; Tang-tchéou dans la province de Chan-toung, et Nanking dans la province de Liang-nan, jouiront des mêmes privilèges que Canton, Changhaï, Ning-Po, Amoy et Foutchéou.

Quant à Nanking, les agents français en Chine ne délivreront de passeports à leurs nationaux pour cette ville que lorsque les rebelles en auront été expulsés par les troupes impériales.

ART. 7. — Les Français et leurs familles pourront se transporter, s'établir et se livrer au commerce ou à l'industrie en toute sécurité, et sans entrave d'aucune espèce dans les ports et villes de l'Empire chinois situés sur les côtes maritimes et sur les grands fleuves dont l'énumération est contenue dans l'article précédent.

Ils pourront circuler librement de l'un à l'autre, s'ils sont munis de passeports, mais il leur est formellement défendu de pratiquer, sur la côte, des ventes ou des achats clandestins, sous peine de confiscation des navires et des marchandises engagés dans ces opérations, et cette confiscation aura lieu au profit du gouvernement chinois, qui devra cependant, avant que la saisie et la confiscation soient légalement prononcées, en donner avis au Consul français du port le plus voisin.

ART. 8. — Les Français qui voudront se rendre dans les villes de l'intérieur ou dans les ports où ne sont pas admis les navires étrangers pourront le faire en toute sécurité, à la condition expresse d'être munis de passeports rédigés en français et en chinois, légalement délivrés par les Agents diplomatiques ou les Consuls de France en Chine, et visés par les autorités chinoises.

En cas de perte de ce passeport, le Français qui ne pourra pas le présenter, lorsqu'il en sera requis légalement, devra, si l'autorité chinoise du lieu où il se trouve se refuse à lui donner un permis de séjour, pour lui laisser le temps de demander un autre passeport au Consul, être reconduit au

Consulat le plus voisin, sans qu'il soit permis de le maltraiter ni de l'insulter en aucune manière.

Ainsi que cela était stipulé dans les anciens traités les Français résidant ou de passage dans les ports ouverts au commerce étranger pourront circuler sans passeport dans leur voisinage immédiat, et y vaquer à leurs occupations aussi librement que les nationaux ; mais ils ne pourront dépasser certaines limites qui seront fixées, de commun accord, entre le Consulat et l'autorité locale.

Les agents français en Chine, ne délivreront de passeport à leurs nationaux que pour les lieux où les rebelles ne seront pas établis dans le moment où ce passeport sera demandé.

Ces passeports ne seront délivrés par les autorités françaises qu'aux personnes qui leur offriront toutes les garanties désirables.

ART. 9. — Tous les changements apportés d'un commun accord avec l'une des puissances signataires des traités avec la Chine, au sujet des améliorations à introduire au tarif actuellement en vigueur, ou à celui qui le serait plus tard, comme aussi aux droits de douane, de tonnage, d'importation, de transit et d'exportation, seront immédiatement applicables au commerce et aux négociants français, par le seul fait de leur mise à exécution.

ART. 10. — Tout Français qui, conformément aux stipulations de l'article 6 du présent traité, arrivera dans l'un des ports ouverts au commerce étranger, pourra, quelle que soit la durée de son séjour, y louer des maisons et des magasins pour déposer ses marchandises, ou bien affermer des

terrains et y bâtir lui-même des maisons et des magasins. Les Français pourront, de la même manière, établir des églises, des hôpitaux, des hospices, des écoles et des cimetières. Dans ce but, l'autorité locale, après s'être concertée avec le Consul, désignera les quartiers les plus convenables pour la résidence des Français, et les endroits dans lesquels pourront avoir lieu les constructions précitées.

Le prix des loyers et des fermages sera librement débattu entre les parties intéressées, et réglé, autant que faire se pourra, conformément à la moyenne des prix locaux.

Les autorités chinoises empêcheront leurs nationaux de surfaire ou d'exiger des prix exorbitants, et le Consul veillera, de son côté, à ce que les Français n'usent pas de violence ou de contrainte pour forcer le consentement des propriétaires.

Il est bien entendu, d'ailleurs, que le nombre des maisons et l'étendue des terrains à affecter aux Français, dans les ports ouverts au commerce étranger, ne seront point limités, et qu'ils seront déterminés d'après les besoins et les convenances des ayants-droit. Si des Chinois violaient ou détruisaient des églises ou des cimetières français, les coupables seraient punis suivant toute la rigueur des lois du pays.

ART. 2. — Les Français, dans les ports ouverts au commerce étranger, pourront choisir librement, et à prix débattu entre les parties, ou sous la seule intervention des consuls, des compradors, interprètes, écrivains, ouvriers, bateliers et domestiques.

Ils auront, en outre, la faculté d'engager des lettrés du

pays pour apprendre à parler ou à écrire la langue chinoise et toute autre langue ou dialecte usités dans l'Empire, comme aussi de se faire aider par eux, soit pour leurs écritures, soit pour des travaux scientifiques ou littéraires. Ils pourront également enseigner à tout sujet chinois la langue de leur pays ou des langues étrangères, et vendre sans obstacle des livres français ou acheter eux-mêmes toutes sortes de livres chinois.

ART. 12. — Les propriétés de toute nature appartenant à des Français dans l'Empire chinois seront considérées par les Chinois comme inviolables et seront toujours respectées par eux. Les autorités chinoises ne pourront, quoi qu'il arrive, mettre embargo sur les navires français, ni les frapper de réquisition pour quelque service public ou privé que ce puisse être.

ART. 13. — La religion chrétienne ayant pour objet essentiel de porter les hommes à la vertu, les membres de toutes les communions chrétiennes jouiront d'une entière sécurité pour leurs personnes, leurs propriétés et le libre exercice de leurs pratiques religieuses ; et une protection efficace sera donnée aux missionnaires qui se rendront pacifiquement dans l'intérieur du pays, munis des passeports réguliers dont il est parlé dans l'article 8. Aucune entrave ne sera apportée par les autorités de l'Empire chinois au droit qui est reconnu à tout individu en Chine d'embrasser, s'il le veut, le christianisme et d'en suivre les pratiques sans être passible d'aucune peine infligée pour ce fait.

Tout ce qui a été précédemment écrit, proclamé ou publié

en Chine, par ordre du Gouvernement, contre le culte chrétien est complètement abrogé, et reste sans valeur dans toutes les provinces de l'Empire.

ART. 14. — Aucune Société de commerce privilégiée ne pourra désormais s'établir en Chine, et il en sera de même de toute coalition organisée dans le but d'exercer un monopole sur le commerce.

En cas de contravention au présent article, les autorités chinoises, sur les représentations du Consul ou de l'Agent consulaire, aviseront aux moyens de dissoudre de semblables associations, dont elles s'efforceront, d'ailleurs, de prévenir l'existence par des prohibitions préalables, afin d'écarter tout ce qui pourrait porter atteinte à la libre concurrence.

ART. 15. — Lorsqu'un bâtiment français arrivera dans les eaux de l'un des ports ouverts au commerce étranger, il aura la faculté d'engager tel pilote qui lui conviendra, pour se faire conduire immédiatement dans le port ; et de même, quand, après avoir acquitté toutes les charges légales, il sera prêt à mettre à la voile, on ne pourra pas lui refuser des pilotes pour le faire sortir du port sans retard ni délai.

Tout individu qui voudra exercer la profession de pilote pour les bâtiments français pourra, sur la présentation de trois certificats de capitaine de navire, être commissionné par le Consul de France, de la même manière que cela se pratiquerait pour d'autres nations.

La rétribution payée aux pilotes sera réglée selon l'équité, pour chaque port en particulier, par le Consul ou agent con-

sulaire, lequel la fixera convenablement en raison de la distance et des circonstances de la navigation.

ART. 16. — Dès que le pilote aura introduit un navire de commerce français dans le port, le chef de la douane déléguera un ou deux préposés pour surveiller le navire et empêcher qu'il ne pratique aucune fraude. Ces préposés pourront, selon leurs convenances, rester dans leurs propres bateaux, ou se tenir à bord du bâtiment.

Les frais de leur solde, de leur nourriture et de leur entretien seront à la charge de la douane chinoise, et ils ne pourront exiger aucune indemnité ou rétribution quelconque des capitaines ou des consignataires. Toute contravention à cette disposition entraînera une punition proportionnelle au montant de l'exaction, laquelle sera, en outre, intégralement restituée.

ART. 17. — Dans les vingt-quatre heures qui suivront l'arrivée d'un navire de commerce français dans l'un des ports ouverts au commerce étranger, le capitaine, s'il n'est dûment empêché, et à son défaut le subrécargue ou le consignataire devra se rendre au consulat de France et remettre entre les mains du Consul les papiers de bord, les connaissements et le manifeste. Dans les vingt-quatre heures suivantes, le consul enverra au chef de la douane une note détaillée indiquant le nom du navire, le rôle de l'équipage, le tonnage légal du bâtiment et la nature de son chargement. Si, par suite de la négligence du capitaine, cette dernière formalité n'avait pas pu être accomplie dans les quarante-huit heures qui suivront l'arrivée du navire, le capitaine sera passible d'une amende

de 50 piastres par jour en retard, au profit du Gouvernement chinois ; ladite amende, toutefois, ne pourra dépasser la somme de 200 piastres.

Aussitôt après la réception de la note transmise par le Consulat, le chef de la douane délivrera le permis d'ouvrir la cale. Si le capitaine, avant d'avoir reçu le permis précité, avait ouvert la cale et commencé à décharger, il pourrait être condamné à une amende de 500 piastres, et les marchandises débarquées pourraient être saisies, le tout au profit du Gouvernement chinois.

ART. 18. — Les capitaines et négociants français pourront louer telles espèces d'allèges et d'embarcations qu'il leur plaira pour transporter des marchandises et des passagers, et la rétribution à payer pour ces allèges sera réglée de gré à gré par les parties intéressées, sans l'intervention de l'autorité chinoise et, par conséquent, sans sa garantie en cas d'accident, de fraude ou de disparition desdites allèges. Le nombre n'en sera pas limité, et le monopole n'en pourra être concédé à qui que ce soit, non plus que celui du transport, par portefaix, des marchandises à embarquer ou à débarquer.

ART. 19. — Toutes les fois qu'un négociant français aura des marchandises à embarquer ou à débarquer, il devra d'abord en remettre la note détaillée au Consul ou Agent consulaire, qui chargera immédiatement un interprète reconnu du Consulat d'en donner communication au chef de la douane. Celui-ci délivrera sur le champ un permis d'embarquement ou de débarquement. Il sera alors procédé à la

vérification des marchandises dans la forme la plus convenable pour qu'il n'y ait chance de perte pour aucune des parties.

Le négociant français devra se faire présenter sur le lieu de la vérification (s'il ne préfère y assister lui-même) par une personne réunissant les qualités requises, à l'effet de veiller à ses intérêts au moment où il sera procédé à cette vérification pour la liquidation des droits ; faute de quoi, toute proclamation ultérieure restera nul et non avenue.

En ce qui concerne les marchandises taxées *ad valorem* si le négociant ne peut tomber d'accord avec l'employé chinois sur la valeur à fixer, chaque partie appellera deux ou trois négociants chargés d'examiner les marchandises, et le prix le plus élevé qui sera offert par l'un d'eux sera réputé constituer la valeur desdites marchandises.

Les droits seront prélevés sur le poids net ; on déduira, en conséquence le poids des emballages et contenants. Si le négociant français ne peut s'entendre avec l'employé chinois sur la fixation de la tare, chaque partie choisira un certain nombre de caisses et de ballots parmi les colis objets du litige ; ils seront d'abord pesés bruts, puis tarés ensuite, et la tare moyenne des colis pesés servira de tare pour tous les autres.

Si, pendant le cours de la vérification, il s'élève quelque difficulté qui ne puisse être résolue, le négociant français pourra réclamer l'intervention du Consul, lequel portera sur le champ l'objet de la contestation à la connaissance du chef des douanes, et tous deux s'efforceront d'arriver à un

arrangement amiable ; mais la réclamation devra avoir lieu dans les vingt-quatre heures, sinon il n'y sera pas donné suite. Tant que le résultat de la contestation restera pendant le chef de la douane n'en portera pas l'objet sur ses livres, laissant ainsi toute latitude pour l'examen et la solution de la difficulté.

Les marchandises importées qui auraient éprouvé des avaries jouiront d'une réduction de droits proportionnés à leur dépréciation. Celle-ci sera déterminée équitablement et, s'il le faut, par expertise contradictoire, ainsi qu'il a été stipulé plus haut pour la fixation des droits *ad valorem*.

ART. 20. — Tout bâtiment entré dans l'un des ports de la Chine, et qui n'a point encore levé le permis de débarquement mentionné dans l'article 19, pourra, dans les deux jours de son arrivée, quitter le port et se rendre dans un autre port sans avoir à payer ni droits de tonnage, ni droits de douane, attendu qu'il les acquittera ultérieurement dans le port où il effectuera la vente de ses marchandises.

ART. 21. — Il est établi de commun accord, que les droits d'importation seront acquittés par les capitaines ou négociants français au fur et à mesure du débarquement des marchandises et après leur vérification. Les droits d'exportation le seront de la même manière, lors de l'embarquement. Lorsque les droits de tonnage et de douane dus par un bâtiment français auront été intégralement acquittés, le chef de la douane délivrera une quittance générale, sur l'exhibition de laquelle le Consul rendra ses papiers, de bord au capitaine et lui permettra de mettre à la voile.

Le chef de la douane désignera une ou plusieurs maisons de change qui seront autorisées à recevoir la somme due par les négociants français au compte du Gouvernement, et les récépissés de ces maisons de change pour tous les paiements qui leur auront été faits seront réputés acquits du Gouvernement chinois. Ces paiements pourront s'opérer soit en lingots, soit en monnaies étrangères dont le rapport avec l'argent sycé sera déterminé de commun accord entre le Consul ou Agent consulaire français et le chef de la douane dans les différents ports, suivant le temps le lieu et les circonstances

ART. 22. — Après l'expiration des deux jours mentionnés dans l'article 20 et avant de procéder au déchargement chaque bâtiment de commerce français acquittera intégralement les droits de tonnage ainsi réglés, pour les navires de 150 tonneaux, de la jauge légale et au-dessus, à raison de 5 maces (un demi-taël) par tonneau; pour les navires jaugeant moins de 150 tonneaux, à raison de 1 mace (un dixième de taël) par tonneau.

Toutes les rétributions et surcharges additionnelles antérieurement imposées à l'arrivée et au départ sont expressément supprimées et ne pourront être remplacées par aucune autre.

Lors du paiement du droit précité, le chef de la douane délivrera au capitaine ou au consignataire un reçu en forme de certificat constatant que le droit de tonnage a été intégralement acquitté, et sur l'exhibition de ce certificat au chef de la douane de tout autre port où il lui conviendrai

de se rendre, le capitaine sera dispensé de payer de nouveau pour son bâtiment le droit de tonnage, tout navire français ne devant être passible qu'une seule fois à chacun de ses voyages d'un pays étranger en Chine.

Sont exemptés des droits de tonnage, les barques, goëlettes, bateaux caboteurs et autres embarcations françaises pontées ou non, employées au transport des passagers, bagages, lettres, comestibles et généralement de tous objets non sujets aux droits. Si lesdites embarcations transportaient en outre des marchandises, elles resteraient dans la catégorie des navires jaugeant moins de 150 tonneaux et payeraient à raison d'un dixième de taël (un mace) par tonneau.

Les négociants français pourront toujours affréter des jonques et autres embarcations chinoises, lesquelles ne seront soumises à aucun droit de tonnage.

ART. 22. — Toutes marchandises françaises, après avoir acquitté dans un des ports de la Chine les droits de douane liquidés d'après le tarif, pourront être transportées dans l'intérieur sans avoir à subir aucune autre charge supplémentaire que le paiement des droits de transit suivant le taux modéré actuellement en vigueur, lesquels droits ne seront susceptibles d'aucune augmentation future.

Si des agents de la douane chinoise, contrairement à la teneur du présent traité, exigeaient des rétributions illégales ou prélevaient des droits plus élevés, ils seraient punis suivant les lois de l'Empire.

ART. 24. — Tout navire français entré dans l'un des ports

ouverts au commerce étranger, et qui voudra n'y décharger qu'une partie de ses marchandises, ne paiera les droits de douane que pour la partie débarquée; il pourra transporter le reste de sa cargaison dans un autre port et l'y vendre. Les droits seront alors acquittés.

Dans le cas où des Français, après avoir acquitté dans un port les droits sur les marchandises, voudraient les réexporter et aller les vendre dans un autre port, ils en prévien draient le consul ou agent consulaire; celui-ci, de son côté, en informera le chef de la douane, lequel, après avoir constaté l'identité de la marchandise et la parfaite intégrité des colis, remettra aux réclamants une déclaration attestant que les droits afférents aux dites marchandises ont été effective ment acquittés.

Munis de cette déclaration, les négociants français n'auront, à leur arrivée dans l'autre port, qu'à la présenter, par l'entremise du Consul au chef de la douane, qui délivrera pour cette partie de la cargaison, sans retard et sans frais, un permis de débarquement en franchise de droit; mais si l'autorité découvrait de la fraude ou de la contrebande parmi ces marchandises ainsi réexportées; celles-ci seraient après vérification, confisquées au profit du Gouvernement chinois.

ART. 25. — Aucun transbordement de marchandises ne pourra avoir lieu que sur permis spécial et dans un cas d'urgence. S'il devient indispensable d'effectuer cette opération, il devra en être référé au Consul, qui délivrera un certificat sur le vu duquel le transbordement sera autorisé par le

chef de la douane. Celui-ci pourra toujours déléguer un employé de son administration pour y assister.

Tout transbordement non autorisé, sauf le cas de péril en la demeure, entraînera la confiscation, au profit du Gouvernement chinois, de la totalité des marchandises illicitement transbordées.

ART. 26. — Dans chacun des ports ouverts au commerce étranger, le chef de la douane recevra pour lui-même et déposera au Consulat français des balances légales pour les marchandises et pour l'argent, ainsi que des poids et mesures exactement conformes aux poids et mesures en usage à la douane de Canton, et revêtus d'une estampille et d'un cachet constatant cette conformité. Ces étalons seront la base de toutes les liquidations de droit et de tous les paiements à faire au Gouvernement chinois. On y aura recours en cas de contestation sur le poids et la mesure des marchandises, et il sera statué d'après les résultats qu'ils auront donnés.

ART. 27. — Les droits d'importation et d'exportation prélevés en Chine sur le commerce français seront réglés conformément au tarif annexé au présent traité sous le sceau et la signature des plénipotentiaires respectifs. Ce tarif pourra être révisé de sept années en sept années pour être mis en harmonie avec les changements de valeur apportés par le temps sur les produits du sol et de l'industrie des deux Empires.

Moyennant l'acquit de ces droits, dont il est expressément interdit d'augmenter le montant dans le cours des sept années susmentionnées, et qui ne pourront aggraver aucune espèce

de charge ou de surtaxe quelconque, les Français seront libres d'importer en Chine des ports Français ou étrangers, et d'exporter également de Chine pour toute destination, toutes les marchandises qui ne seraient, au jour de la signature du présent traité, et d'après la classification du tarif ci-annexé, l'objet d'une prohibition formelle ou d'un monopole spécial.

Le Gouvernement chinois renonçant à la faculté d'augmenter par la suite le nombre des articles réputés contrebande ou monopole aucune modification ne pourra être apportée au tarif qu'après une entente préalable avec le Gouvernement français, et de son plein et entier consentement.

A l'égard du tarif, aussi bien que pour toute stipulation introduite ou à introduire dans les traités existants ou qui seraient ultérieurement conclus, il demeure bien et dûment établi que les négociants et en général tous les citoyens français en Chine auront droit toujours et partout au traitement de la Nation la plus favorisée.

ART. 28. — La publication d'un tarif convenable et régulier ôtant désormais tout prétexte à la contrebande, il n'est pas à présumer qu'aucun acte de cette nature soit commis par les bâtiments français dans les ports de la Chine. S'il en était autrement, toute marchandise introduite en contrebande, par des navires ou par des négociants français dans ces ports quelles que soient d'ailleurs sa valeur et sa nature, comme aussi toute denrée prohibée, débarquée frauduleusement, seront saisies par l'autorité locale et confisquées au profit du Gouvernement chinois. En outre, celui-ci pourra,

si bon lui semble, interdire l'entrée de la Chine au bâtiment surpris en contravention et le contraindre à partir aussitôt après l'apuration de ses comptes. Si quelque navire étranger se couvrirait frauduleusement du pavillon de la France, le Gouvernement français prendrait les mesures nécessaires pour la répression de cet abus.

ART. 29. — Sa Majesté l'Empereur des Français pourra faire stationner un bâtiment de guerre dans les ports principaux de l'Empire où sa présence serait jugée nécessaire pour maintenir le bon ordre et la discipline parmi les équipages des navires marchands et faciliter l'exercice de l'autorité consulaire. Toutes les mesures nécessaires seront prises pour que la présence de ces navires de guerre n'entraîne aucun inconvénient, et leurs commandants recevraient l'ordre de faire exécuter les dispositions stipulées dans l'article 33 par rapport aux communications avec la terre et à la police des équipages. Les bâtiments de guerre ne seront assujettis à aucun droit.

ART. 30. — Tout bâtiment de guerre français croisant pour la protection du commerce, sera reçu en ami et traité comme tel dans tous les ports de la Chine où il se présentera. Ces bâtiments pourront s'y procurer tous les objets de rechange ou de ravitaillement dont ils auraient besoin, et, s'ils ont fait des avaries, les réparer et acheter dans ce but les matériaux nécessaires, le tout sans la moindre opposition.

Il en sera de même à l'égard des navires de commerce français qui, par suite d'avaries majeures ou pour toute

autre cause, seraient contraints de chercher refuge dans un port quelconque de la Chine.

Si quelqu'un de ces bâtiments venait à se perdre sur la côte, l'autorité chinoise la plus proche, dès qu'elle en serait informée porterait sur le champ assistance à l'équipage, pourvoirait à ses premiers besoins et prendrait les mesures d'urgence nécessaires pour le sauvetage du navire et la préservation des marchandises. Puis elle porterait le tout à la connaissance du Consul ou agent consulaire, le plus à portée du sinistre, pour que celui-ci, de concert avec l'autorité compétente, pût aviser au moyen de rapatrier l'équipage et de sauver les débris du navire et de la cargaison.

ART. 31. — Dans le cas où, par suite des temps, la Chine entrerait en guerre avec une autre puissance, cette circonstance ne porterait aucune atteinte au libre commerce de la France avec la Chine ou de la nation ennemie. Les navires français pourraient toujours, sauf le cas de blocus effectif, circuler sans obstacle des ports de l'une aux ports de l'autre, y trafiquer comme à l'ordinaire, y importer et en exporter toute espèce de marchandises non prohibées.

ART. 32. — S'il arrive que des matelots ou autres individus désertent des bâtiments de guerre où s'évadent des navires de commerce français, l'autorité chinoise, sur la réquisition du Consul, ou à son défaut, du capitaine, fera tous ses efforts pour découvrir et restituer sur le champ, entre les mains de l'un ou de l'autre les susdits déserteurs ou fugitifs.

Pareillement, si des Chinois déserteurs ou prévenus de quelque crime vont se réfugier dans des maisons françaises,

ou à bord des navires appartenant à des Français, l'autorité locale s'adressera au Consul, qui, sur la preuve de la culpabilité des prévenus, prendra immédiatement les mesures nécessaires pour que leur extradition soit effectuée. De part et d'autre, on évitera soigneusement tout recel et toute connivence.

ART. 33. — Quand des matelots descendront à terre, ils seront soumis à des règlements de discipline spéciale qui seront arrêtés par le Consul et communiqués à l'autorité locale, de manière à prévenir, autant que possible, toute occasion de querelle entre les marins français et les gens du pays.

ART. 34. — Dans le cas où les navires de commerce français seraient attaqués ou pillés par des pirates, dans des parages dépendants de la Chine, l'autorité civile et militaire du lieu le plus rapproché, dès qu'elle aura connaissance du fait, en poursuivra activement les auteurs, et ne négligera rien pour qu'ils soient arrêtés et punis conformément aux lois. Les marchandises enlevées, en quelque lieu et dans quelque état qu'elles se trouvent entre les mains du Consul, qui se chargera de les restituer aux ayants-droit. Si l'on ne peut s'emparer des coupables ni recouvrer la totalité des objets volés les fonctionnaires chinois subiront la peine infligée par la loi en pareilles circonstances ; mais ils ne sauraient être rendus pécuniairement responsables.

ART. 35. — Lorsqu'un sujet français aura quelque motif de plainte ou quelque réclamation à formuler contre un Chinois, il devra d'abord exposer ses griefs au Consul, qui,

après avoir examiné l'affaire, s'efforcera de l'arranger à l'amiable. De même, quand un Chinois aura à se plaindre d'un Français, le Consul écoutera ses réclamations avec intérêt et cherchera à ménager un arrangement à l'amiable ; mais, si, dans l'un ou l'autre cas, la chose était impossible, le Consul requerra l'assistance du fonctionnaire chinois compétent, et tous deux, après avoir examiné conjointement l'affaire, statueront suivant l'équité.

ART. 36. — Si dorénavant les citoyens français éprouvaient quelques dommages ou s'ils étaient l'objet de quelque insulte ou vexation de la part de sujets chinois, ceux-ci seraient poursuivis par l'autorité locale, qui prendra les mesures nécessaires pour la défense et la protection des Français ; à bien plus forte raison, si des malfaiteurs ou quelque partie égarée de la population tentaient de piller, de détruire ou d'incendier les maisons, les magasins des Français ou tout autre établissement formé par eux, la même autorité, soit à la réquisition du Consul, soit de son propre mouvement, enverrait en toute hâte la force armée pour dissiper l'émeute, s'emparer des coupables et les livrer à toute la rigueur des lois ; le tout, sans préjudice des poursuites à exercer par qui de droit pour indemnisation des pertes éprouvées.

ART. 37. — Si des Chinois, à l'avenir, deviennent débiteurs de capitaines ou de négociants français et leur font éprouver des pertes par fraude ou de toute autre manière, ceux-ci n'auront plus à se prévaloir de la solidarité qui résultait de l'ancien état de choses ; ils pourront seulement s'adresser,

par l'entremise de leurs Consuls, à l'autorité locale, qui ne négligera rien, après avoir examiné l'affaire, pour contraindre les prévenus à satisfaire à leurs engagements suivant la loi du pays.

Mais si le débiteur ne peut être retrouvé, s'il est mort ou en faillite, et s'il ne reste rien pour payer, les négociants français ne pourront point appeler l'autorité chinoise en garantie.

En cas de fraude ou de non paiement de la part des négociants français, le Consul prêtera de la même manière, assistance aux réclamants, sans que toutefois, ni lui, ni son Gouvernement, puissent, en aucune manière, être rendus responsables.

ART. 38. — Si, malheureusement, il s'élevait quelque rixe ou quelque querelle entre des Français et des Chinois, comme aussi dans le cas où, durant le cours d'une semblable querelle, un ou plusieurs individus seraient tués ou blessés, soit par des coups de feu, soit autrement, les Chinois seront arrêtés par l'autorité chinoise, qui se chargera de les faire examiner et punir, s'il y a lieu conformément aux lois du pays. Quant aux Français ils seront arrêtés à la diligence du Consul, et celui-ci prendra toutes les mesures nécessaires pour que les prévenus soient livrés à l'action régulière des lois françaises, dans la forme et suivant les dispositions qui seront ultérieurement déterminées par le Gouvernement français.

Il en sera de même en toute circonstance analogue et non prévue par la présente convention, le principe étant que, pour

la répression des crimes et délits commis par eux en Chine, les Français seront constamment régis par les lois françaises.

ART. 39. — Les Français en Chine dépendent également, pour toutes les difficultés ou contestations qui pourraient s'élever entre eux, de la juridiction française. En cas de différends survenus entre Français et étrangers, il est bien stipulé que l'autorité chinoise n'aura à s'en mêler en aucune manière. Elle n'aura pareillement à exercer aucune action sur les navires français ; ceux-ci ne relèveront que de l'autorité française et du capitaine.

ART. 40. — Si dorénavant le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur des Français jugeait convenable d'apporter des modifications à quelques-unes des clauses du présent traité, il sera libre d'ouvrir à cet effet, des négociations avec le Gouvernement chinois, après un intervalle de douze années révolues à partir de l'échange des ratifications.

Il est d'ailleurs entendu que toute obligation non consignée expressément dans la présente convention ne saura être imposée aux Consuls ou Agents consulaires, non plus qu'à leurs nationaux, tandis que, comme il a été stipulé, les Français jouiront de tous les droits, privilèges, immunités et garanties quelconques qui auraient été accordés par le Gouvernement chinois à d'autres puissances.

ART. 41. — Sa Majesté l'Empereur des Français, voulant donner à Sa Majesté l'Empereur de la Chine une preuve des sentiments qui l'animent, consent à stipuler, dans des articles séparés ayant la même force et valeur que s'ils étaient insérés mot à mot au présent traité, les arrangements

convenus entre les deux Gouvernements au sujet des questions antérieures aux événements de Canton et aux frais qu'ils ont occasionnés au Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur des Français.

ART. 42. — Les ratifications du présent traité d'amitié de commerce et de navigation seront échangées à Péking, dans l'intervalle d'un an à partir du jour de la signature, ou plus tôt si faire se peut, par S. M. l'Empereur des Français et S. M. l'Empereur de Chine.

Après l'échange de ces ratifications, le Traité sera porté à la connaissance de toutes les autorités supérieures de l'Empire dans les provinces et dans la capitale, afin que sa publicité soit bien établie.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Tien-Tsin, en quatre expéditions, le vingt-septième jour du mois de juin de l'an de grâce 1858, correspondant au dix-septième jour de la cinquième lune de la huitième année de Hien-Foung.

Signé : Baron Gros.

Les signatures
des Plénipotentiaires chinois.

Articles complémentaires, 27 juin 1858

De plus, le même jour, six articles complémentaires furent signés, par lesquels il était stipulé que le mandarin de Si-lin Hien, où avait été martyrisé l'abbé Chapdelaine, serait dégradé et qu'une indemnité de deux millions de taëls devait

être versée par la Chine à la France pour les dépenses occasionnées par les armements considérables faits par ce dernier pays, et pour les propriétés des Français et protégés de la France, pillées ou incendiées à Canton, le 14 décembre 1856.

Articles séparés servant de complément au Traité conclu par S. M. l'Empereur des Français et S. M. l'Empereur de la Chine à Tien-Tsin, dans la province de Tche-li, le 27 juin 1858.

ARTICLE PREMIER. — Le magistrat de Si-lin Hien, coupable du meurtre du missionnaire français Auguste Chapdelaine, sera dégradé et déclaré incapable d'exercer désormais aucun emploi.

ART. 2. — Une communication officielle adressée à S. E. M. le Ministre de France en Chine lui annoncera l'exécution de cette mesure, qui sera rendue publique et motivée convenablement dans la *Gazette de Pékin*.

ART. 3. — Une indemnité sera donnée aux Français et aux protégés de la France dont les propriétés ont été pillées ou incendiées par la populace de Canton avant la prise de cette ville par les troupes alliées de France et de l'Angleterre.

ART. 4. — Les dépenses occasionnées par les armements considérables qu'ont motivés les refus obstinés des autorités chinoises d'accorder à la France les réparations et les indemnités qu'elle a réclamées, seront payées au Gouvernement de S. M. l'Empereur des Français par les caisses de la douane de la ville de Canton.

Ces indemnités et ces frais d'armement s'élevant à peu près à une somme de deux millions de taëls (2.000.000), cette somme sera versée entre les mains du ministre de France en Chine qui en donnera quittance.

Cette somme de deux millions de taëls sera payés à S. E. M. le Ministre de France en Chine, par sixièmes payables d'année en année, et pendant six ans, par la caisse des Douanes de Canton; elle pourra l'être soit en numéraire, soit en bons de douane, qui seront reçus par cette administration en paiement des droits d'importation et d'exportation et pour un dixième seulement de la somme qu'on aurait à lui payer, c'est-à-dire que, si un négociant doit à la douane de Canton une somme de dix mille taëls, par exemple, pour droits d'importation ou d'exportation, il pourra en payer neuf mille en espèces et mille en bons dont il s'agit.

Le premier sixième sera payé dans le cours de l'année qui suivra la signature du présent traité, à compter du jour où elle aura lieu.

La douane de Canton pourra, si elle le veut, ne recevoir chaque année en paiement de droits, que le sixième des bons émis, c'est-à-dire pour une somme de trois cent mille trois cent trente taëls et trente quatre centièmes.

Une commission mixte, nommée à Canton par l'autorité chinoise et par le Ministre de France, fixera d'avance le mode d'émission de ces bons et les règlements qui en détermineront la forme, la valeur et le mode de destruction dès qu'ils auront servi.

ART. 5. — L'évacuation de Canton par les troupes françaises s'effectuera aussitôt que possible après le paiement intégral de la somme de deux millions de taëls stipulée ci-dessus ; mais pour hâter la retraite de ces troupes, ces bons de douane pourront être émis d'avance par série de six années et déposés dans la chancellerie de la Légation de France en Chine.

ART. 6. — Les articles ci-dessus auront même force et valeurs que s'ils étaient inscrits mot à mot dans le Traité dont ils font partie, et les Plénipotentiaires respectifs les ont signés et y ont apposé leurs sceaux et leurs cachets.

Fait à Tien-Tsin, en quatre expéditions, le vingt-septième jour du mois de juin de l'an de grâce 1858, correspondant au dix-septième jour de la cinquième lune de la huitième année du Hien-Foung.

Baron Gros

Signatures

des plénipotentiaires chinois.

ANNEXE III

Traité de Pékin

(25 octobre 1860)

1° L'Empereur de Chine exprime ses regrets au sujet des événements survenus à Takou en juin 1859. 2° L'Ambassadeur sera reçu à Pékin, avec tous les honneurs dus à son

rang pour l'échange des ratifications du Traité de Tien-Tsin.

3° Le traité de Tien-Tsin (du 27 juin 1858) sera fidèlement exécuté immédiatement après l'échange des ratifications.

4° L'indemnité du 15 millions stipulée par le traité de Tien-Tsin est portée à 60 millions, qui seront payés au Gouvernement français en plusieurs termes, dont les dates sont fixées.

5° Les établissements religieux et de bienfaisance qui ont été confisqués seront rendus aux chrétiens.

6° La ville et le port de Tien-Tsin sont ouverts au commerce.

7° Les troupes françaises évacueront Chusan.

8° Un édit impérial consacrera, pour les Chinois, la faculté d'émigrer et de s'embarquer sur des bâtiments français.

9° Le droit de tonnage pour les navires français est abaissé au même taux que pour les navires américains. Le traité relate avec détail les époques et les conditions auxquelles les troupes françaises se retireront successivement de Pékin, de Tien-Tsin, de Takou.

ANNEXE IV

Traité de Tien-Tsin, 9 juin 1885

ARTICLE PREMIER. — La France s'engage à rétablir et à maintenir l'ordre dans les provinces de l'Annam qui confinent à l'Empire chinois. A cet effet, elle prendra les mesures nécessaires pour disperser ou expulser les bandes de pillards et gens sans aveu qui compromettent la tranquillité publique et pour empêcher qu'elles ne se reforment. Toutefois, les troupes françaises ne pourront, dans aucun cas, franchir la

frontière, qui sépare le Tonkin de la Chine, frontière que la France promet de respecter et de garantir contre toute agression.

De son côté, la Chine s'engage à disperser ou à expulser les bandes qui se réfugieraient dans ses provinces limitrophes du Tonkin et à disperser celles qui chercheraient à se reformer sur son territoire pour aller porter le trouble parmi les populations placées sous la protection de la France, et, en considération des garanties qui lui sont données quant à la sécurité de la frontière, elle s'interdit pareillement d'envoyer des troupes au Tonkin.

Les Hautes Parties contractantes fixeront, par une Convention spéciale, les conditions dans lesquelles s'effectuera l'extradition des malfaiteurs en Chine et l'Annam.

Les Chinois, colons ou anciens soldats, qui vivent paisiblement en Annam, en se livrant à l'agriculture, à l'industrie ou au commerce et dont la conduite ne donnera lieu à aucun reproche, jouiront, pour leurs personnes et pour leurs biens, de la même sécurité que les protégés français.

ART. 2. — La Chine, décidée à ne rien faire qui puisse compromettre l'œuvre de pacification entreprise par la France s'engage à respecter, dans le présent et dans l'avenir, les traités, conventions et arrangement directement intervenus ou à intervenir entre la France et l'Annam.

En ce qui concerne les rapports entre la Chine et l'Annam, il est entendu qu'ils seront de nature à ne point porter atteinte à la dignité de l'empire chinois, et à ne donner lieu à aucune violation du présent traité.

ART. 3. — Dans un délai de six mois, à partir de la signature du présent traité, les commissaires désignés par des Hautes Parties contractantes se rendront sur les lieux pour reconnaître la frontière entre la Chine et le Tonkin. Ils poseront, partout où besoin sera, des bornes destinées à rendre apparente la ligne de démarcation. Dans le cas où ils ne pourraient se mettre d'accord sur l'emplacement de ces bornes ou sur les rectifications de détail qu'il pourrait y avoir lieu d'apporter à la frontière actuelle du Tonkin, dans l'intérêt commun des deux pays, il en référerait à leurs gouvernements respectifs.

ART. 4. — Lorsque la frontière aura été reconnue, les Français ou protégés français et les habitants étrangers du Tonkin, qui voudront la franchir pour se rendre en Chine, ne pourront le faire, qu'après s'être munis préalablement de passeports délivrés par les autorités chinoises de la frontière sur la demande des autorités françaises. Pour les sujets chinois, il suffira d'une autorisation délivrée par les autorités impériales de la frontière.

Les sujets chinois qui voudront se rendre de Chine au Tonkin, par la voie de terre, devront être munis de passeports réguliers, délivrés par les autorités françaises sur la demande des autorités impériales.

ART. 5. — Le commerce d'importation et d'exportation sera permis aux négociants français ou protégé français et aux négociants chinois par la frontière de terre entre la Chine et le Tonkin. Il devra se faire toutefois par certains points qui seront déterminés ultérieurement et dont le choix,

ainsi que le nombre, seront en rapport avec la direction comme avec l'importance du trafic entre les deux pays. Il sera tenu compte, à cet égard, des règlements en vigueur dans l'intérieur de l'Empire chinois.

En tout état de cause, deux de ces points seront désignés sur la frontière chinoise, l'un au-dessus de Lao-Kay, l'autre au delà de Lang-s'on. Les commerçants français pourront s'y fixer, dans les mêmes conditions et avec les mêmes avantages que dans les ports ouverts au commerce étranger. Le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur de Chine y installera des douanes et le Gouvernement de la République pourra y entretenir des consuls dont les privilèges et les attributions seront identiques à ceux des agents de même ordre dans les ports ouverts.

De son côté, Sa Majesté l'Empereur de Chine, pourra, d'accord avec le Gouvernement français, nommer des consuls dans les principales villes du Tonkin.

ART. 6. — Un règlement spécial, annexé au présent traité, précisera les conditions dans lesquelles s'effectuera le commerce par terre entre le Tonkin et les provinces chinoises du Yunnan, du Kouang-Si et Kouang-Toung. Ce règlement sera élaboré par des commissaires qui se seront nommés par les Hautes Parties Contractantes, dans un délai de trois mois après la signature du présent traité.

Les marchandises faisant l'objet de ce commerce seront soumises, à l'entrée et à la sortie, entre le Tonkin et les provinces du Yunnan et du Kouang-Si, à des droits inférieurs à ceux que stipule le tarif actuel du commerce étranger.

Toutefois, le tarif réduit ne sera pas appliqué aux marchandises transportées par la frontière terrestre entre le Tonkin et le Kouang-Toung et n'aura pas d'effet dans les ports déjà ouverts par les traités.

Le commerce des armes, engins, approvisionnements et munitions de guerre de toute espèce, sera soumis aux lois et règlements édictés par chacun des Etats contractants sur son territoire.

L'exportation et l'importation de l'opium seront régies par des dispositions spéciales qui figureront dans le règlement commercial susmentionné.

Le commerce de mer entre la Chine et l'Annam sera également l'objet d'un règlement particulier. Provisoirement il ne sera innové en rien à la pratique actuelle.

ART. 7. — En vue de développer dans les conditions les plus avantageuses les relations de commerce et de bon voisinage que le présent traité a pour objet de rétablir entre la France et la Chine, le Gouvernement de la République construira des routes au Tonkin et y encouragera la construction des chemins de fer.

Lorsque, de son côté, la Chine aura décidé de construire des voies ferrées, il est entendu qu'elle s'adressera à l'industrie française, et le Gouvernement de la République lui donnera toutes les facilités possibles pour se procurer en France le personnel dont elle aura besoin. Il est entendu aussi que cette clause ne peut être considérée comme constituant un privilège exclusif en faveur de la France.

ART. 8. — Les stipulations commerciales du présent traité

et les règlements à intervenir pourront être revisés après un intervalle de dix ans révolus à partir du jour de l'échange des ratifications du présent traité. Mais, au cas où six mois avant le terme, ni l'une ni l'autre des Hautes Parties contractantes n'aurait manifesté le désir de procéder à la révision, les stipulations commerciales resteraient en vigueur pour un nouveau terme de dix ans et ainsi de suite.

ART. 9. — Dès que le présent traité aura été signé, les forces françaises recevront l'ordre de se retirer de Kiloung et de cesser la visite, etc... en haute mer. Dans le délai d'un mois après la signature du présent traité l'île de Formose et les Pescadores seront entièrement évacuées par les troupes françaises.

ART. 10. — Les dispositions des anciens traités, accords et conventions entre la France et la Chine, non modifiés par le présent traité restent en pleine vigueur.

Vu : le Président de la thèse,

A. WEIS

Vu le Doyen

F. LARNAUDE

Vu et permis d'imprimer

Le Recteur de l'Académie de Paris

P. APPELL

BIBLIOGRAPHIE

- Cordier (Henri)*. — Histoire des relations de la Chine avec les Puissances étrangères, 3 volumes.
- L'Expédition de Chine de 1857-1858.
- L'Expédition de Chine de 1860.
- La Chine en France au XVIII^e siècle.
- Lavollée*. — La France et la Chine au XVIII^e siècle.
- Geouffre de Lapradelle*. — Revue générale de droit international public (*la question chinoise*, 1901-1902-1903).
- Revue de droit public (*Chronique internationale* 1898-1902).
- Lavisse et Rambaud*. — Histoire générale, t. IX et X.
- Pouvoirville (de)*. — La question d'Extrême-Orient.
- Estournelles de Constant (d')*. — Revue politique et parlementaire (*le problème chinois*, 1900).
- Pinon (René)*. — La Chine qui s'ouvre, origines et résultats de la guerre russo-japonaise.
- Leroy-Beaulieu (Pierre)*. — La rénovation de l'Asie.
- Wenlarsée*. — Chine ancienne et nouvelle.
- Dislère et Du Mouy*. — Droits et devoirs des Français dans les pays d'Orient et d'Extrême-Orient.
- Gros (L.)*. — Vie de Saint François de Xavier, voyage en Chine et au Japon ; t. II.
- Marco Polo*. — Revue des Deux Mondes, année 1840.

Launay (A.). — Histoire générale des missions étrangères, t. I et II.

De Clerq. — Recueil des traités, 1842-1844-1858-1860-1885.

De Martens. — Recueil général des traités, 1842-1844-1858-1860-1885. Revue des Deux Mondes, 15 décembre 1856 ; 1^{er} décembre 1859, 1^{er} juin 1862.

Callerg. — Correspondance diplomatique.

Lagrené. — Livres jaunes, les affaires étrangères, années 1858-1860-1885-1894-1898-1900-1901.

Boell (Paul). — Protection de la mission catholique, chapitres I, IV, III.

Brenier. — Rapport de la mission lyonnaise d'exploration commerciale en Chine, 1895 et 1897.

— Archives diplomatiques, années 1884 et 1885.

— Journal des Missions catholiques de Lyon, 19 mai 1899 et 18 avril 1912.

Baroy (Eugène). — Le siège de la Légation de France à Pékin.

Laboulaye (Ed. de). — Les chemins de fer de Chine.

Guerlet (Pierre). — Etude des procédés divers d'action politique des Puissances en Chine, thèse, 1907, Paris.

Ballero (Eugène). — Ouverture de la Chine à l'influence française au cours des XIX^e et XX^e siècles.

Perrinjaquet. — Les cessions temporaires de territoire ; thèse, Bordeaux, 1904.

Tchen Ki Chan. — La politique de la porte ouverte en Chine, thèse, 1912. Paris.

Statuts et bilan pour 1918, de la Compagnie française des chemins de fer du Yunnan.

Statuts et bilan pour 1918, de la Société de constructions et d'exploitations de Chemins de fer en Chine.

Statuts et programme de la Compagnie générale d'Extrême-Orient.

Statuts et bilan de la Société formant la Compagnie française de tramways et d'éclairage électrique de Changhaï.

Statuts et bilan, pour 1919, de la banque de l'Indo-Chine.

Statuts et bilan, pour 1918, de la banque industrielle de Chine.

Le Temps, supplément de septembre 1919 (sur la République chinoise).

Le Temps, n° du 24 mars 1920 (sur la question de l'Institut des Hautes Etudes chinoises).

La Gazette du 20 juillet 1919 (Pourquoi les Chinois ne sont pas contents ?)

Gouin (Gustave). — Pourquoi la Chine n'a pas signé la paix ?

Delmas (Philippe). — Douanes chinoises ; thèse, 1902. Paris.

Fauvel. — Les chemins de fer en Chine. Le *transsibérien et les chemins de fer chinois* (Revue politique et parlementaire 1899).

Pinon. — La Chine qui s'ouvre, la France en Extrême-Orient.

Doumer (P.). — L'Indochine française, souvenirs, 1905.

Journal l'Excelsior, n° du 26 avril 1920.

Lecomte (Louis-P.), de la Compagnie de Jésus, auteur de mémoires sur la Chine, 1696.

Lettre du Conseil de Calcutta à M. Law (note du manuscrit).

Surville. — *Revue critique*, n° d'avril 1896).

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	5

PREMIÈRE PARTIE

RELATIONS DE LA FRANCE ET DE LA CHINE DEPUIS LE XVII^e SIÈCLE JUSQU'A 1860

CHAPITRE PREMIER. — Tentatives faites par les Français pour faire commerce avec l'Inde et création de la Compagnie des Indes; établissements que les Français avaient formés sur divers points de l'Asie.	9
CHAPITRE II. — Création du Consulat français de Canton; la situation des français qui restent en Chine.	15
CHAPITRE III. — Traité de Wampao du 24 octobre 1844. Avantages politiques, commerciaux, et religieux au profit de la France	18

DEUXIÈME PARTIE

RELATIONS DE LA FRANCE ET DE LA CHINE DEPUIS 1860 JUSQU'A 1902

CHAPITRE PREMIER. — Expédition franco-anglaise. . .	23
<i>Section I.</i> — Traité de Tien-Tsin du 27 juin 1858. .	23
<i>Section II.</i> — Les ministres de France et d'Angle-	

terre se dirigent vers Tien-Tsin pour l'échange des ratifications des traités	29
<i>Section III.</i> — Impression produite en France et en Angleterre par l'échec de Takou. Entente des deux gouvernements pour organiser un corps expéditionnaire, commandé par le gé- néral Cousin-Mautauban pour la France et par le général Sir Hope Grand pour l'Angleterre. Les escadres se rendent dans le golfe du Pet- chili; attaque et prise des ports de Takou le 21 août 1860.	31
<i>Section IV.</i> — Occupation de Tien-Tsin; la mar- che des troupes alliées vers Pékin, incendie du Palais d'été par l'ordre de Lord Elgin; signa- ture des traités de Pékin des 24 et 25 octobre 1860.	37
CHAPITRE II. — L'affaire du Tonkin	41
<i>Section I.</i> — Traités de Saïgon des 5 juin 1862, 15 mars 1874, 31 août 1874	41
<i>Section II.</i> — La communication du traité à la Chine et l'attitude de l'Annam.	45
<i>Section III.</i> — Traité de Hué, 25 août 1883, mémo- randum et communication officielle.	47
<i>Section IV.</i> — Convention de Tien-Tsin du 11 mai 1884. Ultimatum du 25 juillet 1884; la guerre commencée le 23 août 1884 entre la France et la Chine; traité de Tient-Sin du 9 juin 1885.	56
<i>Section V.</i> — Traité Cogordan, 25 août 1886. Conven- tions Constans, 26 juin 1887	64
CHAPITRE III. — L'affaire des Boxeurs. Expédition inter- nationale. Traité de Pékin du 7 septembre 1901	67

TROISIÈME PARTIE

DIVERS PROCÉDÉS D'ACTION POLITIQUE DE LA FRANCE EN CHINE, DANS LA PÉRIODE CONTEMPORAINE, JUSQU'AU TEMPS PRÉSENT.

CHAPITRE PREMIER. — Missions catholiques de la France en Chine.	71
CHAPITRE II. — Diverses conventions au sujet des concessions accordées par la Chine à la France. .	74
<i>Section I.</i> — Les Concessions municipales et les ports commerciaux	74
<i>Section II.</i> — Cessions à bail de territoires. . . .	85
<i>Section III.</i> — Concessions des postes et de la navigation	90
CHAPITRE III. — Concessions de chemins de fer de la Chine à une compagnie française	92
CHAPITRE IV. — Les divers établissements commerciaux et industriels de la France en Chine . .	102
1 ^o Banque industrielle de Chine.	102
2 ^o Banque de l'Indo-Chine.	106
3 ^o La compagnie de chemin de fer du Yunnan. .	108
4 ^o Les sociétés de constructions et d'exploitation de chemin de fer en Chine	109
5 ^o La Compagnie française de tramways et d'éclairage électrique de Changhaï.	110
6 ^o La Compagnie générale d'Extrême-Orient . .	111
CHAPITRE V. — Mission lyonnaise d'exploration commerciale en Chine	113
<i>Section I.</i> — Origine et programme de la Mission. .	113
<i>Section II.</i> — Rapports et notes sur les pays et provinces visités par la mission.	118

QUATRIÈME PARTIE

DIVERSES RELATIONS DE LA CHINE AVEC LA FRANCE

CHAPITRE PREMIER. — 1° La route de la soie dans l'antiquité.	135
2° La porcelaine	136
3° Le thé.	137
4° De la connaissance des littératures chinoises par les philosophes français.	138
CHAPITRE II. — 1° La Société franco-chinoise d'éducation.	141
1° Les travailleurs chinois en France pendant la guerre européenne de 1914-1918.	142
3° Institut des hautes études chinoises.	144
4° Le but du prochain voyage de M. Painlevé pour la Chine	145
CONCLUSION	151
<i>Annexes</i> : I. — Traité de Whampaò.	157
II. — Traité de Tien-Tsin.	171
III. — Traité de Pékin	199
IV. — Traité de Tien-Tsin.	200
BIBLIOGRAPHIE.	207

Imp. Jouve et Cie, 15, rue Racine, Paris. — 4645-20
